



Rapport Financier Semestriel 2011





Rapport Financier Semestriel 2011

Rapport d'activité au 30 juin 2011

Comptes consolidés au 30 juin 2011

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

Rapport des commissaires aux comptes



**Rapport
d'Activité
Au 30 juin 2011**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au 30 juin 2011 sont établis en conformité avec la norme IAS 34.

1 Évolution de l'environnement

1. EVOLUTION DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Pour l'économie mondiale, la première moitié de l'année 2011 s'est inscrite dans la tendance de 2010, mêlant les espoirs d'une reprise durable à la persistance de risques financiers majeurs, en particulier concernant la dette souveraine de plusieurs pays européens.

Après un premier trimestre 2011 favorable, la croissance mondiale a été heurtée par des phénomènes d'origine conjoncturelle qui ont pénalisé l'offre comme la demande : le séisme de mars au Japon a perturbé plusieurs filières industrielles, tandis que la hausse du prix des matières premières a affecté à la fois la consommation des ménages et la production des entreprises, tout en suscitant des politiques modératrices de la part des banques centrales de plusieurs pays émergents.

Dans ce panorama contrasté, ce sont justement les pays émergents qui font meilleure figure avec une croissance robuste assortie d'une volonté d'équilibre social (par du développement local) et économique (par des politiques monétaires jugulant les risques de surchauffe). A l'inverse, les Etats-Unis ont déçu les attentes à leur endroit avec de mauvais résultats sur le deuxième trimestre 2011, en raison d'une activité industrielle moins forte que prévue, et ce malgré une politique monétaire toujours accommodante, et d'une dépense publique dont la durabilité inquiète. Quant à la zone euro, elle a présenté un profil intermédiaire, avec une dynamique d'activité moyenne qui dissimule de nombreux écarts entre pays, de l'Allemagne qui mène le peloton à la Grèce ou au Portugal, dont le spectre d'une défaillance menace toujours. La France, elle, n'a pas non plus échappé à son environnement immédiat. La consommation des ménages, qui est depuis plusieurs années le principal soutien de la croissance hexagonale, a fléchi sous l'effet conjugué du retour de l'inflation, du recul de mesures publiques de soutien (prime à la casse) et de gains salariaux modérés. Cette évolution défavorable est toutefois tempérée par une amélioration relative sur le front de l'emploi et une reprise soutenue de l'investissement des entreprises, aidée par des taux d'intérêt toujours bas.

Les banques centrales ont voulu réduire leurs mesures de soutien datant de la crise de 2008 : remontée du taux directeur de la BCE de 1 % à 1,5 % à partir d'avril et fin de l'extension de la politique monétaire quantitative aux Etats-Unis. Les taux obligataires des emprunts d'Etat ont été orientés à la hausse de janvier à avril, puis les inquiétudes sur la croissance ont interrompu ce mouvement. En France, les taux à 10 ans d'Etat ne sont remontés que de 0,05 % sur la période, pour atteindre 3,41 % fin juin.

Les marchés boursiers avaient bien commencé l'année par des progressions de l'ordre de 10 %. Ils ont reculé à la suite des événements militaires en Libye, de la catastrophe nucléaire au Japon, de l'annonce d'un ralentissement de la croissance, des problèmes de dettes publiques et ont annulé la performance des premiers mois. Quelques chiffres économiques et l'accord sur la restructuration de la dette grecque ont permis un sursaut en fin de semestre. L'indice français CAC 40 a ainsi progressé de 4,7 % hors dividendes (7,9 % dividendes inclus).

2. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ASSURANTIEL

En Dommages

La croissance du marché de l'assurance dommages s'est intensifiée depuis le début de l'année, avec des cotisations en progression annuelle de 4 % à fin mai 2011 (contre une hausse de 2,2 % à fin décembre 2010) ; cette évolution est en partie imputable aux marchés des particuliers, avec une croissance de 4 % (contre 2,6 % en 2010) en assurance automobile et de 6,5 % (contre 5,1 % en 2010) en assurance habitation, sur les mêmes périodes de référence.

Toutefois, cette dynamique résulte davantage d'une forte augmentation des tarifs que d'une progression intrinsèque de la masse assurable. Ainsi, du fait de la fin de la « prime à la casse », les immatriculations de véhicules neufs ont ralenti depuis janvier et se montrent pratiquement stables entre les premiers semestres 2011 et 2010 (+0,2 %), avec des perspectives défavorables pour la fin de l'année. Quant au marché immobilier, il a présenté en six mois un net ralentissement des transactions en raison des prix élevés et de conditions de crédit qui se sont resserrées avec la remontée des taux d'emprunt.

La forte augmentation des tarifs observée depuis le début de l'année est à relier à la sinistralité défavorable rencontrée ces dernières années (sinistres climatiques et catastrophes naturelles en 2009 et 2010 ; mauvaise sinistralité automobile en 2009), et à la volonté des assureurs de rétablir leur ratio combiné. Pour l'heure, la sinistralité sur le premier semestre de 2011 se montre moins dégradée que celle des exercices précédents.

En Epargne

Le premier semestre 2011 a vu une véritable rupture s'opérer sur le marché de l'Epargne. En effet l'assurance-vie, qui avait connu des années 2009 et 2010 favorables, a vu sa dynamique s'inverser progressivement : la collecte des cinq premiers mois de l'année connaît ainsi une baisse de 12 % par rapport à l'exercice précédent (-14 % pour les supports en euros, +3 % pour les supports en unités de compte), alors que les sorties croissent significativement (+15 %) sur la même période de référence, causant une baisse de moitié de la collecte nette.

Cette inflexion s'explique conjointement par la diminution tendancielle des taux servis sur l'assurance-vie en euros – liée principalement à la tenue des marchés obligataires – et à la revalorisation de l'épargne réglementée (Livret A, Livret Développement Durable) sous l'effet du retour de l'inflation. Les récents débats et décisions réglementaires autour du régime fiscal de l'assurance-vie n'ont en outre pas aidé au développement de ce type de placement.

En Santé et Prévoyance

Les dépenses de santé des cinq premiers mois de l'année 2011 ont augmenté de 2,9 % par rapport à la même période de l'année 2010, un rythme de croissance équivalent à celui de l'an passé. Cependant, cette progression s'avère inégalement répartie entre les remboursements de soins des généralistes (+7,2 % incluant la revalorisation du prix de la consultation et l'épidémie de grippe), les remboursements des soins de spécialistes (+4,3 %), des soins dentaires (+2,2 %), et des produits de santé (+2,0 %). Cette situation, corrélée à un désengagement de l'Etat qui se poursuit, dynamise le marché en ce qu'elle renforce le besoin de couverture des assurés. Elle fait toutefois peser sur les assureurs de complémentaire santé une charge de prestations toujours plus importante.

En outre, le contexte réglementaire avec la transformation de la contribution CMU en taxe de 6,27 % prélevée depuis le 1er janvier 2011 sur les cotisations de frais de santé hors taxe, mais surtout avec l'application d'une Taxe sur les Conventions d'Assurance (TCA) au taux de 3,5 % sur les cotisations en santé, pèse sur le développement de l'activité. Par ailleurs, la persistance de la crise et le retour de l'inflation mettent depuis plusieurs mois l'augmentation des tarifs santé en débat, et posent la question de la sensibilité des consommateurs au prix des couvertures.

2 Faits marquants

1. REPLI DE LA COLLECTE EN EPARGNE

Au 30 juin 2011, les cotisations acquises du groupe Macif s'élèvent à 2 859 739 K€ en repli de 6,2% par rapport à juin 2010. Cette baisse s'explique par la réduction de la collecte réalisée par le secteur Epargne dans un contexte d'incertitudes quant aux réformes fiscales de l'assurance vie et de concurrence accrue des produits bancaires à court terme (hausse du taux du Livret A et promotion des réseaux bancaires visant à réorienter l'épargne des ménages vers les produits bancaires). Les secteurs Dommages et Santé & Prévoyance enregistrent des taux de croissance supérieurs à 2%. Le secteur Dommages représente 50% des cotisations acquises du Groupe.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | 30 juin 10 | | Variation | |
|-------------------------------|------------------|-------------|------------------|-------------|------------------|---------------|
| | K€ | % | K€ | % | K€ | % |
| Dommages | 1 451 775 | 50% | 1 421 738 | 46% | 30 037 | 2,1% |
| - Auto | 889 808 | 31% | 888 382 | 29% | 1 426 | 0,2% |
| - Habitation | 313 174 | 11% | 302 930 | 10% | 10 244 | 3,4% |
| - Autres assurances de biens | 248 793 | 8% | 230 426 | 7% | 18 367 | 8,0% |
| Epargne | 1 135 632 | 40% | 1 360 423 | 45% | - 224 791 | -16,5% |
| Santé & Prévoyance | 272 332 | 10% | 265 206 | 9% | 7 126 | 2,7% |
| TOTAL | 2 859 739 | 100% | 3 047 367 | 100% | - 187 628 | -6,2% |

2. DEPRECIATION DES TITRES D'EMPRUNTS GRECS

Les titres de dettes souveraines grecques dont l'échéance est antérieure au 31 décembre 2020 ont été valorisés en constatant une décote de 21% de la valeur nominale. Cette décote a fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 13 650 K€ imputée sur le résultat du 1er semestre. Après participation aux bénéfices et impôts différés, elle impacte le Résultat net - Part du Groupe à hauteur de -2 319 K€. Les titres de dettes souveraines grecques dont l'échéance est postérieure au 31 décembre 2020 restent valorisés en juste valeur par les réserves.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 K€ | 30 juin 10 K€ |
|--|------------------|------------------|
| Dommages | -2 625 | |
| Epargne | -11 025 | |
| Santé & Prévoyance | - | |
| Autres | - | |
| Dépréciation des titres d'emprunts grecs | -13 650 | |
| Participation aux bénéfices différée | 10075 | |
| Impôts différés | 1 231 | |
| Minoritaires | 25 | |
| Impact sur le Résultat net - Part du groupe | -2 319 | |

3. MISE EN JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS

Au 30 juin 2011, la valeur au bilan des portefeuilles de placements financiers hors UC (unités de compte) s'élève à 22 193 250 K€, en progression de 1,2%.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° | % |
|------------------------|-------------------|-------------------|----------------|-------------|
| Coût amorti brut | 21 643 196 | 21 258 935 | 384 261 | 1,8% |
| Dépréciations | -297 698 | -294 840 | -2 858 | 1,0% |
| Coût amorti net | 21 345 498 | 20 964 095 | 381 403 | 1,8% |
| Réévaluations | 847 752 | 976 658 | -128 906 | -13,2% |
| VALEUR AU BILAN | 22 193 250 | 21 940 753 | 252 497 | 1,2% |

L'impact de la mise en juste valeur s'élève à 847 752 K€. Il est en repli de 128 906 K€ sur le 1er semestre 2011, avec toutefois des tendances différentes selon les catégories d'actifs.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° | % |
|--|----------------|----------------|-----------------|-------------|
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | 601 810 | 826 764 | -224 954 | |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | 1 467 | 0 | 1 467 | |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | 241 763 | 147 182 | 94 581 | |
| Prêts | 2 712 | 2 712 | 0 | |
| TOTAL | 847 752 | 976 658 | -128 906 | -13% |

La mise en juste valeur des placements financiers impacte le Résultat net - Part du Groupe à hauteur de 1 179 K€ après participation aux bénéfices et impôts différés.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 30 juin 10 | Var° | % |
|---|--------------|----------------|---------------|-----------|
| Mise en juste valeur des placements financiers | 8 153 | -12 454 | 20 607 | |
| Participation aux bénéfices différée | -5 763 | 2 080 | -7 843 | |
| Impôts différés | -784 | -3 579 | 2 795 | |
| Quote part de résultat dans les sociétés mises en équivalence | -578 | 2 481 | -3 059 | |
| Intérêts minoritaires | 151 | -14 | 165 | |
| Impact sur le Résultat net Part du Groupe | 1 179 | -11 486 | 12 665 | NS |

4. CESSION D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL

Le 16 juin 2011, le groupe Macif et les autres principaux actionnaires d'OFI Private Equity Capital (société d'investissement française spécialisée dans l'investissement majoritaire dans les PME, cotée sur NYSE Euronext) ont apporté à Eurazeo la totalité de leurs participations détenues dans OFI Private Equity Capital (représentant 75 % des actions et 79 % des bons de souscription d'actions - BSA). Dans le cadre de cette opération sur les titres d'OFI Private Equity Capital, les titres de sa société de gestion OFI Private Equity et de son associé commandité OFI PE Commandité ont également été apportés à Eurazeo. En contrepartie, les apporteurs se sont vu remettre des actions nouvelles Eurazeo (représentant au total 3,7 % - dont 1,86 % revenant au groupe Macif - du capital d'Eurazeo). Le groupe Macif est soumis à un engagement de conservation des titres Eurazeo sur une période de 18 mois, à compter de la réalisation des apports. Eurazeo est une des premières sociétés d'investissement cotées en Europe, avec plus de 4 milliards d'euros d'actifs diversifiés.

Cette opération a entraîné la sortie de la société OFI Private Equity Capital du périmètre de consolidation du groupe Macif. L'impact de cette cession ressort à +6 995 K€ sur le Résultat net - Part du Groupe.

5. EVOLUTION DE LA STRUCTURATION ET DE LA GOUVERNANCE DU GROUPE

Le Projet d'entreprise a arrêté les principes de gouvernance et de structuration du groupe Macif. Pour rendre opérationnelle cette nouvelle configuration, des projets de modification de la Charte de gouvernement du Groupe et des statuts de la Macif ont été présentés aux délégués réunis en congrès et en assemblée générale extraordinaire le 18 juin 2011.

La Charte de gouvernement et les statuts adoptés affirment clairement le rôle de la Macif, société d'assurance mutuelle, comme la structure faîtière du Groupe et lui confèrent un double rôle de pilotage : du Groupe, d'une part et de ses propres activités assurantielles en Iard, d'autre part.

Le fonctionnement et la composition du conseil d'administration évoluent donc pour une meilleure prise en compte de la situation des principales entités du Groupe au sein de la structure faîtière.

En outre, le conseil d'administration s'appuie, pour prendre ses décisions, sur des comités spécialisés, au nombre de cinq. Outre le maintien d'un comité d'audit, d'un comité des rémunérations et sélection des mandataires sociaux et dirigeants, et d'un comité des partenariats, les nouveautés résident dans la création d'un comité d'éthique, et surtout d'un comité des risques. La mise en place de ce dernier comité, complémentaire au comité d'audit, vise à répondre aux nouvelles exigences en termes de gouvernance et de maîtrise des risques, contenues notamment dans la Directive Solvabilité II.

6. PARTENARIAT AG2R-LA MONDIALE

A la suite de la lettre d'intention signée en 2010, les groupes Macif et Ag2r-La Mondiale confortent leur partenariat en assurances collectives santé et prévoyance au travers d'une lettre d'engagement en date d'avril 2011. La structure d'accueil du partenariat sera ICIRS Prévoyance, institution de prévoyance qui portait jusqu'à présent une partie de l'offre collective du groupe Macif. ICIRS Prévoyance a pour objectif de générer 170 millions d'euros de chiffre d'affaires nouvelles sur cinq ans.

7. MACIFILIA

Le groupe Macif mène une réflexion stratégique sur la refonte du modèle économique de Macifilia, filiale spécialisée dans les risques Iard spécifiques pour les particuliers et les entreprises. Les premières mesures adoptées produiront progressivement leurs effets à partir de 2012. Le résultat 2011 de la filiale devrait ainsi encore demeurer fortement déficitaire.

8. MACIF PORTUGAL

Des mesures de redressement des tarifs et de réduction des frais généraux visant à améliorer le ratio combiné de cette filiale portugaise ont été engagées. Elles visent à juguler l'impact de la crise touchant le secteur de l'assurance Iard au Portugal. Pour autant, les effets de ces mesures ne seront pas immédiats et les résultats 2011 devraient être comparables à ceux de l'exercice précédent.

3 Événements postérieurs à la clôture

Depuis le 30 juin 2011, les marchés sont entrés dans une période de crise intense : retour du doute sur le refinancement des dettes publiques, que ce soit aux Etats-Unis, avec comme conséquence pour ce pays l'abaissement par l'agence d'évaluation financière Standard & Poor's de la note d'excellence de leur dette souveraine, ou pour certains pays de la zone euro (Espagne et Italie en particulier). Les gouvernements se sont réunis pour proposer des solutions dans l'espoir de rétablir la confiance des marchés. La BCE est également intervenue sur le marché obligataire.

Par ailleurs, le ralentissement de la croissance a été confirmé par les statistiques.

Les positions des investisseurs ont provoqué une baisse généralisée, sans rapport avec les données publiées par les entreprises cotées. La correction a été de l'ordre de 15 % depuis le 30 juin jusqu'à la mi-août sur le marché américain, de l'ordre de 25 % sur les marchés européens.

Les valeurs mobilières du Groupe ont été impactées de façon contrastée : la baisse des bourses a fait baisser la valorisation des placements actions, la baisse des taux d'Etat français est venue revaloriser une grande partie du portefeuille obligataire ; le soutien de la BCE aux pays périphériques a également eu un impact positif sur les détentions obligataires concernées. En ce qui concerne les obligations d'émetteurs privés, il y a eu une amélioration de la valeur pour les sociétés « bien notées » et une dégradation des obligations pour les sociétés dont la notation est basse.

4 Évolution prévisible et principaux risques

1. EVOLUTION PREVISIBLE

En assurance Iard, le premier semestre a été marqué par un provisionnement important relatif au péril sécheresse. Il apparaît en effet que le déficit hydrique constaté à la fin du printemps 2011 est relativement identique à celui constaté lors de l'année 1976, qui constitue une année de référence en matière de subsidence. Malgré une atténuation des effets de la sécheresse par les pluies des mois de juin et de juillet, de nombreuses nappes phréatiques demeurent en déficit critique.

Si des effets favorables sont observés sur la sinistralité courante, il convient de rester très vigilant quant à l'évolution de la Responsabilité Civile, notamment la sinistralité corporelle lourde, en relative aggravation sur le premier semestre 2011.

En Epargne, après deux années de forte croissance, la collecte en assurance vie est en diminution sur le premier semestre. Plusieurs facteurs, exposés précédemment dans les propos d'introduction sur l'environnement, expliquent cette évolution : projets de réforme abandonnés sur la fiscalisation de l'assurance vie, concurrence du Livret A. Les banquiers ont également pesé sur la collecte car ils ont réorienté leurs clients vers des produits très liquides en vue de la future réglementation bancaire.

Le contexte économique mondial et européen suscite de nombreuses interrogations de la part des épargnants. De ce fait, un certain attentisme de leur part est prévisible sur le second semestre dans le prolongement de ce qui a déjà été observé sur la première partie de l'année.

Depuis la fin de l'année 2010, les marchés sont dans l'attente d'une solution politique crédible à la question des dettes publiques de la zone euro. Depuis l'été 2011, ils souhaitent également un renforcement de la gouvernance américaine sur les questions d'endettement.

Au-delà des décisions politiques, la conjoncture devrait confirmer au moins une pause de milieu de cycle économique. Avec la reprise de l'inflation dans certains pays, la stagflation n'est pas à exclure.

2. PRINCIPAUX RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits dans la Section G « Gestion et facteurs de risques » du rapport financier annuel 2010, ainsi que dans le chapitre 8 de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2010 « Gestion des risques », déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le Groupe sur la fin de l'exercice en cours.

5 Analyse des comptes semestriels

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2011, le périmètre de consolidation rassemble 127 structures réparties sur 4 secteurs d'activité :

- Dommages,
- Epargne,
- Santé & Prévoyance,
- Autres activités.

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° |
|-----------------------------------|------------|------------|-----------|
| Structure contrôlées | 119 | 119 | 0 |
| Structures sous influence notable | 8 | 10 | -2 |
| TOTAL | 127 | 129 | -2 |

Au cours du 1er semestre 2011, une structure fait son entrée dans le périmètre de consolidation : il s'agit du fonds MCDS MG Responsable et Solidaire (parts C). Cet Opcvm est principalement investi en actions de pays de la zone euro.

Trois sociétés sortent du périmètre de consolidation :

- Cemm, à compter du 1er janvier 2011,
- OFI Private Equity Capital (Ofipec) à compter du 30 juin 2011,
- L'Opcvm Macif Croissance Durable (parts D).

Les autres mouvements se limitent à des variations de pourcentages d'intérêt suite à des augmentations et diminutions de capital, ou des acquisitions complémentaires de titres. Ils concernent principalement les sociétés Mutavie et Macif Portugal.

L'impact de ces variations de périmètre est détaillé dans le tableau ci-dessous :

| (en milliers d'euros) | Cotisations acquises brutes | Résultat opérationnel courant | Résultat net Groupe | Réserves Groupe 30 juin 11 | Capitaux propres Groupe |
|-----------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|----------------------------|-------------------------|
| Cemm | | | -171 | 171 | 0 |
| Ofipec | | | 6 995 | -13 770 | -6 775 |
| Autres | | | | -189 | -189 |
| TOTAL | | | 6 824 | -13 788 | -6 964 |

2. ACTIVITE

Au 30 juin 2011, les cotisations acquises du groupe Macif s'élèvent à 2 859 739 K€ contre 3 047 367 K€ pour le 1er semestre de 2010, soit un repli de 6,2%.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | 30 juin 10 | | Variation | |
|-------------------------------|------------------|-------------|------------------|-------------|------------------|---------------|
| | K€ | % | K€ | % | K€ | % |
| Dommages | 1 451 775 | 50% | 1 421 738 | 46% | 30 037 | 2,1% |
| - Auto | 889 808 | 31% | 888 382 | 29% | 1 426 | 0,2% |
| - Habitation | 313 174 | 11% | 302 930 | 10% | 10 244 | 3,4% |
| - Autres assurances de biens | 248 793 | 8% | 230 426 | 7% | 18 367 | 8,0% |
| Epargne | 1 135 632 | 40% | 1 360 423 | 45% | - 224 791 | -16,5% |
| Santé & Prévoyance | 272 332 | 10% | 265 206 | 9% | 7 126 | 2,7% |
| TOTAL | 2 859 739 | 100% | 3 047 367 | 100% | - 187 628 | -6,2% |

En Dommages, les cotisations acquises s'élèvent à 1 451 775 K€ en progression de 2,1%. En Auto, la croissance du chiffre d'affaires (+0,2%) résulte d'un effet compensatoire entre une augmentation des cotisations liée aux décisions tarifaires de l'année et une surveillance du portefeuille et des conditions de souscriptions. Le poids du segment Auto dans le chiffre d'affaires du Groupe représente 31% contre 29% en juin 2010. En Habitation, l'évolution du chiffre d'affaires (+3,4%) résulte des mesures tarifaires appliquées en 2011 qui compensent le ralentissement observé de l'activité.

En Epargne, la collecte du groupe Macif ressort à 1 135 632 K€ en repli de 16,5%. Malgré ce ralentissement, le 1er semestre 2011 dépasse les 1 100 000 K€ de collecte. Il fait partie des 3 meilleures performances du Groupe avec les 1ers semestres 2009 et 2010. Les supports en euros, qui privilégient la sécurité, représentent 96% des encaissements. Le taux d'équipement du sociétariat Macif est de 15,2% fin juin 2011 en progression de 4% par rapport au 31 décembre 2010.

En Santé & Prévoyance, les cotisations atteignent 272 332 K€ en progression de 2,7% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les contrats Santé individuelle (principalement le contrat Pleine Santé) représentent 108 811 K€

Le détail des cotisations acquises du groupe Macif se répartit comme suit par entité juridique :

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | 30 juin 10 | | Variation | |
|-------------------------------|------------------|-------------|------------------|-------------|-----------------|---------------|
| | K€ | % | K€ | % | K€ | % |
| Macif | 1 356 128 | 46% | 1 320 407 | 43% | 35 721 | 2,7% |
| Macifilia | 75 626 | 3% | 81 200 | 2% | -5 574 | -6,9% |
| Thémis | 859 | 0% | 1 019 | 0% | -160 | -15,7% |
| Macif Portugal | 19 162 | 1% | 19 112 | 1% | 50 | 0,3% |
| Dommages | 1 451 775 | 50% | 1 421 738 | 46% | 30 037 | 2,1% |
| Mutavie | 1 135 632 | 40% | 1 360 423 | 45% | -224 791 | -16,5% |
| Epargne | 1 135 632 | 40% | 1 360 423 | 45% | -224 791 | -16,5% |
| Macif Mutualité | 239 202 | 9% | 218 778 | 8% | 20 424 | 9,3% |
| Smip | 30 698 | 1% | 42 538 | 1% | -11 840 | -27,8% |
| Icirs Prévoyance | 2 432 | 0% | 3 890 | 0% | -1 458 | -37,5% |
| Santé & prévoyance | 272 332 | 10% | 265 206 | 9% | 7 126 | 2,7% |
| TOTAL | 2 859 739 | 100% | 3 047 367 | 100% | -187 628 | -6,2% |

3. RESULTATS

Le groupe Macif enregistre un Résultat net – Part du Groupe de -44 502 K€ contre -26 596 K€ au 30 juin 2010. Le compte de résultat peut être résumé comme suit :

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 30 juin 10 | Var° | % |
|--|------------------|------------------|-----------------|-------------|
| Cotisations acquises | 2 859 739 | 3 047 367 | -187 628 | -6% |
| Charges des prestations (hors Participation aux bénéfices différée sur juste valeur) | -2 945 619 | -3 159 909 | 214 290 | |
| Marge brute | -85 880 | -112 542 | 26 662 | -24% |
| Charges/produits nets des cessions en réass. | -50 411 | 30 478 | -80 889 | |
| Marge nette | -136 291 | -82 064 | -54 227 | 66% |
| Frais d'acquisition et d'administration des contrats | -238 768 | -237 821 | -947 | |
| Autres charges et produits opérationnels courants | -91 243 | -93 310 | 2 067 | |
| Marge technique | -466 302 | -413 195 | -53 107 | 13% |
| Produits des placements nets de charges - Hors mise en juste valeur | 450 820 | 373 623 | 77 197 | |
| Produits des placements nets de charges - Mise en juste valeur | 8 153 | -12 454 | 20 607 | |
| Participation aux bénéfices différée sur juste valeur | -5 763 | 2 080 | -7 843 | |
| Marge financière | 453 210 | 363 249 | 89 961 | 25% |
| Autres produits et charges opérationnels | -38 142 | 10 172 | -48 314 | |
| RESULTAT OPERATIONNEL | -51 234 | -39 774 | -11 460 | 29% |
| Charge de financement | -11 631 | -8 817 | -2 814 | |
| Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | 9 900 | -299 | 10 199 | |
| Impôts sur les résultats | 8 310 | 19 155 | -10 845 | |
| RESULTAT NET CONSOLIDE | -44 655 | -29 735 | -14 920 | 50% |
| Intérêts minoritaires | -153 | -3 139 | 2 986 | |
| RESULTAT NET (Part du Groupe) | -44 502 | -26 596 | -17 906 | 67% |

Le 1^{er} semestre 2011 se caractérise par :

- **la marge technique** : La marge technique ressort à -466 302 K€ contre -413 195 K€ au 30 juin 2010. Ce repli s'explique par la forte variation du solde de réassurance en l'absence d'événement climatique majeur. Le solde net des cessions en réassurance ressort déficitaire à -50 411 K€ en repli de 80 889 K€ par rapport au 1^{er} semestre 2010. Les frais d'acquisition et d'administration des contrats s'élèvent à 238 768 K€, soit un niveau proche de celui constaté au 1^{er} semestre 2010. Les autres charges et produits opérationnels courants sont également bien maîtrisés.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 30 juin 10 | Var° | % |
|--|------------------|------------------|-----------------|------------|
| Cotisations acquises | 2 859 739 | 3 047 367 | -187 628 | -6% |
| Charges des prestations (hors Participation aux bénéfices différée sur juste valeur) | -2 945 619 | -3 159 909 | 214 290 | -7% |
| Charges/produits nets des cessions en réass. | -50 411 | 30 478 | -80 889 | -265% |
| Frais d'acquisition et d'administration des contrats | -238 768 | -237 821 | -947 | 0% |
| Autres charges et produits opérationnels courants | -91 243 | -93 310 | 2 067 | -2% |
| Marge technique | -466 302 | -413 195 | -53 107 | 13% |

- **la marge financière** : La marge financière s'établit à 453 210 K€ en hausse de 89 961 K€ par rapport au 30 juin 2010. Cette progression s'appuie majoritairement sur la croissance des plus values de cessions réalisées par les entreprises d'assurance. Elle bénéficie également d'un impact de la mise en juste valeur supérieur à celui du 1er semestre 2010. Elle est légèrement pénalisée par l'impact des dépréciations constatées sur les titres d'emprunts grecs (-13 650 K€ avant participation aux bénéfices différée et -3 575 K€ après participation aux bénéfices différée).

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 30 juin 10 | Var° | % |
|--|----------------|----------------|---------------|------------|
| Produits des placements | 420 359 | 401 899 | 18 460 | 5% |
| Charges des placements | -19 095 | -25 336 | 6 241 | -25% |
| Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciat° & d'amort. | 81 635 | 16 542 | 65 093 | 394% |
| Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat | 8 153 | -12 454 | 20 607 | -165% |
| Variation des dépréciations sur placements | -32 079 | -19 482 | -12 597 | 65% |
| Produits financiers nets de charges | 458 973 | 361 169 | 97 804 | 27% |
| Participation aux bénéfices différée sur mise en juste valeur | -5 763 | 2 080 | -7 843 | -377% |
| Marge financière | 453 210 | 363 249 | 89 961 | 25% |

- **La quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence (MEE)** : La contribution des différentes entités est la suivante :

| | 30 juin 11 | 30 juin 10 | Var° |
|--------------------|--------------|-------------|---------------|
| Groupe IMA | 404 | -114 | 518 |
| ALTIMA | -148 | -518 | 370 |
| ATLANTIS | 11 | 34 | -23 |
| BPCE Assurances | 3 176 | 1 621 | 1 555 |
| ATLANTIS Vida | 113 | 104 | 9 |
| SOCRAM Banque | 3 375 | 500 | 2 875 |
| SERENA | -1 606 | -746 | -860 |
| CEMM | 0 | 3 | -3 |
| Groupe OFI Holding | 6 956 | -1 046 | 8 002 |
| OFIPEC | -2 381 | -137 | -2 244 |
| TOTAL | 9 900 | -299 | 10 199 |

- **L'impôt sur les résultats** : Un produit d'impôt est constaté au 30 juin 2011 à hauteur de 8 310 K€ contre 19 155 K€ au 30 juin 2010. Ce produit d'impôt s'explique principalement par la constatation d'un crédit impôt mécénat (impôts exigibles), et l'activation des déficits reportables du 1^{er} semestre 2011 (impôts différés).

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 30 juin 10 | Var° | % |
|-----------------------|--------------|---------------|----------------|-------------|
| Impôts exigibles | 1 335 | 900 | 435 | 48% |
| Impôts différés | 6 975 | 18 255 | -11 280 | -62% |
| TOTAL | 8 310 | 19 155 | -10 845 | -57% |

Au final, le Résultat net - Part du Groupe s'établit à -44 502 K€ au 30 juin 2011 contre -26 596 K€ au 30 juin 2010.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 30 juin 10 | Var° | % |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|------------|
| Résultat net de l'ensemble consolidé | -44 655 | -29 735 | -14 920 | 50% |
| Intérêts minoritaires | -153 | -3 139 | 2 986 | -95% |
| Résultat net - Part du groupe | -44 502 | -26 596 | -17 906 | 67% |

La contribution de chaque secteur d'activité au Résultat net – Part du Groupe est la suivante :

| (en milliers d'euros) | Dommmages | Epargne | Santé&Prév | Autres | TOTAL |
|--|------------------|------------------|----------------|---------------|------------------|
| Cotisations acquises | 1 451 775 | 1 135 632 | 272 332 | 0 | 2 859 739 |
| Charges des prestations (hors PB sur juste valeur) | -1 321 441 | -1 404 154 | -220 024 | 0 | -2 945 619 |
| Marge brute | 130 334 | -268 522 | 52 308 | 0 | -85 880 |
| Charges/produits nets des cessions en réass. | -47 911 | -128 | -2 372 | 0 | -50 411 |
| Marge nette | 82 423 | -268 650 | 49 936 | 0 | -136 291 |
| Frais d'acquisition et d'administration des contrats | -178 622 | -27 864 | -32 282 | 0 | -238 768 |
| Autres charges et produits opérationnels courants | -61 016 | -4 741 | -23 596 | -1 890 | -91 243 |
| Marge technique | -157 215 | -301 255 | -5 942 | -1 890 | -466 302 |
| Produits des placements nets de charges - Hors juste valeur | 103 103 | 338 245 | 11 053 | -1 581 | 450 820 |
| Produits des placements nets de charges - Juste valeur | 1 680 | 6 350 | 114 | 9 | 8 153 |
| Participation aux bénéfices différée sur juste valeur | 0 | -5 763 | 0 | 0 | -5 763 |
| Marge financière | 104 783 | 338 832 | 11 167 | -1 572 | 453 210 |
| RESULTAT OPERATIONNEL COURANT | -52 432 | 37 577 | 5 225 | -3 462 | -13 092 |
| Autres produits et charges opérationnels | -36 855 | -432 | 375 | -1 230 | -38 142 |
| RESULTAT OPERATIONNEL | -89 287 | 37 145 | 5 600 | -4 692 | -51 234 |
| Charge de financement | -7 111 | -3 328 | -908 | -284 | -11 631 |
| Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | 3 443 | 113 | 0 | 6 344 | 9 900 |
| Impôts sur les résultats | 20 677 | -12 594 | -1 123 | 1 350 | 8 310 |
| RESULTAT NET CONSOLIDE | -72 278 | 21 336 | 3 569 | 2 718 | -44 655 |
| Intérêts minoritaires | -1 880 | 1 253 | 0 | 474 | -153 |
| RESULTAT NET - Part du Groupe | -70 398 | 20 083 | 3 569 | 2 244 | -44 502 |

En Dommages, la contribution au Résultat net – Part du Groupe ressort à -70 398 K€ contre -33 558 K€ au 30 juin 2010. Ce déficit s'explique principalement par la constatation d'une provision sur le risque sécheresse à hauteur de 30 000 K€ et la dégradation du solde de réassurance en l'absence d'événement climatique majeur. A noter, une légère amélioration globale de la sinistralité Iard hors événements climatiques.

En Epargne, le taux de sortie (rapporté aux provisions mathématiques d'ouverture) augmente de 0,92 % pour atteindre 12,97%. La collecte nette reste toutefois positive à près de 308 000 K€. La marge financière est en progression en dépit d'une dépréciation des titres d'emprunts grecs à hauteur de 11 025 K€. Le montant de l'épargne gérée s'élève à près de 16 600 000 K€, en hausse de près de 8% par rapport à fin juin 2010. La contribution du secteur Epargne au Résultat net – Part du Groupe ressort à +20 083 K€ contre -1 692 K€ au 30 juin 2010.

En Santé & Prévoyance, la contribution au Résultat net – Part du Groupe est de +3 569 K€ contre -16 075 K€ au 30 juin 2010. Le 1er semestre 2010 avait été marqué par la constatation en résultat exceptionnel de coûts informatiques.

Pour le secteur **Autres**, la contribution au Résultat net – Part du Groupe est également positive avec un solde de +2 244 K€ contre +24 729 K€ au 30 juin 2010. Le résultat du 1er semestre 2010 s'appuyait notamment sur des produits exceptionnels à hauteur de 21 260 K€ (produits et indemnités survenus suite au règlement d'un litige).

4. ÉLÉMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2011, le total bilan s'élève à 27 787 366 K€, en croissance de 9,2% sous l'effet du développement de l'activité sur les 3 secteurs assurance du groupe Macif. A l'actif, la valeur au bilan des placements financiers des entreprises d'assurance s'établit à 22 193 250 K€ soit près de 79,9% du total du bilan. Sur ce poste, l'impact de la mise en juste valeur représente 847 752 K€ au 30 juin 2011, contre 976 658 K€ au 31 décembre 2010. Les actifs immobiliers du groupe Macif figurent sur une ligne distincte au bilan et restent valorisés en coût historique.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° | % |
|------------------------|-------------------|-------------------|----------------|-----------|
| Coût amorti brut | 21 643 196 | 21 258 935 | 384 261 | 2% |
| Dépréciations | -297 698 | -294 840 | -2 858 | 1% |
| Coût amorti net | 21 345 498 | 20 964 095 | 381 403 | 2% |
| Réévaluations | 847 752 | 976 658 | -128 906 | -13% |
| Valeur au bilan | 22 193 250 | 21 940 753 | 252 497 | 1% |

La répartition des placements entre les différents supports est marquée par une hausse de la part des Opcvm (de 11,2% en 2010 à 12,3%), au détriment des produits de taux. Ces derniers restent largement majoritaires avec plus de 83% du total des placements financiers des entreprises d'assurance.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | 31 déc 10 | |
|-----------------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|
| | K€ | % | K€ | % |
| Actions | 856 969 | 3,9% | 694 486 | 3,2% |
| Obligations | 18 470 097 | 83,2% | 18 648 920 | 85,0% |
| Opcvm | 2 735 002 | 12,3% | 2 468 237 | 11,2% |
| Prêts | 129 370 | 0,6% | 127 265 | 0,6% |
| Autres | 1 812 | 0,0% | 1 845 | 0,0% |
| TOTAL | 22 193 250 | 100% | 21 940 753 | 100% |

Les placements financiers sont principalement valorisés en juste valeur, par les réserves (AFS).

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° | % |
|--|-------------------|-------------------|----------------|-----------|
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | 20 593 182 | 20 507 713 | 85 469 | |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | 58 102 | | 58 102 | |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | 1 412 596 | 1 305 775 | 106 821 | |
| Prêts | 129 370 | 127 265 | 2 105 | |
| TOTAL | 22 193 250 | 21 940 753 | 252 497 | 1% |

Au passif du bilan, les passifs relatifs aux contrats d'assurance s'élèvent à 23 826 118 K€, soit 85,7% du total bilan au 30 juin 2011.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° | % |
|---|-------------------|-------------------|------------------|-------------|
| Provisions d'assurance vie | 16 246 195 | 15 721 615 | 524 580 | 3,3% |
| Provisions pour cotisations non acquises | 2 081 891 | 750 188 | 1 331 703 | 177,5% |
| Provisions pour sinistres à payer | 3 866 283 | 3 756 188 | 110 095 | 2,9% |
| Provisions pour participation aux bénéfices | 236 363 | 168 198 | 68 165 | 40,5% |
| Autres provisions techniques | 1 248 902 | 1 229 887 | 19 015 | 1,5% |
| Provisions techniques en unité de compte | 146 484 | 139 417 | 7 067 | 5,1% |
| TOTAL | 23 826 118 | 21 765 493 | 2 060 625 | 9,5% |

Ils sont en progression de 2 060 625 K€, dont + 1 331 703 K€ pour les provisions pour cotisations non acquises compte tenu d'un appel d'échéance au 1^{er} avril pour le portefeuille des contrats Macif.

5. SOLVABILITE

Les fonds propres du Groupe s'élèvent à 1 888 288 K€ en repli de 3% par rapport au 31 décembre 2010. Ils ne prennent en compte aucun passif subordonné ou super-subordonné.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° | % |
|-------------------------|------------------|------------------|----------------|------------|
| Fonds d'établissement | 225 294 | 223 003 | 2 291 | 1% |
| Primes | | | | NS |
| Réserve de réévaluation | 219 530 | 239 439 | -19 909 | -8% |
| Autres réserves | 1 491 605 | 1 251 971 | 239 634 | 19% |
| Résultats cumulés | -3 639 | 20 900 | -24 539 | NS |
| Résultat de l'exercice | -44 502 | 212 847 | -257 349 | -121% |
| TOTAL | 1 888 288 | 1 948 160 | -59 872 | -3% |

NS = Non significatif

Ce repli s'explique principalement par le Résultat net du 1^{er} semestre. La réserve de réévaluation est en baisse de 19 909 K€ en raison de la hausse des taux constatée sur le 1^{er} semestre 2011. Cette réserve enregistre les variations de juste valeur des placements de la catégorie AFS (Available For Sale) nettes de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés.

| (en milliers d'euros) | Capital | Primes | Réserve de réévaluation | Autres réserves | Résultat Groupe | TOTAL |
|---|----------------|----------|-------------------------|------------------|-----------------|------------------|
| Situation à la clôture au 31 déc. 2010 | 223 003 | | 239 439 | 1 272 871 | 212 847 | 1 948 160 |
| Réévaluation des actifs disponibles à la vente | | | -202 778 | | | -202 778 |
| Participation aux bénéfices différée | | | 189 049 | | | 189 049 |
| Impôts exigibles et différés | | | 7 516 | | | 7 516 |
| Autres réserves | | | | | | 0 |
| Revenus net reconnus en capitaux propres | 0 | 0 | -6 213 | 0 | 0 | -6 213 |
| Résultat net | | | | | -44 502 | -44 502 |
| Total des produits & pertes reconnus | 0 | 0 | -6 213 | 0 | -44 502 | -50 715 |
| Droits d'adhésion | 2 291 | | | | | 2 291 |
| Affectation du résultat | | | | 212 847 | -212 847 | 0 |
| Variations du périmètre | | | -13 696 | -92 | | -13 788 |
| Autres variations | | | | 2 340 | | 2 340 |
| Situation à la clôture au 30 juin 2011 | 225 294 | 0 | 219 530 | 1 487 966 | -44 502 | 1 888 288 |

Au 30 juin 2011, les dettes de financement (hors mises en pension) représentent 17,2% des fonds propres Groupe, contre 16% au 31 décembre 2010.

| (en milliers d'euros et %) | 30 juin 11 | | 31 déc 10 | |
|---|----------------|---------------|----------------|---------------|
| | K€ | % | K€ | % |
| Dettes subordonnées | 199 332 | 27,6% | 194 839 | 62,7% |
| Dettes envers les entreprises bancaires | 116 318 | 16,1% | 106 244 | 34,2% |
| Autres dettes de financement - Hors mises en pension | 8 476 | 1,2% | 9 894 | 3,2% |
| Sous total | 324 126 | 44,8% | 310 977 | 100,0% |
| Autres dettes de financement - Mises en pension | 398 612 | 55,2% | | |
| TOTAL | 722 738 | 100,0% | 310 977 | 100,0% |
| Fonds propres groupe | 1 888 288 | | 1 948 160 | |
| Ratio (Dettes de financement hors mises en pension / Fonds propres groupe) | | 17,2% | | 16,0% |

Conformément au Code des assurances, le groupe Macif est tenu de couvrir sa marge de solvabilité. La marge de solvabilité ajustée du groupe Macif est déterminée sur la base des comptes consolidés établis en normes françaises. Au 30 juin 2011, le groupe Macif respecte ses obligations en matière de couverture de marge de solvabilité.

Comptes Consolidés Établis en normes IFRS

Le Bilan

Le Compte de Résultat

L'État du Résultat Global

Le Tableau de Variation des Capitaux Propres

Le Tableau des Flux de Trésorerie

L'Annexe

ACTIF

(en milliers d'euros)

| Notes | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|--|-------------------|-------------------|
| Ecarts d'acquisition | 19 143 | 19 143 |
| Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 96 828 | 94 003 |
| 7.1 ACTIFS INCORPORELS | 115 971 | 113 146 |
| Immobilier de placement | 369 028 | 323 101 |
| Immobilier de placement en UC | | |
| 7.2 Placements financiers | 22 193 250 | 21 940 753 |
| 7.3 Placements financiers en UC | 146 546 | 139 417 |
| 7.16 Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés | 12 892 | 8 815 |
| PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE | 22 721 716 | 22 412 086 |
| 7.4 EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES | 167 136 | 170 495 |
| 7.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES | 243 467 | 303 732 |
| 7.6 PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS | 529 289 | 486 366 |
| 7.7 Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles | 386 855 | 377 155 |
| 7.8 Frais d'acquisition reportés | 215 476 | 184 713 |
| 7.15 Participation aux bénéfices différée active | 49 425 | |
| 7.9 Actifs d'impôts différés | | |
| Créances nées des opérations d'assurance | 1 675 179 | 554 040 |
| Créances nées des opérations de réassurance | 9 055 | 104 765 |
| Créances d'impôt exigible | 17 794 | 17 774 |
| Autres créances | 183 338 | 202 266 |
| AUTRES ACTIFS | 2 537 122 | 1 440 713 |
| 7.10 ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES | 4 361 | 5 137 |
| 7.11 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 1 468 304 | 507 548 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 27 787 366 | 25 439 223 |

PASSIF

(en milliers d'euros)

| Notes | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|--|-------------------|-------------------|
| Capital social ou fonds équivalents | 225 294 | 223 003 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | | |
| Réserve de réévaluation | 219 530 | 239 439 |
| Autres réserves | 1 491 605 | 1 251 971 |
| Résultats cumulés | -3 639 | 20 900 |
| Résultat net | -44 502 | 212 847 |
| 7.12 CAPITAUX PROPRES GROUPE | 1 888 288 | 1 948 160 |
| 7.12 Intérêts minoritaires | 31 019 | 35 098 |
| CAPITAUX PROPRES TOTAUX | 1 919 307 | 1 983 258 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 147 174 | 125 554 |
| Dettes subordonnées | 199 332 | 194 839 |
| Dettes de financement représentées par des titres | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 116 318 | 106 244 |
| Autres dettes de financement | 407 088 | 9 894 |
| 7.13 DETTES DE FINANCEMENT | 722 738 | 310 977 |
| Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance | 23 679 634 | 21 626 076 |
| Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC | 146 484 | 139 417 |
| 7.14 Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance | 23 826 118 | 21 765 493 |
| Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire | 237 155 | 236 679 |
| Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire | | |
| Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC | | |
| Passifs techniques relatifs à des contrats financiers | 237 155 | 236 679 |
| Instruments dérivés séparés sur contrats | | |
| 7.15 Participation aux bénéfices différée passive | | 135 188 |
| PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS | 24 063 273 | 22 137 360 |
| RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE | | |
| 7.9 PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES | 120 444 | 129 277 |
| DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES | 337 080 | 251 699 |
| Dettes d'exploitation représentées par des titres | | |
| Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire | 35 249 | 58 516 |
| 7.16 Instruments dérivés passifs | 10 984 | 6 825 |
| Dettes nées des opérations d'assurance | 60 682 | 57 589 |
| Dettes nées des opérations de réassurance | 81 136 | 50 418 |
| Dettes d'impôt exigibles | | 2 063 |
| Autres dettes | 289 299 | 325 687 |
| AUTRES PASSIFS | 477 350 | 501 098 |
| 7.10 PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES | | |
| TOTAL DU PASSIF | 27 787 366 | 25 439 223 |

COMPTE DE RESULTAT
(en milliers d'euros)

| Notes | 30 juin 11 | 30 juin 10 | 31 déc 10 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| <i>Primes émises</i> | 4 191 380 | 4 357 265 | 6 097 366 |
| <i>Variation des primes non acquises</i> | -1 331 641 | -1 309 898 | -12 107 |
| 7.17 Primes acquises | 2 859 739 | 3 047 367 | 6 085 259 |
| Produit net bancaire, net du coût du risque | | | |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | 14 283 | 14 478 | 29 449 |
| Autres produits d'exploitation (nets des charges) | -91 019 | -85 993 | -135 713 |
| <i>Produits des placements</i> | 420 359 | 401 899 | 766 531 |
| <i>Charges des placements</i> | -19 095 | -25 336 | -20 106 |
| <i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i> | 81 635 | 16 542 | 86 778 |
| <i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i> | 8 153 | -12 454 | 41 568 |
| <i>Variation des dépréciations sur placements</i> | -32 079 | -19 482 | -16 249 |
| Produits des placements nets de charges | 458 973 | 361 169 | 858 522 |
| 7.18 Charges des prestations des contrats | -2 951 382 | -3 157 829 | -6 136 465 |
| <i>Produits des cessions en réassurance</i> | -86 246 | -84 991 | -169 780 |
| <i>Charges des cessions en réassurance</i> | 35 835 | 115 469 | 169 520 |
| 7.19 Charges ou produits nets des cessions en réassurance | -50 411 | 30 478 | -260 |
| Charges d'exploitation bancaire | | | |
| Charges des autres activités | -14 041 | -20 794 | -49 402 |
| Frais d'acquisition des contrats | -175 222 | -182 669 | -459 973 |
| Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés | | | |
| Frais d'administration | -63 546 | -55 152 | -114 992 |
| Autres produits et charges opérationnels courants | -466 | -1 001 | 617 |
| RESULTAT OPERATIONNEL COURANT | -13 092 | -49 946 | 77 042 |
| Autres produits et charges opérationnels | -38 142 | 10 172 | -8 895 |
| RESULTAT OPERATIONNEL | -51 234 | -39 774 | 68 147 |
| Charge de financement | -11 631 | -8 817 | -18 837 |
| Quote-part dans les résultats des entreprises associées | 9 900 | -299 | -3 599 |
| 7.20 Impôts sur les résultats | 8 310 | 19 155 | 174 597 |
| Résultat sur abandon d'activité après impôt | | | |
| RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE | -44 655 | -29 735 | 220 308 |
| Intérêts minoritaires | -153 | -3 139 | 7 461 |
| RESULTAT NET - PART DU GROUPE | -44 502 | -26 596 | 212 847 |

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)

| | 30 juin 11 | 30 juin 10 | 31 déc 10 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Résultat net part du groupe | -44 502 | -26 596 | 212 847 |
| Ecarts de conversion | | | |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | -200 466 | 270 472 | 8 504 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | | |
| Réévaluation des immobilisations | | | |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies | | | |
| Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence | -10 499 | 1 183 | 4 190 |
| "Comptabilité reflet" brute d'impôt différé | 189 049 | -219 711 | -4 001 |
| Impôts | 1 927 | -13 239 | -963 |
| Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres groupe | -19 989 | 38 705 | 7 730 |
| Résultat global - Part du groupe | -64 491 | 12 109 | 220 577 |
| Résultat global - Part des minoritaires | -514 | -2 584 | 7 048 |
| RESULTAT GLOBAL | -65 005 | 9 525 | 227 625 |

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2011
(en milliers d'euros)

| Notes | Part du groupe | | | | | Total | Part des minoritaires | Total des capitaux propres |
|--|----------------|--------|----------------------------|--------------------|----------------------|------------------|--------------------------|----------------------------------|
| | Capital | Primes | Réserve de réévaluation | Autres réserves | Résultats cumulés | | | |
| Capitaux propres 31 décembre 2010 | 223 003 | | 239 439 | 1 272 871 | 212 847 | 1 948 160 | 35 098 | 1 983 258 |
| Incidence des réévaluations | | | | | | | | |
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | | | -202 778 | | | -202 778 | -8 369 | -211 147 |
| <i>Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres</i> | | | -175 868 | | | -175 868 | -6 781 | -182 649 |
| <i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i> | | | -26 910 | | | -26 910 | -1 588 | -28 498 |
| Dérivés de couverture de trésorerie | | | | | | | | |
| <i>Gain / (perte) pris en capitaux propres</i> | | | | | | | | |
| <i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i> | | | | | | | | |
| 7.15 Participation différée brute d'impôt différé | | | 189 049 | | | 189 049 | 7 816 | 196 865 |
| Incidence des écarts de conversion | | | | | | | | |
| Impôts exigibles ou différés | | | 7 516 | | | 7 516 | 192 | 7 708 |
| Revenu net reconnu en capitaux propres | | | -6 213 | | | -6 213 | -361 | -6 574 |
| Résultat net | | | | | -44 502 | -44 502 | -153 | -44 655 |
| Total des produits et des pertes reconnus de la période | | | -6 213 | | -44 502 | -50 715 | -514 | -51 229 |
| 7.12 Droits d'adhésion | 2 291 | | | | | 2 291 | | 2 291 |
| 7.12 Affectation du résultat | | | | 212 847 | -212 847 | | | |
| 7.12 Variations de périmètre | | | -13 696 | -92 | | -13 788 | -3 190 | -16 978 |
| 7.12 Autres variations | | | | 2 340 | | 2 340 | -375 | 1 965 |
| CAPITAUX PROPRES 30 juin 2011 | 225 294 | | 219 530 | 1 487 966 | -44 502 | 1 888 288 | 31 019 | 1 919 307 |

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)

| | Part du groupe | | | | | Total | Part des minoritaires | Total des capitaux propres |
|--|----------------|--------|----------------------------|--------------------|----------------------|------------------|--------------------------|----------------------------------|
| | Capital | Primes | Réserve de réévaluation | Autres réserves | Résultats cumulés | | | |
| Capitaux propres 31 décembre 2009 | 218 597 | | 231 977 | 1 272 586 | 13 520 | 1 736 680 | 27 764 | 1 764 444 |
| Incidence des réévaluations | | | | | | | | |
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | | | 272 277 | | | 272 277 | 12 361 | 284 638 |
| <i>Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres</i> | | | 299 247 | | | 299 247 | 13 609 | 312 856 |
| <i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i> | | | -26 970 | | | -26 970 | -1 248 | -28 218 |
| Dérivés de couverture de trésorerie | | | | | | | | |
| <i>Gain / (perte) pris en capitaux propres</i> | | | | | | | | |
| <i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i> | | | | | | | | |
| Participation différée brute d'impôt différé | | | -219 711 | | | -219 711 | -11 515 | -231 226 |
| Incidence des écarts de conversion | | | | | | | | |
| Impôts exigibles ou différés | | | -13 859 | | | -13 859 | -291 | -14 150 |
| Revenu net reconnu en capitaux propres | | | 38 707 | | | 38 707 | 555 | 39 262 |
| Résultat net | | | | | -26 596 | -26 596 | -3 139 | -29 735 |
| Total des produits et des pertes reconnus de la période | | | 38 707 | | -26 596 | 12 111 | -2 584 | 9 527 |
| Droits d'adhésion | 2 185 | | | | | 2 185 | | 2 185 |
| Affectation du résultat | | | | 13 520 | -13 520 | | | |
| Variations de périmètre | | | -2 | -227 | | -229 | 1 202 | 973 |
| Autres variations | | | | -7 862 | | -7 862 | -1 963 | -9 825 |
| CAPITAUX PROPRES 30 juin 2010 | 220 782 | | 270 682 | 1 278 017 | -26 596 | 1 742 885 | 24 419 | 1 767 304 |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

| Notes | 30 juin 11 | 30 juin 10 |
|--|-------------------|-------------------|
| Résultat opérationnel avant impôt | -51 234 | -39 774 |
| <i>Plus et moins-values de cession des placements</i> | -43 661 | 10 382 |
| <i>Dotations nettes aux amortissements</i> | 23 168 | 27 997 |
| 7.8 <i>Variation des frais d'acquisition reportés</i> | -30 763 | -26 308 |
| <i>Variation des dépréciations</i> | 52 455 | -24 027 |
| <i>Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et contrats financiers</i> | 2 033 713 | 2 285 937 |
| <i>Dotations nettes aux autres provisions</i> | -21 334 | -2 696 |
| <i>Variation de la juste valeur des placements et autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalent de trésorerie)</i> | -7 085 | 13 503 |
| <i>Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans résultat opérationnel</i> | -2 531 | 37 809 |
| Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement | 2 003 962 | 2 322 597 |
| Variation des créances et dettes d'exploitation | -1 008 700 | -1 333 528 |
| Variation des valeurs données ou reçues en pension | 398 540 | |
| Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs | -2 343 | -270 |
| Impôts nets décaissés | -2 051 | 2 603 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles | 1 338 174 | 951 628 |
| Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise | -9 624 | |
| Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée | 308 | 6 041 |
| Prises de participation dans des entreprises associées | | -1 501 |
| Cessions de participations dans des entreprises associées | 68 494 | |
| Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre | 59 178 | 4 540 |
| Cessions de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés | 4 256 268 | 2 239 575 |
| Cessions d'immobilier de placement | 39 432 | 13 630 |
| Cessions des placements & instruments dérivés des autres activités | 87 | 2 404 |
| Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers | 4 295 787 | 2 255 609 |
| Acquisition de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés | -4 617 968 | -3 047 713 |
| Acquisition d'immobilier de placement | -63 780 | -17 443 |
| Acquisition et/ou émission de placements et instruments dérivés des autres activités | -1 238 | -2 113 |
| Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers | -4 682 986 | -3 067 269 |
| Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | 4 909 | -3 611 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles | -38 345 | -48 949 |
| Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immob. corporelles et incorporelles | -33 436 | -52 560 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement | -361 457 | -859 680 |
| 7.12 Droits d'adhésion | 2 291 | 2 185 |
| Emissions d'instruments de capital | | 3 850 |
| Remboursements d'instruments de capital | | -2 205 |
| Opérations sur actions propres | | |
| Dividendes payés | -1 747 | -58 |
| Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires | 544 | 3 772 |
| Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement | 12 416 | 26 579 |
| Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement | -1 942 | -4 945 |
| Intérêts payés sur dettes de financement | -3 707 | -1 809 |
| Flux de trésorerie liés au financement du Groupe | 6 767 | 19 825 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement | 7 311 | 23 597 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier | 449 032 | 1 445 854 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles | 1 338 174 | 951 628 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement | -361 457 | -859 680 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement | 7 311 | 23 597 |
| Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | -5 | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin | 1 433 055 | 1 561 399 |

Le tableau ci-dessous rapproche la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus du tableau des flux de trésorerie avec la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus de l'actif du bilan.

(en milliers d'euros)

| Notes | 30 juin 11 | 30 juin 10 |
|--|------------------|------------------|
| Tableau des Flux de Trésorerie - Trésorerie et équivalents trésorerie | 1 433 055 | 1 561 399 |
| Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire | 35 249 | 71 877 |
| 7.11 Actif du bilan - Trésorerie et équivalents trésorerie | 1 468 304 | 1 633 276 |

Précisions concernant les tableaux présentés ci-dessus :

Trésorerie et équivalents de trésorerie : Cette rubrique comprend le fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme, les Opcvm de trésorerie très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La recherche d'un profit à court terme permet de justifier leur classification en tant qu'équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie : Cela correspond aux mouvements d'entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Activités opérationnelles : Il s'agit des principales activités génératrices de produits du Groupe et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

Activités d'investissement : Elles concernent les opérations d'acquisition, les sorties d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

Activités de financement : Il s'agit des activités impactant l'ampleur et la composition des capitaux propres ainsi que les capitaux empruntés par le Groupe. Pour le groupe Macif, il s'agit principalement des augmentations/diminutions de capital, de l'émission/remboursement de dettes de financement et de versement de dividendes envers les sociétés non consolidées du Groupe.

Impôts nets décaissés : Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat sont présentés séparément et classés comme flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement.

Cette ligne correspond :

- au montant de la charge d'impôt sur les sociétés de l'exercice,
- +/- la variation des créances et dettes d'impôt exigible.

Annexe

aux comptes

Consolidés

| | |
|---|-----------|
| 1. INFORMATIONS GENERALES..... | 32 |
| 1.1 PRESENTATION DU GROUPE MACIF..... | 32 |
| 1.2 DECLARATION DE CONFORMITE..... | 32 |
| 1.3 PREPARATION DES ETATS FINANCIERS..... | 33 |
| 1.4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS..... | 33 |
| 2. FAITS MARQUANTS ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE..... | 34 |
| 2.1 FAITS MARQUANTS..... | 34 |
| 2.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE..... | 34 |
| 3. PERIMETRE..... | 38 |
| 3.1 DEFINITION DU PERIMETRE..... | 38 |
| 3.2 METHODES DE CONSOLIDATION..... | 38 |
| 3.3 LISTE DES ENTITES CONSOLIDEES..... | 39 |
| 3.4 ÉVOLUTION DU PERIMETRE..... | 41 |
| 3.5 EFFETS DES VARIATIONS DE PERIMETRE..... | 41 |
| 4. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION..... | 42 |
| 4.1 CONVERSION MONETAIRE..... | 42 |
| 4.2 OPERATIONS INTERNES ENTRE SOCIETES CONSOLIDEES..... | 42 |
| 4.3 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES..... | 42 |
| 4.4 SEGMENTATION SECTORIELLE..... | 43 |
| 5. PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION..... | 44 |
| 5.1 ACTIFS INCORPORELS..... | 44 |
| 5.2 IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION..... | 44 |
| 5.3 PLACEMENTS FINANCIERS..... | 45 |
| 5.4 INSTRUMENTS DERIVES..... | 47 |
| 5.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES..... | 48 |
| 5.6 ACTIFS CORPORELS..... | 48 |
| 5.7 FRAIS D'ACQUISITION REPORTEES..... | 48 |
| 5.8 IMPOTS..... | 48 |
| 5.9 CREANCES ET DETTES D'EXPLOITATION, AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS..... | 49 |
| 5.10 ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES..... | 49 |
| 5.11 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE..... | 49 |
| 5.12 CAPITAUX PROPRES..... | 49 |

| | | |
|-----------|---|------------|
| 5.13 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 50 |
| 5.14 | PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS | 50 |
| 5.15 | REASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CESSIONS EN REASSURANCE | 53 |
| 5.16 | DETTES DE FINANCEMENT..... | 53 |
| 5.17 | PRIMES..... | 53 |
| 5.18 | SINISTRES | 53 |
| 5.19 | FRAIS DE GESTION..... | 53 |
| 5.20 | RESULTAT OPERATIONNEL COURANT..... | 54 |
| 5.21 | CHARGE DE FINANCEMENT | 54 |
| 5.22 | ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE..... | 54 |
| 6. | COMPARABILITE DES COMPTES | 55 |
| 6.1 | CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES ET DE MODALITES D'ESTIMATION..... | 55 |
| 6.2 | CHANGEMENTS DE PRESENTATION COMPTABLE..... | 55 |
| 6.3 | CHANGEMENTS LIES AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PERIMETRE | 55 |
| 7. | NOTES COMPLEMENTAIRES SUR LES COMPTES | 56 |
| 7.1 | ACTIFS INCORPORELS..... | 56 |
| 7.2 | PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC | 58 |
| 7.3 | PLACEMENTS FINANCIERS EN UC..... | 63 |
| 7.4 | EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES | 63 |
| 7.5 | INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES..... | 67 |
| 7.6 | PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS | 68 |
| 7.7 | IMMEUBLES D'EXPLOITATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 69 |
| 7.8 | FRAIS D'ACQUISITION REPORTES..... | 70 |
| 7.9 | IMPOTS DIFFERES (ACTIF ET PASSIF)..... | 71 |
| 7.10 | ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A LA VENTE | 71 |
| 7.11 | TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 72 |
| 7.12 | CAPITAUX PROPRES | 73 |
| 7.13 | DETTES DE FINANCEMENT..... | 75 |
| 7.14 | PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE | 80 |
| 7.15 | PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE | 81 |
| 7.16 | INSTRUMENTS DERIVES | 83 |
| 7.17 | PRIMES ACQUISES | 85 |
| 7.18 | CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS | 87 |
| 7.19 | CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE | 89 |
| 7.20 | IMPOTS SUR LES RESULTATS | 90 |
| 8. | COMPTES SECTORIELS | 91 |
| 8.1 | AU 30 JUIN 2011 | 92 |
| 8.2 | AU 31 DECEMBRE 2010..... | 96 |
| 8.3 | AU 30 JUIN 2010 | 100 |
| 9. | AUTRES INFORMATIONS | 102 |
| 9.1 | ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS..... | 102 |
| 9.2 | INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN PAR METHODE DE GESTION | 103 |

1. Informations générales

1.1 PRESENTATION DU GROUPE MACIF

Macif, mutuelle d'assurance à cotisations variables, est la structure de tête d'un groupe d'assurance centré sur l'assurance de la famille. Régie par le Code des Assurances, son siège social est situé 2 et 4 rue de pied de fond - 79000 NIORT. Macif est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NIORT sous le numéro 781 452 511 RCS Niort. Les principaux métiers exercés au sein du Groupe sont :

- l'assurance Dommages,
- l'assurance Épargne,
- la Santé et la Prévoyance,
- les autres activités telles que la gestion d'actifs.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Macif et ceux des entités faisant partie du périmètre de consolidation (Cf. note 3.3). Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration du 30 août 2011.

1.2 DECLARATION DE CONFORMITE

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe Macif sont établis en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

NOUVELLES NORMES MISES EN OEUVRE AU 1er JANVIER 2011

Les nouvelles normes et interprétations mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2011 sont notamment :

- IAS 24 révisée, Information relative aux parties liées,
- IFRIC 19 Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres,
- Amendement IAS 32 – Instrument financiers.

L'entrée en vigueur de ces nouveaux textes n'a pas eu d'impact sur les comptes semestriels au 30 juin 2011.

NORMES ET INTERPRETATIONS PUBLIEES MAIS NON ENCORE MISES EN ŒUVRE

Le Groupe Macif n'a appliqué par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation lorsque l'application n'est qu'optionnelle ou lorsque le texte concerné n'a pas été adopté par la Commission Européenne. Au 30 juin 2011, cela concerne :

- La norme IFRS 9, Instruments financiers. Cette norme publiée le 12 novembre 2009 est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013, une anticipation étant possible à compter du 1^{er} janvier 2009. Elle prévoit une classification des actifs

financiers en fonction des modalités de gestion (business model) et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie. En fonction de leur classification, les instruments financiers sont ensuite évalués soit à la juste valeur, soit au coût amorti. Cette norme n'est pas encore adoptée par la Commission Européenne ,

- La norme IFRS 10, Etats financiers consolidés. Cette norme présente un modèle unique de consolidation fondé sur la notion de contrôle et applicable à toutes les entités. Elle fournit une définition du contrôle qui comprend les trois éléments suivants : le pouvoir sur l'autre entité, l'exposition ou droits, à des rendements variables de cette autre entité et la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'impacter les rendements. Cette norme remplace pour partie IAS 27 « États financiers consolidés et individuels », et SIC 12 « Consolidation -Entités ad hoc ». Elle est d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013 mais une application anticipée est possible. Cette norme n'est pas encore adoptée par la Commission Européenne,
- La norme IFRS 11, Accords conjoints. Cette norme privilégie l'analyse des droits et obligations des accords, plutôt que leur forme légale. Elle renvoie à une seule méthode de comptabilisation pour les participations dans les entités sous contrôle commun : la mise en équivalence. La méthode de l'intégration proportionnelle est supprimée. D'autre part, IFRS 11 élimine les actifs sous contrôle commun et fait dorénavant la seule distinction entre les activités communes et les coentreprises. La norme IFRS 11 annule et remplace IAS 31 "Participation dans des coentreprises" et SIC - 13 "Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs". La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée par l'IASB au 1er janvier 2013, une adoption anticipée étant possible. Cette norme n'est pas encore adoptée par la Commission Européenne,
- La norme IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités. Cette norme rassemble les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, dans des accords conjoints, dans des entreprises associées et dans des entités structurées. L'objectif d'IFRS 12 est d'exiger une information qui puisse permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la base du contrôle, toute restriction sur les actifs consolidés et les passifs, les expositions aux risques résultant des participations dans des entités structurées non consolidées et la participation des intérêts minoritaires dans les activités des entités consolidées. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée au 1er janvier 2013, une adoption anticipée étant possible. Cette norme n'est pas encore adoptée par la Commission Européenne,
- La norme IFRS 13, Evaluation de la juste valeur. Cette norme propose une définition de la notion de juste valeur, une méthodologie d'application et

précise les informations à fournir en annexe. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée au 1er janvier 2013, une adoption anticipée étant possible. Cette norme n'est pas encore adoptée par la Commission Européenne,

- La norme IAS 19 révisée, Avantages du personnel. Cette norme modifie le traitement du coût des services passés et supprime la méthode dite du corridor (non utilisée par le Groupe). Cette norme est applicable au 1^{er} janvier 2013, une application anticipée étant autorisée,
- L'amendement IAS 12, Impôts sur les résultats. Ces nouvelles dispositions introduisent une présomption selon laquelle l'actif est recouvré entièrement par la vente, à moins que l'entité puisse apporter la preuve que le recouvrement se produira d'une autre façon. Cette présomption s'applique aux immeubles de placement évalués selon le modèle de la juste valeur défini dans IAS 40 Immeubles de placement, et aux immobilisations corporelles ou incorporelles évaluées selon le modèle de la réévaluation défini dans IAS 16 Immobilisation corporelles ou IAS 38 Immobilisations incorporelles. Ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012, une application anticipée étant autorisée,
- L'amendement à IAS 1, Présentation des Etats financiers. Cet amendement impose de distinguer au sein de l'état des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres les éléments qui feront l'objet d'un reclassement par compte de résultat. Ce texte est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012, une adoption anticipée étant autorisée.

Les modalités d'application et les impacts de ces nouveaux textes sont en cours d'étude au sein du Groupe.

1.3 PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Le groupe Macif présente ses états financiers conformément à IAS 34 en utilisant les principes apportés par la recommandation du CNC 2009-R-05. Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

LE BILAN

Le bilan est présenté sur la base d'un ordre croissant de liquidité, cette présentation étant généralement plus pertinente pour les entreprises d'assurance que la classification entre éléments courants et éléments non courants. Les actifs et passifs non courants et ceux destinés à être cédés sont présentés dans des rubriques spécifiques du bilan conformément à IFRS 5.

LE COMPTE DE RÉSULTAT

L'analyse des charges est présentée par fonction. Le résultat opérationnel se décompose entre résultat opérationnel courant et résultat opérationnel non courant. Le coût de l'endettement brut est présenté sur

une ligne distincte appelée « charge de financement ». . Le résultat net d'impôt des activités cédées inclut le résultat de ces activités jusqu'à la date de cession, et le résultat net de la cession elle-même.

L'ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Le groupe Macif a opté pour une présentation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour leur montant global, regroupant la part du Groupe et celle revenant aux minoritaires.

LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le groupe Macif a adopté la méthode indirecte en partant du résultat consolidé.

1.4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir ses comptes consolidés, le groupe Macif doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que des informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Macif revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des nouvelles conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, ou de conditions économiques différentes, les montants figurant dans les états financiers futurs pourraient différer des estimations actuelles.

Au 30 juin 2011, les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements sont les suivants :

- les passifs relatifs aux contrats d'assurance, avec les projections de sinistralité, de marges futures, les tables de mortalité et les taux d'actualisation,
- une part des actifs en juste valeur, dont la valorisation, à défaut de cours de bourse ou de transactions récentes, repose sur l'analyse des flux de trésorerie,
- les dépréciations durables au travers des seuils de déclenchement et des montants de dépréciations constitués,
- les écarts d'acquisition au travers des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et de croissance utilisés pour réaliser les tests de dépréciation,
- les passifs sociaux, dont l'évaluation s'appuie sur des hypothèses de taux d'actualisation, table de mortalité, rotation des effectifs,
- la part des cessionnaires et récessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers, avec l'appréciation en cours d'exercice des contrats de réassurance annuels.

Ces estimations et jugements sont détaillés dans les notes des postes d'actifs et de passifs concernés.

2. Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

2.1 FAITS MARQUANTS

REPLI DE LA COLLECTE EN EPARGNE

Au 30 juin 2011, les cotisations acquises du groupe Macif s'élèvent à 2 859 739 K€ en repli de 6,2% par rapport à juin 2010. Cette baisse s'explique par la réduction de la collecte réalisée par le secteur Epargne dans un contexte d'incertitudes quant aux réformes fiscales de l'assurance vie et de concurrence accrue des produits bancaires à court terme (hausse du taux du Livret A et promotion des réseaux bancaires visant à réorienter l'épargne des ménages vers les produits bancaires). Les secteurs Dommages et Santé & Prévoyance enregistrent des taux de croissance supérieurs à 2%. Le secteur Dommages représente 50% des cotisations acquises du Groupe.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | 30 juin 10 | | Variation | |
|-------------------------------|------------------|-------------|------------------|-------------|------------------|---------------|
| | K€ | % | K€ | % | K€ | % |
| Dommages | 1 451 775 | 50% | 1 421 738 | 46% | 30 037 | 2,1% |
| - Auto | 889 808 | 31% | 888 382 | 29% | 1 426 | 0,2% |
| - Habitation | 313 174 | 11% | 302 930 | 10% | 10 244 | 3,4% |
| - Autres assurances de biens | 248 793 | 8% | 230 426 | 7% | 18 367 | 8,0% |
| Epargne | 1 135 632 | 40% | 1 360 423 | 45% | - 224 791 | -16,5% |
| Santé & Prévoyance | 272 332 | 10% | 265 206 | 9% | 7 126 | 2,7% |
| TOTAL | 2 859 739 | 100% | 3 047 367 | 100% | - 187 628 | -6,2% |

DEPRECIATION DES TITRES D'EMPRUNTS GRECS

Les titres de dettes souveraines grecques dont l'échéance est antérieure au 31 décembre 2020 ont été valorisés en constatant une décote de 21% de la valeur nominale. Cette décote a fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 13 650 K€ imputée sur le résultat du 1er semestre. Après participation aux bénéfices et impôts différés, elle impacte le Résultat net - Part du Groupe à hauteur de -2 319 K€. Les titres de dettes souveraines grecques dont l'échéance est postérieure au 31 décembre 2020 restent valorisés en juste valeur par les réserves.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 K€ | 30 juin 10 K€ |
|--|------------------|------------------|
| Dommages | -2 625 | |
| Epargne | -11 025 | |
| Santé & Prévoyance | - | |
| Autres | - | |
| Dépréciation des titres d'emprunts grecs | -13 650 | |
| Participation aux bénéfices différée | 10075 | |
| Impôts différés | 1 231 | |
| Minoritaires | 25 | |
| Impact sur le Résultat net - Part du groupe | -2 319 | |

MISE EN JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS

Au 30 juin 2011, la valeur au bilan des portefeuilles de placements financiers hors UC (unités de compte) s'élève à 22 193 250 K€, en progression de 1,2%.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° | % |
|------------------------|-------------------|-------------------|----------------|-------------|
| Coût amorti brut | 21 643 196 | 21 258 935 | 384 261 | 1,8% |
| Dépréciations | -297 698 | -294 840 | -2 858 | 1,0% |
| Coût amorti net | 21 345 498 | 20 964 095 | 381 403 | 1,8% |
| Réévaluations | 847 752 | 976 658 | -128 906 | -13,2% |
| VALEUR AU BILAN | 22 193 250 | 21 940 753 | 252 497 | 1,2% |

L'impact de la mise en juste valeur s'élève à 847 752 K€. Il est en repli de 128 906 K€ sur le 1er semestre 2011, avec toutefois des tendances différentes selon les catégories d'actifs.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 | Var° | % |
|--|----------------|----------------|-----------------|-------------|
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | 601 810 | 826 764 | -224 954 | |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | 1 467 | 0 | 1 467 | |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | 241 763 | 147 182 | 94 581 | |
| Prêts | 2 712 | 2 712 | 0 | |
| TOTAL | 847 752 | 976 658 | -128 906 | -13% |

La mise en juste valeur des placements financiers impacte le Résultat net - Part du Groupe à hauteur de 1 179 K€, après participation aux bénéfices et impôts différés.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 30 juin 10 | Var° | % |
|---|--------------|----------------|---------------|-----------|
| Mise en juste valeur des placements financiers | 8 153 | -12 454 | 20 607 | |
| Participation aux bénéfices différée | -5 763 | 2 080 | -7 843 | |
| Impôts différés | -784 | -3 579 | 2 795 | |
| Quote part de résultat dans les sociétés mises en équivalence | -578 | 2 481 | -3 059 | |
| Intérêts minoritaires | 151 | -14 | 165 | |
| Impact sur le Résultat net Part du Groupe | 1 179 | -11 486 | 12 665 | NS |

CESSION D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL

Le 16 juin 2011, le groupe Macif et les autres principaux actionnaires d'OFI Private Equity Capital (société d'investissement française spécialisée dans l'investissement majoritaire dans les PME, cotée sur NYSE Euronext) ont apporté à Eurazeo la totalité de leurs participations détenues dans OFI Private Equity Capital (représentant 75 % des actions et 79 % des bons de souscription d'actions - BSA). Dans le cadre de cette opération sur les titres d'OFI Private Equity Capital, les titres de sa société de gestion OFI Private Equity et de son associé commandité OFI PE Commandité ont également été apportés à Eurazeo. En contrepartie, les apporteurs se sont vu remettre des actions nouvelles Eurazeo (représentant au total 3,7 % - dont 1,86 % revenant au groupe Macif - du capital d'Eurazeo). Le groupe Macif est soumis à un engagement de conservation des titres Eurazeo sur une période de 18 mois, à compter de la réalisation des apports. Eurazeo est une des premières sociétés d'investissement cotées en Europe, avec plus de 4 milliards d'euros d'actifs diversifiés.

Cette opération a entraîné la sortie de la société OFI Private Equity Capital du périmètre de consolidation du groupe Macif. L'impact de cette cession ressort à +6 995 K€ sur le Résultat net - Part du Groupe.

EVOLUTION DE LA STRUCTURATION ET DE LA GOUVERNANCE DU GROUPE

Le Projet d'entreprise a arrêté les principes de gouvernance et de structuration du groupe Macif. Pour rendre opérationnelle cette nouvelle configuration, des projets de modification de la Charte de gouvernement du Groupe et des statuts de la Macif ont été présentés aux délégués réunis en congrès et en assemblée générale extraordinaire le 18 juin 2011.

La Charte de gouvernement et les statuts adoptés affirment clairement le rôle de la Macif, société d'assurance mutuelle, comme la structure faîtière du Groupe et lui confèrent un double rôle de pilotage : du Groupe, d'une part et de ses propres activités assurantielles en Iard, d'autre part.

Le fonctionnement et la composition du conseil d'administration évoluent donc pour une meilleure prise en compte de la situation des principales entités du Groupe au sein de la structure faîtière.

En outre, le conseil d'administration s'appuie, pour prendre ses décisions, sur des comités spécialisés, au nombre de cinq. Outre le maintien d'un comité d'audit, d'un comité des rémunérations et sélection des mandataires sociaux et dirigeants, et d'un comité des partenariats, les nouveautés résident dans la création d'un comité d'éthique, et surtout d'un comité des risques. La mise en place de ce dernier comité, complémentaire au comité d'audit, vise à répondre aux nouvelles exigences en termes de gouvernance et de maîtrise des risques, contenues notamment dans la Directive Solvabilité II.

PARTENARIAT AG2R –LA MONDIALE

A la suite de la lettre d'intention signée en 2010, les groupes Macif et Ag2r-La Mondiale confortent leur partenariat en assurances collectives santé et prévoyance au travers d'une lettre d'engagement en date d'avril 2011. La structure d'accueil du partenariat sera ICIRS Prévoyance, institution de prévoyance qui portait jusqu'à présent une partie de l'offre collective du groupe Macif. ICIRS Prévoyance a pour objectif de générer 170 millions d'euros de chiffre d'affaires nouvelles sur cinq ans.

MACIFILIA

Le groupe Macif mène une réflexion stratégique sur la refonte du modèle économique de Macifilia, filiale spécialisée dans les risques Iard spécifiques pour les particuliers et les entreprises. Les premières mesures adoptées produiront progressivement leurs effets à partir de 2012. Le résultat 2011 de la filiale devrait ainsi encore demeurer fortement déficitaire.

MACIF PORTUGAL

Des mesures de redressement des tarifs et de réduction des frais généraux visant à améliorer le ratio combiné de cette filiale portugaise ont été engagées. Elles visent à juguler l'impact de la crise touchant le secteur de l'assurance Iard au Portugal. Pour autant, les effets de ces mesures ne seront pas immédiats et les résultats 2011 devraient être comparables à ceux de l'exercice précédent.

2.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Depuis le 30 juin 2011, les marchés sont entrés dans une période de crise intense : retour du doute sur le refinancement des dettes publiques, que ce soit aux Etats-Unis, avec comme conséquence pour ce pays l'abaissement par l'agence d'évaluation financière Standard & Poor's de la note d'excellence de leur dette souveraine, ou pour certains pays de la zone euro (Espagne et Italie en particulier). Les gouvernements se sont réunis pour proposer des solutions dans l'espoir de rétablir la confiance des marchés. La BCE est également intervenue sur le marché obligataire.

Par ailleurs, le ralentissement de la croissance a été confirmé par les statistiques.

Les positions des investisseurs ont provoqué une baisse généralisée, sans rapport avec les données publiées par les entreprises cotées. La correction a été de l'ordre de 15 % depuis le 30 juin jusqu'à la mi-août sur le marché américain, de l'ordre de 25 % sur les marchés européens.

Les valeurs mobilières du Groupe ont été impactées de façon contrastée : la baisse des bourses a fait baisser la valorisation des placements actions, la baisse des taux d'Etat français est venue revaloriser une grande partie du portefeuille obligataire ; le soutien de la BCE aux pays périphériques a également eu un impact positif sur les détentions obligataires concernées. En ce qui concerne les obligations d'émetteurs privés, il y a eu une amélioration de la valeur pour les sociétés « bien notées » et une dégradation des obligations pour les sociétés dont la notation est basse.

3. Périmètre

3.1 DEFINITION DU PERIMETRE

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de Macif et des entités dont elle a le contrôle, ou dans lesquelles elle exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière.

Dans l'appréciation du contrôle, il est tenu compte :

- des droits de vote potentiels, actuellement exerçables ou convertibles (y compris les options en dehors de la monnaie), détenus tant par l'entreprise que par des tiers,
- et, le cas échéant des clauses spécifiques prévues par les statuts ou le pacte d'actionnaires.

Certaines entreprises, dont la contribution est non significative, sont exclues du périmètre de consolidation même si le groupe Macif dispose d'un contrôle exclusif, conjoint ou d'une influence notable sur ces structures. Ces exclusions sont sans impact sur les comptes consolidés, la contribution des participations concernées restant inférieure à 1% des capitaux propres consolidés du groupe Macif.

3.2 METHODES DE CONSOLIDATION

INTEGRATION GLOBALE

Les entreprises contrôlées de façon exclusive sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est présumé lorsque le groupe Macif détient plus de 50% des droits de vote.

Lorsque le pourcentage des droits de vote détenus par le groupe est compris entre 40% et 50% le contrôle exclusif est également présumé, lorsque le groupe Macif a désigné la majorité des membres des organes de direction de l'entreprise pendant un exercice.

Conformément à IAS 27, cette méthode de consolidation est également retenue, en l'absence de lien capitalistique, pour consolider les mutuelles d'assurance dès lors que le groupe Macif dispose du pouvoir :

- de diriger des politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ou,
- de nommer, de révoquer ou de réunir la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe.

La méthode de l'intégration globale s'applique également aux Opcvm et aux Sci contrôlés de manière exclusive. Pour les Opcvm, la part non détenue par le groupe est enregistrée en «Dettes envers les porteurs d'Opcvm consolidés».

INTEGRATION PROPORTIONNELLE

Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Le partage du contrôle suppose qu'aucun actionnaire ne soit susceptible de pouvoir, à lui seul, exercer un contrôle exclusif.

MISE EN EQUIVALENCE

Cette méthode de consolidation est retenue pour les sociétés dans lesquelles le groupe Macif exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en avoir le contrôle.

L'influence notable est présumée dès lors que le groupe possède une fraction au moins égale à 20% des droits de vote.

La quote-part de résultat postérieure à l'acquisition est comptabilisée en résultat, tandis que la quote-part dans les variations de réserves postérieure à l'acquisition est comptabilisée en «Autres réserves».

3.3 LISTE DES ENTITES CONSOLIDEES

| Activité | Dénomination sociale | Siège social | Pays | Méthode | 30 juin 11 | | 31 déc 10 | |
|---|---------------------------|---|---------------------------|---------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| | | | | | % contrôle | % intérêt | % contrôle | % intérêt |
| DOMMAGES | Macif | 2 et 4 rue Pied de fond - Niort | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Macifilia | 33 avenue du Maine - Paris | France | IG | 99,99% | 99,99% | 99,99% | 99,99% |
| | Idmacif | 2 et 4 rue Pied de fond - Niort | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Themis | 33 avenue du Maine - Paris | France | IG | 99,95% | 99,94% | 99,95% | 99,94% |
| | Siem | 17 place Etienne Pernet - Paris | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Altima | rue Euclide - Niort | France | MEE | 33,20% | 33,20% | 33,20% | 33,20% |
| | Atlantis | C/Balmes 75 - Barcelone | Espagne | MEE | 27,19% | 27,19% | 27,19% | 27,19% |
| | BPCE Assurances | 50 avenue Pierre Mendès - Paris | France | MEE | 25,00% | 25,00% | 25,00% | 25,00% |
| | Groupe IMA | 118 avenue de Paris - Niort | France | MEE | 32,18% | 32,18% | 32,18% | 32,18% |
| | Macif Portugal | 22 praça de Alegria - 1250-004 - Lisbonne | Portugal | IG | 94,78% | 94,17% | 89,42% | 88,19% |
| | Partisagres | 21 et 23 praça de Alegria - 1250-004 - Lisbonne | Portugal | IG | 78,57% | 78,57% | 78,57% | 78,57% |
| | EPARGNE | Mutavie | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% |
| Atlantis Vida | | C/Balmes 75 - Barcelone | Espagne | MEE | 24,50% | 24,50% | 24,50% | 24,50% |
| SCI Aix Robole | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Aix Tech'indus | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Amiens Gare | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Angers Gresille | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Dion Bouton 2010 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Bordeaux Lac | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Bordeaux Pessac 93 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Bordoill | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Bron 35eme RA | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Bron Chene | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Bron Edison | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Bruges Fieuzal | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Cergy Mercury | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Chilly 89 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Dijon 89 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Dijon 95 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Dijon Pouilly | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Du Pont Achard | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Eybens Criterium | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Givros Gare | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Grenoble Eurenepolis | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Grenoble Gieres | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Grenoble 2008 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Herblay Gros Murger | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Ivry 90 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Joubert Hausmann | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Lesquin Enchemont | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Limoges Ester | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Lyon Bonnel | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Lyon Neyron | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Marseille les Docks | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Marseille Viton | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Maubourg 2005 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Montpellier Centuries | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Montpellier Nogueres | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Mude | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Axso 2010 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Nancy 90 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Nancy Fleville | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Nantes La Pérouse | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Nantes Moulin Neuf | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Neyron Village | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Nice Le Louvre | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Niort Tardy | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Paris Joubert | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Pessac 89 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Pissaloup 89 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Pointe d'Abeau | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Poitiers Carnot | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Poitiers Chasseneuil | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Poitiers Gare | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Poitiers République | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Portes de Bordeaux | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Roubaix Gambetta | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Rouen Rouvray | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Saint Germain 89 | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Salon Crau | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Sannois Gare | | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% |
| SCI Senart Combs | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Strasbourg Illkirch | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Désir Saint Martin 2010 (ex Toulon Six Fours) | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Toulouse 90 | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Toulouse Bruguères | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Toulouse Ramonville | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI C2 Bernard 2010 | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Tremblay Axe 104 | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Tremblay Farman | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Venissieux République | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Villeneuve d'Ascq Citypar | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Wasquehal les 3 Chenes | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Wissous 89 | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCI Wissous Arago 95 | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCS M1 | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |
| SCS M2 | 9 rue des Iris - Bessines | France | IG | 96,03% | 96,03% | 95,43% | 95,43% | |

| Activité | Dénomination sociale | Siège social | Pays | Méthode | 30 juin 11 | | 31 déc 10 | |
|------------------------------------|--|--|--------|---------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| | | | | | % contrôle | % intérêt | % contrôle | % intérêt |
| SANTÉ /PREV | Macif Mutualité | 22 - 28 rue Joubert - Paris | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Smip | 20 rue Thiers - Niort | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Icirs Prévoyance | 84 rue Charles Michels - St Denis | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| OPCVM | Actimacif 1 | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 97,31% | 100,00% | 96,94% |
| | Actimacif 4 | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 97,49% | 100,00% | 97,35% |
| | Actimacif 5 | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 97,54% | 100,00% | 97,33% |
| | MSDR MG Environnement Monde C (ex Macif Sélection Développement durable) | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 99,67% | 96,79% | 99,66% | 96,37% |
| | Actimacif 6 | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 97,32% | 100,00% | 97,29% |
| | CPR Atlantique 1 | 10 pl. 5 martyrs du lycée Buffon - Paris | France | IG | 100,00% | 96,03% | 100,00% | 95,43% |
| | MMF Action 1 | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 97,03% | 100,00% | 96,67% |
| | MMF Taux 1 | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 97,35% | 100,00% | 96,95% |
| | Amundi Re Property Sicav (ex SGAM AI Japan parts C) | 2 place de la coupole - Paris la Défense | France | IG | 100,00% | 96,03% | 100,00% | 95,43% |
| | OFI Europa II (parts A) | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 36,68% | 35,69% | 100,00% | 96,89% |
| | OFI Europa II (parts B) | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 97,29% | 100,00% | 96,89% |
| | Macif Court terme | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 84,23% | 82,47% | 61,22% | 60,12% |
| | Macif Croissance durable et solidaire (parts D) | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 91,30% | 89,13% | 92,37% | 89,84% |
| | Macif Obligation Développement durable (parts C) | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 86,69% | 84,43% | 86,78% | 84,17% |
| | Macif Croissance durable Europe (parts C) | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 75,85% | 75,85% | 75,67% | 75,67% |
| | Macif Croissance durable Europe (parts D) | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 91,99% | 89,16% | 100,00% | 95,58% |
| | Macif Croissance durable (parts D) | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 0,00% | 0,00% | 99,92% | 98,06% |
| | Equi-Convictions | 5 rue Royale - Paris | France | IG | 61,27% | 60,92% | 62,78% | 62,37% |
| | Macif Trésorerie Semestriel ISR | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 56,74% | 54,91% | 66,29% | 63,83% |
| | EDRIM Macif Signatures | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 96,98% | 100,00% | 96,65% |
| | OFI Infra Multi Select FCPR parts A | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 96,47% | 100,00% | 96,94% |
| | EAC Ecofimonde FCP | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 35,08% | 33,68% | 99,91% | 95,34% |
| | MG Croissance Durable France C | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 99,95% | 95,98% | 99,92% | 95,36% |
| | MG Croissance Durable Europe C | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 99,98% | 96,01% | 99,89% | 95,33% |
| | MG Expansion France C | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 99,92% | 95,96% | 99,85% | 95,28% |
| | Ecofi Zone Euro | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 100,00% | 96,03% | 79,26% | 75,64% |
| | LFP Arc Diff Zone Euro | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 38,20% | 36,69% | 84,71% | 80,84% |
| MCDS MG responsable et solidaire C | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 21,54% | 20,69% | 0,00% | 0,00% | |
| AUTRES | Macif Participations | 17 place Etienne Pernet - Paris | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Foncière de Lutèce | 17 place Etienne Pernet - Paris | France | IG | 95,32% | 95,32% | 95,32% | 95,32% |
| | Compagnie Foncière Macif | 17 place Etienne Pernet - Paris | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Lesseps Promotion | 16 rue Saint Paul - Neuilly | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Marseille Grand Littoral | 17 place Etienne Pernet - Paris | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Ofi Pec | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 0,00% | 0,00% | 52,51% | 52,10% |
| | Macif Gestion | 1 rue Vernier - Paris | France | IG | 99,95% | 76,70% | 99,96% | 76,68% |
| | Groupe Ofi Holding | 1 rue Vernier - Paris | France | MEE | 66,01% | 65,12% | 66,01% | 65,12% |
| | Socram Banque | 2 rue du 24 février - Niort | France | MEE | 33,60% | 33,60% | 33,60% | 33,60% |
| | Macifim' | 2 et 4 rue Pied de fond - Niort | France | IG | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| | Cemm | 17 et 21 place Etienne Pernet - Paris | France | IG | 0,00% | 0,00% | 25,00% | 25,00% |
| | Serena | 100 avenue Salvador Allende - Niort | France | MEE | 25,00% | 25,00% | 25,00% | 25,00% |

La répartition sectorielle des Opvcvm est effectuée sur la base des activités des entités actionnaires.

3.4 ÉVOLUTION DU PERIMETRE

Au 30 juin 2011, le groupe Macif rassemble 127 structures.

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|-----------------------------------|------------|------------|
| Structures contrôlées | 119 | 119 |
| Structures sous influence notable | 8 | 10 |
| TOTAL | 127 | 129 |

ACQUISITIONS ET ENTREES DANS LE PERIMETRE

L'Opcvm MCDS MG responsable et solidaire C est entré dans le périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2011.

CESSIONS ET SORTIES DU PERIMETRE

Cemm, Ofi Pec et l'Opcvm Macif Croissance Durable (parts D) sont sortis du périmètre sur le premier semestre 2011.

AUTRES MOUVEMENTS

Le groupe Macif a participé à des opérations sur capital au sein de certaines entités, ce qui a conduit à légèrement augmenter son pourcentage de contrôle. Au 30 juin 2011, cela concerne notamment les entités Macif Portugal et Mutavie.

3.5 EFFETS DES VARIATIONS DE PERIMETRE

| | Résultat net Groupe | Capitaux propres Groupe |
|-----------------------|---------------------|-------------------------|
| (en milliers d'euros) | | |
| CEMM | -171 | |
| OFI PEC | 6 995 | -6 775 |
| Mutavie | | 507 |
| Macif Portugal | | -502 |
| Autres | | -194 |
| TOTAL | 6 824 | -6 964 |

4. Principes et méthodes de consolidation

4.1 CONVERSION MONETAIRE

CONVERSION DES COMPTES

La devise d'établissement des comptes consolidés du groupe Macif est l'euro. Les montants présentés dans les états financiers sont arrondis au millier d'euros le plus proche. Les états financiers consolidés n'intègrent pas d'états financiers d'entités dont la devise fonctionnelle (c'est-à-dire la devise du système économique dans lequel l'entité se situe) est différente de la devise de présentation du groupe.

TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments en devises inscrits au bilan sont convertis en utilisant les procédures suivantes :

- les éléments monétaires (notamment les placements obligataires, les dettes et créances, les provisions techniques d'assurance) sont convertis au cours de clôture ; les gains et pertes en résultant sont comptabilisés en résultat de l'exercice ,
- les éléments non monétaires évalués selon la méthode du coût amorti (notamment les placements immobiliers, les actifs corporels et incorporels) sont convertis au cours de change à la date de la transaction ; les écarts de change sont comptabilisés directement dans les capitaux propres lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés directement dans les capitaux propres,
- les éléments non monétaires évalués à la juste valeur (notamment les placements en actions) sont convertis au cours de change à la date d'évaluation de la juste valeur. Les écarts de change sont comptabilisés directement dans le résultat lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés dans le résultat.

4.2 OPERATIONS INTERNES ENTRE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Toutes les transactions sont éliminées y compris les actifs et passifs réciproques significatifs et les résultats internes au Groupe. Les plus-values résultant de cessions intragroupe sont éliminées à hauteur de la quote-part du Groupe dans l'entreprise considérée. Par exception, les moins-values sont maintenues en totalité si elles répondent aux critères de dépréciation durable.

4.3 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les opérations de regroupements postérieures au 1^{er} janvier 2006 (date de première adoption des normes IFRS par le groupe Macif) sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, ces opérations sont comptabilisées conformément à la norme IFRS 3 révisée. Les modifications apportées par la norme IFRS 3 révisée sont d'application prospective et donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

ÉVALUATION DES ACTIFS, PASSIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS DES SOCIÉTÉS ACQUISES

Les actifs, passifs et les passifs éventuels des sociétés acquises qui répondent à la définition d'actifs et passifs identifiables sont comptabilisés en juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception :

- des passifs d'assurance qui, conformément à IFRS 4, sont maintenus à leur valeur comptable antérieure à la date d'acquisition si cette valeur comptable est conforme aux principes comptables du groupe Macif,
- des secteurs d'activité et des actifs non courants de l'entité acquise destinés à être cédés suivant la définition de IFRS 5, qui sont valorisés au plus faible de la juste valeur nette des coûts de sortie ou de la valeur comptable des actifs concernés.

La date d'acquisition à partir de laquelle Macif consolide les comptes de l'entreprise acquise correspond à la date de prise de contrôle effective.

Pour chaque regroupement, le groupe Macif a la possibilité d'opter pour une évaluation des intérêts minoritaires soit à la juste valeur (méthode du goodwill complet), soit en fonction de leur pourcentage d'intérêt dans l'actif net identifiable (méthode du goodwill partiel).

Les opérations d'acquisition ou de cession d'intérêts minoritaires qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé sur la filiale sont comptabilisées comme une transaction entre actionnaires. Elles sont comptabilisées directement dans les capitaux propres, sans incidence sur le résultat ou les écarts d'acquisition antérieurement constatés.

Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée par étape, les intérêts minoritaires antérieurement détenus par le Groupe sont réévalués à la juste valeur. L'ajustement correspondant est comptabilisé en résultat, avec le cas échéant une modification de l'écart d'acquisition se rapportant aux acquisitions antérieures.

Les coûts de restructuration de l'entreprise acquise sont inclus dans les passifs acquis s'ils répondent, à la date d'acquisition, aux critères constitutifs de

provisions fixés par la norme IAS 37. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont enregistrés au compte de résultat.

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente la différence entre le prix de revient de l'activité ou des titres de la société acquise et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels correspondants à la date d'acquisition.

Il est constaté en résultat de l'année de l'acquisition s'il est négatif, ou à l'actif du bilan s'il est positif :

- dans la rubrique «écart d'acquisition» pour les acquisitions d'entités consolidées par intégration globale,
- dans la rubrique «investissements dans les entreprises associées» pour les entités consolidées par mise en équivalence.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques : ajustement de prix, corrections d'erreurs, ou reconnaissance ultérieure d'un impôt différé qui ne répondait pas aux critères d'activation à la date du regroupement.

L'écart d'acquisition est alloué aux segments opérationnels auxquels sont affectés le portefeuille ou l'entité nouvellement acquise.

TEST DE DÉPRÉCIATION

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur peuvent être constatées, si cela s'avère nécessaire, sur la base des résultats des tests de dépréciation.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe. Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondent à un groupe identifiable d'actifs de l'entité acquise, c'est-à-dire produisant des flux de trésorerie indépendamment des autres groupes d'actifs.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de tests de dépréciation de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des valeurs entre la juste valeur diminuée du coût de la vente et la valeur d'utilité. La méthode employée est la valeur actualisée des flux de trésorerie de l'actif ou de l'UGT concernée. Lorsque l'actif ou l'UGT d'origine ne peut plus être isolé, le test de dépréciation est mené sur la base de l'UGT ayant repris l'actif ou l'UGT d'origine.

La perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les «Autres produits et charges opérationnels». La perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible. Elle ne peut être reprise que lors de la cession de l'entité concernée.

DÉCOMPTABILISATION

Les écarts d'acquisition sont décomptabilisés lors de la cession des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent. Le résultat de cession est déterminé en tenant compte de cette sortie d'actif.

4.4 SEGMENTATION SECTORIELLE

L'information sectorielle publiée reflète la structure d'organisation interne et de gestion du groupe Macif. Elle retient comme axe d'analyse les 4 secteurs d'activité suivants :

- Dommages,
- Épargne,
- Santé / Prévoyance,
- Autres.

Le secteur «Autres» rassemble notamment les activités de gestion d'actifs et de financement.

Le résultat sectoriel est égal aux produits sectoriels après déduction des charges sectorielles. Chaque secteur d'activité est présenté après élimination des opérations réciproques.

5. Principes et méthodes d'évaluation

5.1 ACTIFS INCORPORELS

Un actif incorporel est un actif non monétaire, sans substance physique et identifiable (c'est-à-dire pouvant être séparé et vendu, transféré, concédé, loué ou échangé ou résultant de droits contractuels ou légaux).

Le groupe Macif n'a pas retenu les options visant à :

- évaluer les actifs incorporels en juste valeur,
- incorporer, dans la valorisation des actifs incorporels, les éventuels coûts des emprunts associés.

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche engagées par le groupe Macif sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'actifs incorporels si le projet concerné répond aux 6 critères suivants :

- faisabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou le vendre,
- capacité à utiliser ou vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité des ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les coûts de développement, et ceux directement attribuables pour que l'immobilisation puisse être exploitée, sont cumulés puis amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation de l'actif concerné, à partir de sa mise en service. La durée moyenne d'amortissement est de 5 ans.

LOGICIELS

Les licences acquises sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts immobilisables se composent des coûts directement engagés pour la production des logiciels à usage interne. Les coûts qui ne sont pas immobilisables sont enregistrés en charges de la période.

La durée d'utilité estimée la plus fréquente est de 3 ans pour les logiciels bureautiques et de 5 ans pour les autres logiciels.

AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité, et que le coût de ces actifs peut être évalué de façon fiable, sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées. Les actifs incorporels sont

évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Ils sont ensuite amortis suivant le mode estimé le plus représentatif de leur utilisation, à partir de la date de leur mise en service, et sur la plus courte de leur durée d'utilisation probable. La durée d'amortissement la plus fréquente est de 5 ans ou, le cas échéant, la durée de leur protection juridique. Les tests de perte de valeur, pratiqués au moins une fois par an, permettent de déterminer s'il est nécessaire de constater des dépréciations complémentaires.

5.2 IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION

VENTILATION ENTRE IMMOBILIER D'EXPLOITATION ET IMMOBILIER DE PLACEMENT

Au bilan, les actifs immobiliers sont présentés soit en immeuble de placement soit en immeuble d'exploitation.

Les immeubles d'exploitation sont des bâtiments non destinés à la vente et dont les surfaces sont occupées à plus de 50% par des sociétés faisant partie du Groupe.

L'immobilier de placement regroupe les actifs immobiliers (terrain, construction, titres à prépondérance immobilière) détenus par le Groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital.

Les titres à prépondérance immobilière (à l'exception des titres de Sci) sont comptabilisés à la juste valeur par la « réserve de réévaluation ». Cela concerne principalement les Opcvi, les Fcpi et les Scpi.

Les autres actifs immobiliers (de placement ou d'exploitation) sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des immeubles n'est pas comptabilisée mais fait l'objet, pour l'immobilier de placement, d'une information dans une note en annexe du bilan. Elle est fondée sur des expertises quinquennales mises à jour annuellement et permet de déterminer les plus ou moins-values latentes sur les actifs immobiliers.

La valeur brute des immeubles correspond au coût d'acquisition (prix d'achat et frais relatifs à l'acquisition) ou de production. Les coûts des travaux d'amélioration sont portés en augmentation de la valeur brute des immeubles.

MODALITÉS D'AMORTISSEMENT

Les immeubles sont ventilés en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement dépendent du type d'immeuble et de la durée d'utilisation.

| | Bureaux Standing | Bureaux Exploitation | Bureaux Placement |
|-------------------------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|
| Terrains | Non amort. | Non amort. | Non amort. |
| Constructions | 100 ans | 60 ans | 60 ans |
| Façades & Etanchéité | 30 ans | 30 ans | 30 ans |
| Installations techniques | 20 ans | 20 ans | 20 ans |
| Agencements | 10 ans | 10 ans | 10 ans |

| | Entrepôts | Centres commerciaux | Autres bâtiments |
|-------------------------------------|------------|------------------------|---------------------|
| Terrains | Non amort. | Non amort. | Non amort. |
| Constructions | 30 ans | 50 ans | 50 ans |
| Façades & Etanchéité | 25 ans | 25 ans | 20 ans |
| Installations techniques | 15 ans | 20 ans | 15 ans |
| Agencements | 10 ans | 15 ans | 10 ans |

Les composants des immeubles sont amortis linéairement sur leur durée d'utilisation, en tenant compte de leur valeur résiduelle, si celle-ci peut être estimée de façon fiable.

TEST DE DÉPRÉCIATION

Lors de chaque clôture, le groupe Macif apprécie s'il existe un indice de perte de valeur des actifs. En cas de baisse de valeur significative, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur de l'immeuble à sa valeur d'utilité ou à sa valeur d'expertise si cette dernière est plus élevée. La valeur d'utilité des immeubles est calculée à chaque clôture en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Cette dépréciation est reprise par le compte de résultat en cas de reprise de valeur.

CRÉDIT-BAIL

Les actifs immobiliers financés par des contrats de location financière sont comptabilisés à l'actif sur la base de la valeur actuelle des loyers des crédits-bails et de l'option d'achat. Après leur entrée au bilan, ils sont amortis selon des modalités identiques à celles décrites ci-dessus. Au passif, une dette correspondante est constatée en «dettes de financement». Elle est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus locatifs sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des contrats de location en cours.

5.3 PLACEMENTS FINANCIERS**NOTION DE JUSTE VALEUR**

La juste valeur d'un actif financier correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normales. Lors de sa comptabilisation initiale, la juste valeur d'un actif financier correspond, en principe, à son prix d'acquisition. Par la suite, les modalités de valorisation dépendent de la nature des titres concernés :

- pour un instrument coté sur un marché actif, la juste valeur correspond au dernier cours de bourse à chaque clôture. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales,
- pour un instrument coté sur un marché inactif, la juste valeur est obtenue à partir de modèles internes fondés sur des paramètres observables sur les marchés. L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions, la forte dispersion des prix disponibles ou l'ancienneté des dernières transactions,
- pour des instruments financiers non cotés, la juste valeur est déterminée sur la base de techniques de valorisation appropriées au type d'instrument concerné. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normales s'il en existe, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et la quote-part d'actif net revenant au Groupe calculée à partir des informations disponibles les plus récentes.

Dans les informations annexées aux états financiers, les actifs financiers valorisés en juste valeur sont répartis en trois catégories en fonction de la nature des données retenues pour déterminer la juste valeur :

- **catégorie de niveau 1** : actifs financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif. Cette catégorie rassemble les instruments financiers cotés sans conditions de rachat (actions, obligations, Opcvm, Tcn...),
- **catégorie de niveau 2** : actifs financiers dont l'évaluation repose sur des techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables sur des marchés. Cette catégorie rassemble des obligations indexées, des Bmtn indexés actions, les Cdo, les Tcn de trésorerie précomptés, les Opcvi et les Opcvm avec conditions de rachat,
- **catégorie de niveau 3** : actifs financiers valorisés à partir de techniques fondées pour tout ou partie sur des paramètres inobservables sur des marchés. Cette

catégorie regroupe les actifs non cotés (actions, obligations, Tcn), les Fcpr, les Opcvm side pocket.

La juste valeur de la majeure partie des placements financiers détenus par le groupe Macif est déterminée à partir de cotations obtenues sur des marchés actifs. Elle relève donc du niveau 1 de juste valeur.

CLASSIFICATION ET ÉVALUATION

Les instruments financiers sont classés en 4 catégories selon l'intention et la capacité de détention des actifs concernés :

- actifs détenus à des fins de transaction (Trading),
- placements détenus jusqu'à leur échéance (HTM),
- prêts et créances,
- actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

Les actifs détenus à des fins de transaction (Trading) sont ceux acquis en vue d'être vendus à court terme ou faisant partie d'un portefeuille d'actifs financiers qui présente un historique de prises de bénéfices à court terme. Ils sont comptabilisés en juste valeur à la date de clôture. La variation de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction est constatée dans le compte de résultat de la période.

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance (HTM) sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, autres que les prêts et créances, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier. Le groupe Macif n'a classé aucun actif financier dans cette catégorie.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception des instruments classés comme à la juste valeur par résultat ou comme disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier.

Les actifs financiers disponibles à la vente (AFS) sont les actifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans l'une des catégories d'actifs financiers présentées ci-dessus. Ils sont comptabilisés à la date d'acquisition à la juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les variations de valeur sont ensuite enregistrées dans un compte de capitaux propres intitulé «Réserve de réévaluation». Lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat.

OPTION JUSTE VALEUR

L'option juste valeur consiste à désigner, lors de leur entrée dans le bilan, les actifs et passifs financiers à la

juste valeur avec variation de juste valeur en compte de résultat. Cette modalité d'évaluation est autorisée lorsqu'elle :

- concerne un groupe d'actifs et/ou de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur, en application d'une stratégie de gestion des risques ou d'investissement documentée et qu'il s'agit de la base sur laquelle repose l'information fournie en interne à la direction ou,
- s'applique à un instrument financier hybride comportant un ou plusieurs dérivés incorporés substantiels ou,
- élimine ou réduit l'incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait sinon de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de produits et de charges selon des bases d'évaluation différentes (situation de «mismatch»).

Le groupe Macif a désigné les actifs suivants comme relevant de l'option de juste valeur par résultat :

- les actifs détenus par des Opcvm consolidés,
- les instruments financiers contenant des dérivés incorporés difficiles à isoler du contrat hôte (obligations convertibles, échangeables, indexées...),
- les actifs financiers détenus dans le cadre de contrats en unités de compte dont les passifs sont évalués sur la base de la valeur de marché des unités de compte.

Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des actifs désignés comme à la juste valeur par résultat sont identiques à celles des actifs détenus à des fins de transaction (Cf. supra).

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

Lors de chaque clôture, les actifs financiers autres que ceux évalués à la juste valeur par résultat sont soumis à un test de dépréciation.

Parmi les critères constituant une indication de dépréciation, on peut citer notamment :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur,
- un défaut de paiement des intérêts ou du principal,
- une probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur,
- la disparition d'un marché actif pour cet instrument financier, suite à des difficultés financières,
- une baisse de plus de 20% de la juste valeur du titre en dessous de son prix d'acquisition,
- une situation de moins-value latente pendant 6 mois ou plus précédant la date de clôture,
- l'existence d'une dépréciation lors des clôtures précédentes.

Pour les obligations, s'agissant uniquement d'instruments de dettes, seul le risque de contrepartie fait l'objet d'une dépréciation. Si ce risque est avéré, la perte de valeur égale à la différence entre la juste valeur et le coût amorti est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur,

la juste valeur d'un instrument de dettes déprécié augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.

Pour les actions, la perte latente est calculée par différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute dépréciation précédemment enregistrée. Les dépréciations sont constatées par le résultat. Elles ne peuvent être reprises que lors de la cession ou de la déconsolidation de l'actif financier concerné. Une augmentation des cours de bourse postérieure à la constatation d'une dépréciation durable est comptabilisée comme une variation de juste valeur en capitaux propres dans la rubrique «Réserve de réévaluation».

Pour les prêts et créances, s'il existe une indication objective de dépréciation, la perte de valeur est mesurée par différence entre la valeur nette comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. La perte de valeur est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur des prêts ou créances dépréciés augmente, la dépréciation est reprise par résultat.

5.4 INSTRUMENTS DERIVES

DÉFINITION

Un instrument dérivé, quelle que soit la forme juridique du contrat, est un instrument financier qui répond aux trois critères suivants :

- sa valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises...),
- il ne requiert aucun coût net initial ou un coût initial faible par rapport au nominal du dérivé,
- il fera l'objet de règlements dans le futur.

Le groupe Macif utilise, directement ou indirectement, des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux d'intérêt. Les risques couverts concernent principalement un passif subordonné et certains actifs financiers. Les instruments dérivés utilisés consistent principalement en des contrats de change à terme et des swaps de taux. Lors de l'acquisition du dérivé, le groupe Macif documente la nature du sous-jacent concerné, les objectifs en terme de gestion des risques et, le cas échéant, l'efficacité de la couverture réelle et attendue sur la durée de la couverture. Conformément à la norme IAS 39, les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis réévalués à chaque arrêté comptable, ceci jusqu'à leur dénouement. Leur mode de comptabilisation varie selon leur classification.

DÉRIVÉS NON QUALIFIÉS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture ne peut être démontrée de façon fiable et de façon continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués, à chaque arrêté, à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont

enregistrés dans le compte de résultat.

DÉRIVÉS QUALIFIÉS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture peut être démontrée de façon fiable et continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés différemment selon la nature de l'opération :

- couverture de juste valeur : les variations de juste valeur des dérivés et sous-jacents sont enregistrées de façon symétrique dans le compte de résultat,
- couverture de flux de trésorerie : la part efficace de variation de juste valeur des dérivés est enregistrée en capitaux propres, et la part inefficace immédiatement dans le compte de résultat.

Les montants accumulés en fonds propres sont reclassés dans le compte de résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat. Constituent la part efficace, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture compensant les variations de juste valeur de l'élément couvert. A contrario, la part inefficace se compose des variations de juste valeur de l'instrument de couverture ne compensant pas les variations de juste valeur de l'élément couvert. Lorsqu'un dérivé arrive à échéance, est vendu ou lorsque la couverture ne peut plus être démontrée, le gain ou la perte cumulée est maintenu dans les capitaux propres tant que l'élément couvert est en cours. Il est enregistré en résultat lorsque le sous-jacent impacte le compte de résultat.

SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un instrument financier hôte sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte,
- un instrument autonome comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé et,
- l'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

S'il est matériellement impossible d'évaluer séparément un dérivé incorporé qui devrait être séparé, l'intégralité de l'instrument financier est comptabilisée dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par résultat. Pour le groupe Macif, les actifs financiers contenant des dérivés ont été comptabilisés dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par le résultat.

5.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Les investissements dans les entreprises associées sont représentatifs des participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence (Cf. note 3.2). Lors de l'acquisition, l'investissement est comptabilisé au coût d'acquisition, retraité le cas échéant de l'écart d'acquisition. Par la suite, sa valeur nette comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte les bénéfices ou les pertes au prorata de la participation du Groupe.

5.6 ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont ceux détenus par le Groupe pour être utilisés dans la fourniture de services ou à des fins administratives, et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production incluant les dépenses de mise en service, et amortis selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique, suivant la méthode des composants. La durée d'utilité se situe entre 3 et 20 ans selon la catégorie d'actifs corporels correspondante.

5.7 FRAIS D'ACQUISITION REPOTES

Pour les contrats d'assurance non-vie, la part des frais d'acquisition, relative à la période comprise entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime, est constatée à l'actif du bilan dans le poste frais d'acquisition reportés inclus dans le poste « Autres actifs ». La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat. Ces frais sont calculés sur une base cohérente avec celle utilisée pour le report des primes non acquises. Ils sont amortis sur la durée résiduelle des contrats considérés.

Pour les contrats d'assurance vie et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire, les frais d'acquisition sont reportés dans la limite des marges nettes futures des contrats. Ils sont amortis sur une durée de 10 ans en fonction du rythme d'émergence des marges réévaluées à la clôture de chaque exercice. Si les marges futures se révèlent insuffisantes, un amortissement exceptionnel des frais d'acquisition reportés est pratiqué. Les chargements d'acquisition sont inscrits en produits à répartir sur plusieurs exercices et constatés en résultat sur la base du même rythme.

5.8 IMPOTS

INTÉGRATION FISCALE

Le groupe Macif a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Le principe appliqué est celui de la neutralité fiscale telle que préconisée par l'administration fiscale. En conséquence, chaque entité du groupe fiscal constate, dans ses comptes individuels, l'impôt comme si elle était imposée séparément.

Au 30 juin 2011, le périmètre d'intégration fiscale rassemble 21 sociétés :

| Dénomination sociale | Date d'entrée |
|----------------------------|---------------|
| MACIF (société intégrante) | 1997 |
| MACIF PARTICIPATIONS | 1999 |
| MACIFILIA | 2000 |
| COMPAGNIE FONCIERE MACIF | 2001 |
| GPIM | 2001 |
| MARSEILLE GRAND LITTORAL | 2002 |
| LESSEPS PROMOTION | 2002 |
| SIEM | 2004 |
| MACIFIMO | 2004 |
| MUTAVIE | 2005 |
| NIORT INVESTISSEMENTS | 2005 |
| MUTAVIE ASSURANCE CONSEILS | 2005 |
| IDMACIF | 2005 |
| THEMIS | 2006 |
| MACIFIN' | 2008 |
| HDP MACIF 2 | 2008 |
| HDP MACIF 3 | 2009 |
| HDP MACIF 4 | 2009 |
| HDP MACIF 5 | 2009 |
| HDP MACIF 6 | 2009 |
| FONCIERE DE LUTECE | 2009 |

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les différences liées à des décalages temporaires existants entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé ainsi que les reports déficitaires d'impôts donnent lieu à la détermination d'impôts différés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les impôts différés sont comptabilisés en contrepartie du compte de résultat. Par exception, ils sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres s'ils concernent des éléments comptabilisés en contrepartie des capitaux propres. Ainsi, les impôts différés relatifs à la mise en valeur de marché des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés en contrepartie de la réserve de réévaluation.

Tous les passifs d'impôts différés sont comptabilisés.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles et pertes fiscales pourront être imputées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque l'entreprise a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que ces actifs et passifs d'impôts concernent des impôts sur le résultat prélevés

par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

La réforme de la taxe professionnelle, et notamment la création de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) n'a pas donné lieu à constatation d'impôt différé. Cette cotisation ne peut être analysée comme un impôt sur les résultats car la valeur ajoutée produite par le groupe Macif diffère sensiblement de son résultat net. La cotisation est comptabilisée en charges opérationnelles et n'entre pas dans le champ d'application d'IAS 12.

5.9 CREANCES ET DETTES D'EXPLOITATION, AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

Les créances d'exploitation et les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale, en incluant les éventuels coûts de transaction. Les dettes d'exploitation et autres passifs sont enregistrés au coût initial de la transaction. Ce dernier correspond généralement à la juste valeur de la contrepartie reçue en échange à l'origine du contrat, nette des frais de transaction. Ultérieurement, à chaque arrêté, ces mêmes passifs sont comptabilisés au coût amorti.

5.10 ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Conformément à la norme IFRS 5, les actifs non courants sont considérés comme détenus en vue de la vente lorsqu'ils sont disponibles pour une cession immédiate dans leur état actuel et que leur vente est hautement probable dans un délai maximum de 12 mois suivant la clôture de l'exercice. Cette classification concerne notamment les actifs pour lesquels la direction a engagé un plan de cession et un programme actif de recherche d'acquéreurs. Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont comptabilisés au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des actifs d'impôts différés, des actifs financiers et des actifs résultant d'un contrat d'assurance, qui restent évalués selon les normes applicables à ces types d'actifs. Ils sont présentés dans une rubrique spécifique du bilan et cessent d'être amortis à partir de leur classement dans cette catégorie. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession est présenté dans une rubrique spécifique du compte de résultat qui inclut le résultat net d'impôt de ces activités jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat net d'impôt de leur cession proprement dite.

Les flux de trésorerie des activités cédées sont également présentés dans une rubrique spécifique du tableau des flux de trésorerie. Elle inclut les flux générés par ces activités jusqu'à la date de leur cession,

ainsi que la trésorerie hors impôt générée par leur cession proprement dite.

5.11 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les comptes courants avec les sociétés non consolidées. Les équivalents de trésorerie regroupent les placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à 3 mois à la date d'acquisition, ou qui peuvent être convertis en liquidités de façon quasi immédiate. Cela concerne notamment les titres de créances négociables et les titres d'Opcvm monétaires. Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation sont identiques à celles des titres détenus à des fins de transaction (Trading).

5.12 CAPITAUX PROPRES

5.12.1 Capitaux propres Groupe

Les capitaux propres Groupe se composent des éléments suivants :

FONDS D'ÉTABLISSEMENT ET PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT

Les fonds d'établissement, primes d'émission, de fusion et d'apport correspondent aux soldes comptables sociaux de la Macif et des mutuelles d'assurance présentes dans le périmètre de consolidation.

RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

La réserve de réévaluation comprend les écarts issus de la réévaluation à la juste valeur d'éléments du bilan et principalement les effets :

- de la réévaluation des instruments dérivés affectés à la couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit des profits et pertes non réalisés,
- de la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS) conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit de profits et pertes non réalisés,
- des impôts différés et de la participation aux bénéfices différée générés par les opérations mentionnées ci-dessus.

AUTRES RÉSERVES ET RÉSULTATS CUMULÉS

Les autres réserves sont composées des éléments suivants :

- les réserves sociales et reports à nouveau des entités consolidées,
- l'incidence dans les réserves des retraitements consolidés, et notamment la part Groupe de la réserve de capitalisation. Cette réserve est un poste spécifique compris dans les capitaux propres individuels des sociétés françaises d'assurance. Elle est neutralisée dans les comptes consolidés par un retraitement consistant à éliminer les variations de l'exercice en les réimputant sur le résultat,
- l'incidence de changement de méthodes comptables (notamment la réserve de première application des normes IFRS).

5.12. 2 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part détenue par des tiers au groupe dans l'actif net et les résultats nets des entités consolidées par intégration globale (hors Opvcm). La part des minoritaires dans les Opvcm du Groupe est présentée séparément au bilan dans un poste de dettes.

5.12. 3 Gestion des capitaux propres

Le groupe Macif est soumis à la réglementation européenne en matière de couverture de la marge de solvabilité. Cette réglementation vise à protéger les intérêts des assurés en imposant, tant au niveau social pour chacune des entreprises européennes ayant une activité assurance, qu'au niveau consolidé pour le groupe Macif, un ratio de solvabilité minimum. Le calcul de la marge de solvabilité ajustée est réalisé conformément aux règles applicables selon Solvency 1. Il est communiqué chaque année à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP). Le suivi de la marge de solvabilité s'appuie sur des outils de simulation visant à déterminer l'évolution des principaux indicateurs du groupe dans le cadre d'un scénario central, mais également de différents scénarios de stress. Ces simulations sont présentées dans les rapports de solvabilité établis chaque année et transmis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP). Au 30 juin 2011, le groupe Macif respecte ses obligations en matière de couverture de la marge de solvabilité ajustée.

5.13 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément à IAS 37, une provision est constituée lorsque le groupe Macif a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie probable de ressources. Cette sortie de ressources doit pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante pour pouvoir constituer une provision. À défaut, il s'agit d'un passif éventuel qui n'est pas comptabilisé, mais fait l'objet d'une information en annexe. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs. L'impact de l'actualisation est enregistré en résultat financier.

Outre les provisions pour litiges, les provisions pour risques et charges comprennent les sommes provisionnées au titre des avantages au personnel.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe Macif comptabilise la totalité de ses engagements en matière de retraite, préretraite, indemnités de départ, couverture sociale, prévoyance, médailles du travail et autres engagements assimilés, tant pour le personnel actif que pour le personnel retraité, nets des actifs de couverture et des montants non reconnus.

En matière d'engagements de retraite, les sociétés du groupe Macif disposent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies. Pour les régimes à cotisations définies, aucune provision n'est comptabilisée car le paiement des cotisations dégage l'employeur de toute obligation dans le financement ultérieur du risque. Les paiements du groupe sont enregistrés en charges de la période à laquelle ils sont liés. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance permettra une diminution des paiements futurs ou un remboursement en trésorerie. Pour les régimes à prestations définies, le coût des prestations est estimé en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode conduit à provisionner, au passif du bilan, la valeur actuelle de l'engagement à la date de clôture, diminuée de la valeur de marché des actifs mis en couverture, net des écarts actuariels et du coût des services passés non reconnus. Cette provision est déterminée en actualisant les prestations futures attendues sur la base d'un taux, au plus égal au taux de rendement des actifs mis en représentation.

En matière d'avantages à long terme, les modalités de provisionnement sont quasiment identiques à celles utilisées pour les engagements de retraite en régime à prestations définies ; la seule différence résidant dans l'absence d'étalement du coût des services non reconnus. Cela concerne les médailles du travail, comptes épargne temps et congés anniversaire. En matière d'avantages postérieurs à l'emploi, le groupe Macif comptabilise son engagement en matière de sur complémentaire santé sur les remboursements proposés par le BCAC aux retraités du groupe Macif. Cet engagement concerne l'évaluation du portefeuille de ces contrats en hypothèse fermée.

5.14 PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS

Les contrats proposés par le groupe Macif sont classés en 3 catégories :

- les contrats d'assurance,
- les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire,
- les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire.

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IFRS 4. Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IAS 39.

5.14.1 Contrats d'assurance

5.14.1.1 DÉFINITION

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel la compagnie accepte un risque d'assurance significatif d'un tiers (l'assuré) en consentant d'indemniser l'assuré ou un autre bénéficiaire si un événement futur incertain spécifique (l'événement assuré) affecte défavorablement l'assuré. Un risque :

- d'assurance est un risque autre que financier, transféré du souscripteur du contrat vers l'assureur,
- financier est un risque de variation potentielle future de taux d'intérêt, de prix d'une valeur mobilière, d'un cours de change ou d'une autre variable similaire.

Un risque d'assurance est significatif dès lors qu'un événement assuré peut obliger un assureur à payer des prestations complémentaires significatives quel que soit le scénario, à l'exception des scénarios qui manquent de substance commerciale, c'est-à-dire s'inscrivant en dehors de l'objet initial de l'assurance.

5.14.1.2 PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, les principaux contrats d'assurance visés par la norme IFRS 4 sont :

- les contrats d'assurance non-vie,
- les contrats d'assurance-vie comportant un risque d'assurance décès significatif (contrats en euros),
- les contrats avec sortie en rente optionnelle ou obligatoire, si l'assureur est engagé dès l'origine et n'a pas de liberté de tarification à la date de sortie en rente. Dans le cas contraire, ces contrats sont des contrats financiers pendant la phase de constitution (c'est-à-dire jusqu'à la fixation de la tarification du risque d'assurance) puis des contrats d'assurance pendant la phase de service de la rente,
- les contrats en unités de compte avec une garantie plancher significative.

5.14.1.3 COMPTABILISATION

Les pratiques comptables existantes en France et relatives aux contrats d'assurance (règlement CRC 2000-05) sont maintenues, à l'exception des provisions d'égalisation et sous réserve que les provisions ainsi déterminées soient conformes au test d'adéquation des passifs prescrit par les normes internationales.

Contrats d'assurance non-vie

La provision pour cotisations non acquises constate la part des cotisations se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance du contrat, ou à défaut son terme. Elle est calculée prorata temporis en incluant les frais d'échéance et de fractionnement dans la valeur portefeuille.

Les provisions pour sinistres à payer représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, relatives au règlement des sinistres survenus et non payés, déclarés ou non, y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mis à la charge de l'entreprise. Les provisions pour sinistres à payer sont calculées dossier par dossier ou par méthodes statistiques, et récapitulées par exercice de survenance et par catégorie. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé et augmentées d'une provision pour frais de gestion, déterminée en fonction des taux de frais réellement observés.

Les provisions d'égalisation constatées en application des réglementations locales pour faire face à des risques caractérisés par une faible fréquence et un coût unitaire élevé ou à un risque macroéconomique sont éliminées dans les comptes consolidés. Toutefois, certaines provisions d'égalisation sont constituées au titre de contrats dont les dispositions prévoient qu'elles reviennent au souscripteur en cas de résiliation ou de transfert. Ces provisions constituent à ce titre un engagement et sont en conséquence reclassées en «Provision pour participation aux bénéfices et excédents».

Les autres provisions techniques se composent des provisions suivantes :

- provisions mathématiques de rentes : ces provisions représentent la valeur actuelle des engagements de l'entreprise afférents aux rentes dommages et rentes contractuelles. Elles sont calculées en utilisant les tables considérées comme adéquates localement et les taux techniques au plus égaux au taux de rendement prévisionnel prudemment estimés des actifs affectés à leur représentation,
- provisions pour risques en cours : ces provisions sont destinées à couvrir les sinistres et frais de gestion afférents qui excèdent la fraction de primes reportées nettes des frais d'acquisition correspondants. Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chaque branche au cours des exercices N et N-1,
- provisions pour risques croissants : ces provisions sont constituées en assurance maladie et invalidité lorsque les risques croissent avec l'âge de l'assuré et sont couverts par des primes constantes.

Contrats d'assurance-vie

Les provisions mathématiques représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris respectivement par l'assureur et par l'assuré en tenant compte des probabilités de réalisation de ces engagements.

Pour les contrats en euros, elles sont égales à la valeur acquise de l'épargne, compte tenu des versements et des retraits effectués par le souscripteur.

Pour les contrats en unités de compte, les provisions mathématiques sont évaluées sur la base de la valeur vénale des actifs servant à ces contrats à chaque clôture.

Les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de ces derniers sont portés au compte de résultat, afin de neutraliser l'impact de la variation des provisions techniques. La provision globale de gestion est dotée afin de couvrir les charges futures de gestion des contrats, non couvertes par ailleurs. Elle est calculée, conformément à l'article 31 quinquies GC du Code Général des Impôts, par différence entre les charges futures de gestion et les ressources futures probables, liées à chaque ensemble homogène de contrats existant à cette date.

Les provisions pour participation aux bénéfices concernent les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire. Elle regroupe une provision pour participation aux bénéfices exigible et une provision pour participation aux bénéfices différée.

La provision pour participation aux bénéfices exigible représente le montant des fonds définitivement attribué aux bénéficiaires de contrats lorsque ces fonds, non encore crédités individuellement, ne sont pas payables immédiatement après la liquidation de l'exercice qui les a produit. Elle est comptabilisée dans les comptes individuels et maintenue dans les comptes consolidés.

La provision pour participation aux bénéfices différée traduit l'impact, pour l'évaluation des passifs, des retraitements de consolidation, et notamment la mise en juste valeur des placements. Elle est comptabilisée dans les comptes consolidés, en maintenant les principes existants en normes françaises (règlement CRC 2000-05). Les taux de participation utilisés correspondent aux taux contractuels attachés à chacun des portefeuilles concernés (en pratique 95% ou 100%).

La provision pour participation aux bénéfices différée est comptabilisée en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation selon les modalités de comptabilisation du sous-jacent. Au bilan, elle figure :

- au passif, si elle est assise sur une différence de base positive nette (valeur d'actif des comptes consolidés supérieure à celle retenue dans les comptes individuels),
- à l'actif, dans le cas opposé. Les participations différées actives donnent lieu à un test de recouvrabilité et seules les participations considérées comme recouvrables sont maintenues à l'actif du bilan.

Les participations différées actives et passives ne peuvent se compenser que lorsqu'elles résultent de différences positives et négatives de nature et d'échéance similaires, et dans les limites de la mutualisation des résultats financiers imposées par les contrats, notamment l'existence d'actifs cantonnés.

Test d'adéquation des passifs

Un test d'adéquation des passifs est effectué à chaque arrêté comptable par chacune des entités consolidées. Ce test permet de vérifier que les passifs d'assurance vie et non-vie sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance. Les flux de trésorerie futurs prennent en compte les garanties et options attachées à chacun des contrats. Le cas échéant, et pour les besoins de ce test, les passifs d'assurance sont diminués des coûts d'acquisition reportés et des valeurs de portefeuille constatées lors de regroupement d'entreprises ou de transferts de contrats s'y rapportant. En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

5.14.1.4. SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un contrat hôte entrant dans la catégorie des contrats d'assurance sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- leur valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises...),
- l'investissement initial est nul ou faible en comparaison de sa volatilité potentielle, et fera l'objet de règlements dans le futur.

Cependant, certains dérivés incorporés répondant à la définition de contrat d'assurance ou correspondant à des options de rachat pour un montant défini ne sont pas évalués séparément du contrat hôte conformément à la norme IFRS 4. Les dérivés incorporés séparés sur contrats sont classés dans la catégorie des instruments financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat. Au sein du groupe Macif, aucun dérivé incorporé dans les contrats d'assurance n'a fait l'objet d'une comptabilisation séparée.

5.14.2 Contrats financiers avec participation discrétionnaire

5.14.2.1. DÉFINITION

Selon la norme IFRS 4, la participation aux bénéfices discrétionnaire correspond au droit contractuel qu'a le titulaire d'un contrat de recevoir, en tant que supplément aux prestations garanties, des prestations complémentaires :

- qui devraient probablement représenter une part significative des bénéfices contractuels,
- dont le montant ou l'échéance est contractuellement à la discrétion de l'émetteur,
- qui sont contractuellement fondés sur la performance d'un ensemble défini de contrats ou d'un type de contrats déterminé, les rendements des placements réalisés et/ou latents d'un portefeuille d'actifs déterminés détenus par l'émetteur ou le résultat de la société, d'un fonds ou d'une autre entité qui émet le contrat.

L'élément de participation discrétionnaire repose sur les clauses contractuelles de participation aux bénéficiaires, mais aussi sur les dispositions réglementaires applicables localement.

5.14.2.2. PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, sont classés comme contrats financiers avec participation discrétionnaire :

- les contrats à prime unique,
- les contrats d'épargne retraite collective en euros.

5.14.2.3. COMPTABILISATION

Les contrats financiers avec participation discrétionnaire relevant de la norme IFRS 4 sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles que les contrats d'assurance, y compris pour les dérivés incorporés (Cf. supra). En revanche, les passifs de ces contrats sont présentés dans une ligne spécifique au bilan.

5.14.3 Contrats financiers sans participation discrétionnaire

5.14.3.1 DÉFINITION

Les contrats sans risque d'assurance significatif et sans participation aux bénéficiaires discrétionnaire sont considérés comme des contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

5.14.3.2 PRINCIPAUX CONTRATS

Au sein du groupe Macif, il n'a pas été recensé, à ce jour, de contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

5.14.4 Comptabilité reflet ou «shadow accounting»

Le groupe Macif n'a pas retenu l'option shadow accounting définie selon la norme IFRS 4.

5.15 REASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CESSIONS EN REASSURANCE

CLASSIFICATION

Les traités de réassurance qui prévoient un transfert de risque significatif sont considérés comme des contrats d'assurance relevant de la norme IFRS 4. À défaut, ils sont considérés comme des traités de réassurance financière relevant de la norme IAS 39. Au sein du groupe Macif, tous les contrats de réassurance (acceptations ou cessions) comportent un transfert de risque d'assurance significatif. Ils relèvent tous de la norme IFRS 4.

COMPTABILISATION

Les acceptations en réassurance sont comptabilisées affaire par affaire sur la base des résultats de l'année, réels ou estimés. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes, majorés le cas échéant de compléments. Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités. La part des cessionnaires dans les provisions techniques est évaluée de la même façon que les provisions techniques

apparaissant au passif. Les dépôts espèces reçus des réassureurs sont comptabilisés en dettes au passif. Les titres remis en nantissement par les réassureurs sont inscrits en « Engagements reçus » et évalués au cours de bourse. Ils sont pris en compte dans le test de dépréciation des actifs de réassurance, après déduction des coûts de mise en oeuvre de la garantie.

5.16 DETTES DE FINANCEMENT

Les dettes de financement comprennent :

- les passifs subordonnés,
- les dettes de financement représentées par des titres,
- les dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire,
- les autres dettes de financement.

À l'émission, les dettes de financement sont enregistrées selon la méthode du coût amorti. Cette méthode consiste à amortir par le résultat toutes les différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement par l'usage du taux effectif (appelée méthode du taux effectif). Les coûts directement attribuables à l'émission (commission, honoraires...) sont inclus dans l'évaluation initiale de la dette.

Les dettes de financement sont décomptabilisées lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrive à expiration. Pour le groupe Macif, tous les passifs subordonnés sont classés en dettes de financement.

Les dettes relatives aux engagements de crédit bail immobilier correspondent au capital restant dû au titre des contrats ainsi qu'au coût de l'éventuelle levée de l'option d'achat. Au sein du groupe Macif, cela concerne un seul contrat portant sur le financement d'un immeuble à Paris.

5.17 PRIMES

Les primes sont comptabilisées à la date de prise d'effet de la garantie, cette date constituant le fait générateur de leur comptabilisation. Elles correspondent aux primes émises hors taxes, brutes de réassurance, nettes d'annulations, de réductions et de ristournes. Elles comprennent une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date de clôture.

5.18 SINISTRES

Les sinistres comprennent les sinistres réglés durant l'exercice, relatifs à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs nets des recours encaissés et les frais de règlement des sinistres.

5.19 FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion liés à l'activité d'assurance sont initialement comptabilisés par nature puis répartis, selon une périodicité mensuelle, aux comptes de frais par destination du compte de résultat :

- frais de règlement des sinistres – compris dans la charge de sinistres sur la ligne «Charges des prestations des contrats»,
- frais d'acquisition – ligne «Frais d'acquisition des contrats»,
- frais d'administration - ligne «Frais d'administration»,
- autres charges techniques - ligne «Autres produits d'exploitation nets de charges»,
- autres charges non techniques - ligne «Autres produits et charges opérationnels courants»,
- charges de placements - incluses dans le résultat financier sur la ligne «Charges des placements».

L'affectation des frais de gestion aux destinations s'effectue soit directement, soit sur la base de clefs de répartition fondées sur des critères quantitatifs objectifs, appropriés et contrôlables directement liés à la nature des charges.

5.20 RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

L'agrégat «Résultat opérationnel courant» du compte de résultat n'inclut pas les charges ou produits de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel et particulièrement significatif. Ces derniers sont classés en « Autres produits et charges opérationnels ».

5.21 CHARGE DE FINANCEMENT

La charge de financement comprend :

- les intérêts sur découverts bancaires et emprunts à court terme et à long terme,
- l'amortissement des primes d'émission ou de remboursement relatives aux emprunts,
- l'amortissement des coûts accessoires encourus pour la mise en place des emprunts,
- les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère, dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêt.

5.22 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les événements postérieurs à la date de clôture sont ceux survenus entre la date de clôture et la date d'établissement des états financiers.

Lorsque l'événement est lié à des conditions existantes à la date de clôture, il conduit à un ajustement des états financiers.

Lorsque l'événement n'est pas lié à des conditions existantes à la date de clôture, il fait l'objet d'une information en annexe si cette information est jugée significative et pertinente.

6. Comparabilité des comptes

6.1 CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES ET DE MODALITES D'ESTIMATION

Aucun changement de méthodes comptables ou de modalités d'estimation n'est intervenu au cours du premier semestre 2011.

6.2 CHANGEMENTS DE PRESENTATION COMPTABLE

COMPTES SECTORIELS

Jusqu'au 30 juin 2010, les opérations intersectorielles du compte de résultat faisaient l'objet d'une présentation en colonne.

Au 30 juin 2011, les opérations intersectorielles sont désormais directement imputées sur les lignes concernées au compte de résultat. Cela permet :

- de recouper les comptes sectoriels avec les contributions présentées dans certains détails de comptes de l'annexe,
- de préciser la contribution de chaque secteur au résultat net consolidé du Groupe.

6.3 CHANGEMENTS LIES AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PERIMETRE

Les impacts liés aux variations de périmètre sont détaillés dans la note 3.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

7. Notes complémentaires sur les comptes

7.1 ACTIFS INCORPORELS

DÉTAIL DES ACTIFS INCORPORELS

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|---|----------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| | Brut | Dépréc. | Net | Brut | Dépréc. | Net |
| Ecarts d'acquisition | 83 282 | -64 139 | 19 143 | 83 282 | -64 139 | 19 143 |
| Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 191 092 | -94 264 | 96 828 | 177 422 | -83 419 | 94 003 |
| TOTAL | 274 374 | -158 403 | 115 971 | 260 704 | -147 558 | 113 146 |

ÉCARTS D'ACQUISITION – VARIATION

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|-----------------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| | Brut | Dépréc. | Net | Brut | Dépréc. | Net |
| Ouverture | 83 282 | -64 139 | 19 143 | 82 154 | -60 371 | 21 783 |
| Augmentation | | | | 1 128 | -3 768 | -2 640 |
| Diminution | | | | | | |
| CLOTURE | 83 282 | -64 139 | 19 143 | 83 282 | -64 139 | 19 143 |

ÉCARTS D'ACQUISITION - DÉTAIL PAR SOCIÉTÉ

| (en milliers d'euros) | Ouverture | | | Variations | | Clôture Net |
|-----------------------|---------------|----------------|---------------|------------|---------|---------------|
| | Brut | Dépréc. | Net | Brut | Dépréc. | |
| Macifilia | 60 371 | -60 371 | | | | |
| Mutavie | 18 428 | | 18 428 | | | 18 428 |
| Macif Portugal | 3 768 | -3 768 | | | | |
| Autres entités | 715 | | 715 | | | 715 |
| TOTAL | 83 282 | -64 139 | 19 143 | | | 19 143 |

Les écarts d'acquisition se rapportent aux opérations suivantes :

- **Macifilia** : la société Cornhill France est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe le 1er juillet 2004. À cette date, un écart d'acquisition avait été constaté dans les comptes consolidés à hauteur de 66 775 K€ Au 1er janvier 2006, lors de la transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition a été repris à la valeur nette comptable soit 56 759 K€ En 2006, la participation dans le capital de la société Macifilia Participations a été portée de 80% à 100% par rachat de titres. Cette opération a généré un écart d'acquisition complémentaire de 3 612 K€ porté à l'actif. Ces écarts d'acquisition sont désormais rattachés à la société Macifilia, les entités Cornhill France et Macifilia Participations ayant été absorbées. Ils représentent un montant brut total de 60 371 K€
- **Mutavie** : à la fin du mois de décembre 2004, le groupe Macif a acquis une fraction complémentaire du capital de Mutavie. Cette opération a généré un écart d'acquisition de 20 017 K€ A l'ouverture de l'exercice 2006, date de transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition s'élevait à 18 015 K€ en valeur nette comptable. Au 30 juin 2011, le montant total de l'écart d'acquisition s'élève à 18 428 K€ en valeur nette comptable,
- **Macif Portugal** : La société Macif Portugal est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe le 1er juillet 2009. Un écart d'acquisition a été comptabilisé à hauteur de 3 768 K€ et déprécié à 100% suite au test de dépréciation de 2010.

En application des principes comptables présentés au paragraphe 4.3 - Regroupements d'entreprises, le groupe Macif a soumis ses écarts d'acquisition à des tests de dépréciation. Ces tests consistent à comparer la valeur comptable nette des actifs des UGT à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée à partir de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés (méthode ayant prévalu lors des opérations d'acquisition), après ajustement aux nouvelles conditions de marché :

- des business plans des entités concernées,
- des hypothèses de calcul.

Au 30 juin 2011, sur la base des valorisations obtenues, aucune dépréciation complémentaire n'a dû être constatée.

PORTEFEUILLES DE CONTRATS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

Aucune valeur de portefeuille ne figure à l'actif du bilan consolidé.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles regroupent principalement les licences des logiciels et les développements informatiques immobilisés.

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|-----------------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|
| | Brut | Dépréc. | Net | Brut | Dépréc. | Net |
| Ouverture | 177 422 | -83 419 | 94 003 | 153 631 | -62 810 | 90 821 |
| Augmentation | 25 061 | -11 049 | 14 012 | 34 277 | -20 944 | 13 333 |
| Diminution | -11 391 | 204 | -11 187 | -10 486 | 335 | -10 151 |
| Autres mouvements | | | | | | |
| CLOTURE | 191 092 | -94 264 | 96 828 | 177 422 | -83 419 | 94 003 |

Les autres immobilisations incorporelles sont présentées ci-dessous par nature :

| (en milliers d'euros) | Ouverture | | | Variations | | Clôture |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| | Brut | Dépréc. | Net | Brut | Dépréc. | |
| Droit au bail | 7 206 | -1 727 | 5 479 | -33 | -155 | 5 291 |
| Logiciels | 132 424 | -79 924 | 52 500 | 16 271 | -10 590 | 58 181 |
| <i>Logiciels développés en interne</i> | 66 046 | -32 324 | 33 722 | 11 287 | -4 098 | 40 911 |
| <i>Autres logiciels</i> | 66 378 | -47 600 | 18 778 | 4 984 | -6 492 | 17 270 |
| Autres | 37 792 | -1 768 | 36 024 | -2 568 | -100 | 33 356 |
| TOTAL | 177 422 | -83 419 | 94 003 | 13 670 | -10 845 | 96 828 |

La rubrique «Autres» rassemble principalement les avances et acomptes sur immobilisations incorporelles.

7.2 PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC

SYNTHÈSE

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| (en milliers d'euros) | | |
| Actifs évalués à la juste valeur | 22 063 880 | 21 813 488 |
| Actifs évalués au coût amorti | 129 370 | 127 265 |
| TOTAL | 22 193 250 | 21 940 753 |

PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE – AU 30 JUIN 2011

| | Coût amorti brut | Dépréciat° | 30 juin 11 Coût amorti net | Réévaluat° | Juste valeur |
|---|-------------------|-----------------|-------------------------------|----------------|-------------------|
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | | | | | |
| Actions | 537 798 | -47 189 | 490 609 | 366 360 | 856 969 |
| Obligations | 18 058 351 | -29 035 | 18 029 316 | 146 339 | 18 175 655 |
| Opcvm | 1 680 048 | -210 092 | 1 469 956 | 88 790 | 1 558 746 |
| Autres | 1 491 | | 1 491 | 321 | 1 812 |
| Sous-total | 20 277 688 | -286 316 | 19 991 372 | 601 810 | 20 593 182 |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | | | | | |
| Actions | | | | | |
| Obligations | | | | | |
| Opcvm | 56 635 | | 56 635 | 1 467 | 58 102 |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | 56 635 | | 56 635 | 1 467 | 58 102 |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | | | | | |
| Actions | | | | | |
| Obligations | 346 870 | | 346 870 | -52 428 | 294 442 |
| Opcvm | 823 963 | | 823 963 | 294 191 | 1 118 154 |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | 1 170 833 | | 1 170 833 | 241 763 | 1 412 596 |
| Prêts | 138 040 | -11 382 | 126 658 | 2 712 | 129 370 |
| TOTAL (hors UC et immeubles) | 21 643 196 | -297 698 | 21 345 498 | 847 752 | 22 193 250 |
| Actions | 537 798 | -47 189 | 490 609 | 366 360 | 856 969 |
| Obligations | 18 405 221 | -29 035 | 18 376 186 | 93 911 | 18 470 097 |
| Opcvm | 2 560 646 | -210 092 | 2 350 554 | 384 448 | 2 735 002 |
| Prêts | 138 040 | -11 382 | 126 658 | 2 712 | 129 370 |
| Autres | 1 491 | | 1 491 | 321 | 1 812 |
| TOTAL (hors UC et immeubles) | 21 643 196 | -297 698 | 21 345 498 | 847 752 | 22 193 250 |

Les obligations AFS intègrent des titres mis en pension pour 390 679 K€ en valeur de marché. En contrepartie de la trésorerie générée par cette mise en pension d'obligations, un emprunt est comptabilisé sur la ligne « Autres dettes de financement ».

PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE – AU 31 DÉCEMBRE 2010

| | 31 déc 10 | | | | |
|---|---------------------|-----------------|--------------------|----------------|-------------------|
| | Coût amorti brut | Dépréciat° | Coût amorti net | Réévaluat° | Juste valeur |
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | | | | | |
| Actions | 438 630 | -46 740 | 391 890 | 302 596 | 694 486 |
| Obligations | 17 932 895 | -12 924 | 17 919 971 | 424 312 | 18 344 283 |
| Opcvm | 1 591 391 | -223 794 | 1 367 597 | 99 502 | 1 467 099 |
| Autres | 1 491 | | 1 491 | 354 | 1 845 |
| Sous-total | 19 964 407 | -283 458 | 19 680 949 | 826 764 | 20 507 713 |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | | | | | |
| Actions | | | | | |
| Obligations | | | | | |
| Opcvm | | | | | |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | | | | | |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | | | | | |
| Actions | | | | | |
| Obligations | 368 252 | | 368 252 | -63 615 | 304 637 |
| Opcvm | 790 341 | | 790 341 | 210 797 | 1 001 138 |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | 1 158 593 | | 1 158 593 | 147 182 | 1 305 775 |
| Prêts | 135 935 | -11 382 | 124 553 | 2 712 | 127 265 |
| TOTAL (hors UC et immeubles) | 21 258 935 | -294 840 | 20 964 095 | 976 658 | 21 940 753 |
| Actions | 438 630 | -46 740 | 391 890 | 302 596 | 694 486 |
| Obligations | 18 301 147 | -12 924 | 18 288 223 | 360 697 | 18 648 920 |
| Opcvm | 2 381 732 | -223 794 | 2 157 938 | 310 299 | 2 468 237 |
| Prêts | 135 935 | -11 382 | 124 553 | 2 712 | 127 265 |
| Autres | 1 491 | | 1 491 | 354 | 1 845 |
| TOTAL (hors UC et immeubles) | 21 258 935 | -294 840 | 20 964 095 | 976 658 | 21 940 753 |

ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS – AU 30 JUIN 2011

| | 30 juin 11 | | | | | |
|--------------------------------------|-------------------|---------------|------------------|----------------------|----------------|-------------------|
| | AFS | Trading | FVO | Prêts et créances | Coût amorti | TOTAL |
| (en milliers d'euros) | | | | | | |
| Ouverture | 20 507 713 | | 1 305 775 | 127 265 | | 21 940 753 |
| Acquisitions | 1 569 642 | | 79 | 29 828 | | 1 599 549 |
| Cessions | -1 251 129 | | -15 000 | -29 414 | | -1 295 543 |
| Variations de Juste Valeur | -228 131 | 1 467 | 93 807 | -17 | | -132 874 |
| Dépréciations | -19 136 | | | | | -19 136 |
| Reprises aux amort. et dépréciations | 16 272 | | | | | 16 272 |
| Variations de périmètre | 314 | | | | | 314 |
| Autres mouvements | -2 363 | 56 635 | 27 935 | 1 708 | | 83 915 |
| CLOTURE | 20 593 182 | 58 102 | 1 412 596 | 129 370 | | 22 193 250 |

ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS – AU 31 DÉCEMBRE 2010

| | 31 déc 10 | | | | | |
|--------------------------------------|-------------------|---------|------------------|----------------------|----------------|-------------------|
| | AFS | Trading | FVO | Prêts et créances | Coût amorti | TOTAL |
| (en milliers d'euros) | | | | | | |
| Ouverture | 18 267 592 | 25 049 | 1 134 230 | 92 883 | | 19 519 754 |
| Acquisitions | 4 377 593 | | 25 072 | 96 872 | | 4 499 537 |
| Cessions | -2 212 583 | | -37 186 | -80 582 | | -2 330 351 |
| Variations de Juste Valeur | 17 024 | | 1 459 | -331 | | 18 152 |
| Dépréciations | -14 872 | | | -1 050 | | -15 922 |
| Reprises aux amort. et dépréciations | 56 863 | | | -9 | | 56 854 |
| Variations de périmètre | | | | | | |
| Autres mouvements | 16 096 | -25 049 | 182 200 | 19 482 | | 192 729 |
| CLOTURE | 20 507 713 | | 1 305 775 | 127 265 | | 21 940 753 |

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR – AU 30 JUIN 2011

| | 30 juin 11 | | | | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|----------------|----------------|-------------------|
| | 1 | Niveaux 2 | 3 | Coût amorti | |
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | 18 689 479 | 1 319 413 | 584 290 | | 20 593 182 |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | 58 102 | | | | 58 102 |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | 1 178 587 | 234 009 | | | 1 412 596 |
| Prêts | | | | 129 370 | 129 370 |
| TOTAL | 19 926 168 | 1 553 422 | 584 290 | 129 370 | 22 193 250 |
| Actions | 596 094 | | 260 875 | | 856 969 |
| Obligations | 17 195 291 | 1 177 010 | 97 796 | | 18 470 097 |
| Opcvm | 2 132 971 | 376 412 | 225 619 | | 2 735 002 |
| Autres | 1 812 | | | | 1 812 |
| Prêts | | | | 129 370 | 129 370 |
| TOTAL | 19 926 168 | 1 553 422 | 584 290 | 129 370 | 22 193 250 |

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR – AU 31 DECEMBRE 2010

| | 31 déc 10 | | | | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|----------------|----------------|-------------------|
| | 1 | Niveaux 2 | 3 | Coût amorti | |
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | 18 941 574 | 1 056 525 | 509 613 | 1 | 20 507 713 |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | | | | | |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | 1 068 786 | 236 989 | | | 1 305 775 |
| Prêts | | | | 127 265 | 127 265 |
| TOTAL | 20 010 360 | 1 293 514 | 509 613 | 127 266 | 21 940 753 |
| Actions | 454 334 | | 240 151 | 1 | 694 486 |
| Obligations | 17 412 494 | 1 181 600 | 54 826 | | 18 648 920 |
| Opcvm | 2 141 690 | 111 912 | 214 635 | | 2 468 237 |
| Autres | 1 842 | 2 | 1 | | 1 845 |
| Prêts | | | | 127 265 | 127 265 |
| TOTAL | 20 010 360 | 1 293 514 | 509 613 | 127 266 | 21 940 753 |

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR - ANALYSE DES MOUVEMENTS

| | 30 juin 11 | | | | |
|-------------------------|-------------------|------------------|----------------|----------------|-------------------|
| | 1 | Niveaux 2 | 3 | Coût amorti | TOTAL |
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Ouverture | 20 010 360 | 1 293 514 | 509 613 | 127 266 | 21 940 753 |
| Augmentation | 6 653 517 | 107 234 | 2 274 703 | 29 873 | 9 065 326 |
| Diminution | -5 773 987 | -67 039 | -2 258 041 | -29 421 | -8 128 488 |
| Transfert | -252 810 | 206 298 | 46 512 | | 0 |
| Variations de périmètre | -236 970 | 13 415 | 11 503 | -17 | -212 068 |
| Autres mouvements | -473 942 | | | 1 669 | -472 273 |
| CLOTURE | 19 926 168 | 1 553 422 | 584 290 | 129 370 | 22 193 250 |

VARIATION DES DEPRECIATIONS DES PLACEMENTS FINANCIERS

| | 30 juin 11 | | 31 déc 10 | |
|---|-----------------------|----------------|-----------|----------------|
| | (en milliers d'euros) | | | |
| Ouverture | | 294 840 | | 335 711 |
| Dépréciations | | 19 136 | | 15 922 |
| Reprises suite à cessions ou remboursements | | -16 278 | | -59 830 |
| Reprises suite à revalorisation | | | | 2 976 |
| Autres mouvements | | | | 61 |
| CLOTURE | | 297 698 | | 294 840 |

DEPRECIATIONS PAR NATURE DE PLACEMENTS FINANCIERS – AU 30 JUIN 2011

| | 30 juin 11 | | | | |
|--------------------------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | Actions | Obligations | OPCVM | Prêts | TOTAL |
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Ouverture | 46 740 | 12 924 | 223 794 | 11 382 | 294 840 |
| Dépréciations | 793 | 16 264 | 2 073 | 6 | 19 136 |
| Reprises aux amort. et dépréciations | -344 | -153 | -15 775 | -6 | -16 278 |
| Variations de périmètre | | | | | |
| Autres mouvements | | | | | |
| CLOTURE | 47 189 | 29 035 | 210 092 | 11 382 | 297 698 |

DEPRECIATIONS PAR NATURE DE PLACEMENTS FINANCIERS – AU 31 DECEMBRE 2010

| | 31 déc 10 | | | | |
|--------------------------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | Actions | Obligations | OPCVM | Prêts | TOTAL |
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Ouverture | 55 068 | 13 290 | 257 475 | 9 878 | 335 711 |
| Dépréciations | 8 147 | 3 581 | 2 690 | 1 504 | 15 922 |
| Reprises aux amort. et dépréciations | -16 475 | -3 947 | -36 432 | | -56 854 |
| Variations de périmètre | | | | | |
| Autres mouvements | | | 61 | | 61 |
| CLOTURE | 46 740 | 12 924 | 223 794 | 11 382 | 294 840 |

EVOLUTION DU RISQUE SOUVERAIN

Le tableau ci-dessous détaille l'exposition du groupe Macif au risque de crédit souverain des pays de la zone Euro. Les titres d'emprunts d'Etat représentent 30,1% de la valeur au bilan des placements financiers des entreprises d'assurance. La part des pays périphériques ressort à 5%.

| (en milliers d'euros) | Valeur brute | Correction de valeur | Valeur nette comptable | Réévaluation | Valeur au bilan | % Placements financiers |
|------------------------------------|-------------------|----------------------|------------------------|-----------------|-------------------|-------------------------|
| France | 4 914 238 | -32 425 | 4 881 813 | 38 289 | 4 920 102 | 22,2% |
| Allemagne | 262 447 | -12 774 | 249 673 | 4 444 | 254 117 | 1,1% |
| Autriche | 104 843 | -6 | 104 838 | 7 357 | 112 194 | 0,5% |
| Belgique | 140 492 | -3 131 | 137 362 | 650 | 138 011 | 0,6% |
| Pays-Bas | 162 550 | -9 854 | 152 696 | 3 466 | 156 162 | 0,7% |
| Sous-total | 5 584 570 | -58 189 | 5 526 382 | 54 206 | 5 580 587 | 25,1% |
| Grèce | 75 681 | -16 758 | 58 923 | -3 917 | 55 006 | 0,2% |
| Italie | 457 132 | -20 316 | 436 816 | -1 162 | 435 654 | 2,0% |
| Portugal | 302 961 | 391 | 303 352 | -100 517 | 202 836 | 0,9% |
| Espagne | 226 424 | -11 335 | 215 089 | -3 124 | 211 965 | 1,0% |
| Irlande | 285 328 | 1 299 | 286 628 | -90 429 | 196 198 | 0,9% |
| Sous-total | 1 347 527 | -46 719 | 1 300 808 | -199 149 | 1 101 659 | 5,0% |
| Dettes souveraines | 6 932 098 | -104 908 | 6 827 190 | -144 943 | 6 682 247 | 30,1% |
| TOTAL Placements financiers | 21 643 196 | -297 698 | 21 345 498 | 847 752 | 22 193 250 | |
| % | 32,0% | 35,2% | 32,0% | -17,1% | 30,1% | |

Pour les pays périphériques, les emprunts d'Etat en portefeuille arriveront à échéance comme suit :

| (en milliers d'euros et %) | Échéance 2012 | Échéance 2014 | Échéance 2016 | Échéance 2018 | Échéance 2020 | Autres | Total |
|------------------------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|------------------|
| Grèce | 23 904 | 28 381 | | | | 2 721 | 55 006 |
| Italie | 125 265 | 88 960 | 70 650 | 145 747 | 5 032 | | 435 654 |
| Portugal | 9 632 | | 8 237 | 105 129 | 79 837 | | 202 836 |
| Espagne | 25 383 | 111 469 | 15 313 | 31 398 | 14 287 | 14 114 | 211 965 |
| Irlande | | | | 29 606 | 166 592 | | 196 198 |
| Total au 30 juin 2011 | 184 184 | 228 811 | 94 201 | 311 881 | 265 748 | 16 835 | 1 101 659 |
| Grèce | 43% | 52% | | | | 5% | 100,0% |
| Italie | 29% | 20% | 16% | 33% | 1% | | 100,0% |
| Portugal | 5% | | 4% | 52% | 39% | | 100,0% |
| Espagne | 12% | 53% | 7% | 15% | 7% | 7% | 100,0% |
| Irlande | | | | 15% | 85% | | 100,0% |
| Total au 30 juin 2011 | 17% | 21% | 9% | 28% | 24% | 2% | 100% |

7.3 PLACEMENTS FINANCIERS EN UC

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|-----------------------|----------------|----------------|
| Actions | | |
| Obligations | | |
| Parts d'OPCVM | 146 546 | 139 417 |
| Autres | | |
| TOTAL | 146 546 | 139 417 |

Les placements financiers en Unités de Compte sont valorisés à la juste valeur.

7.4 EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES**SYNTHÈSE**

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|--|----------------|----------------|
| Emplois des activités du secteur bancaire | | |
| Actifs évalués à la juste valeur | | |
| Actifs évalués au coût amorti | | |
| Sous-total | | |
| Placements des autres activités | | |
| Actifs évalués à la juste valeur | 25 012 | 24 852 |
| Actifs évalués au coût amorti | 142 124 | 145 643 |
| Sous-total | 167 136 | 170 495 |
| TOTAL | 167 136 | 170 495 |

Le périmètre de consolidation du groupe Macif au 30 juin 2011 ne comporte pas de société ayant une activité bancaire et dans laquelle le Groupe exerce un contrôle exclusif ou conjoint. De ce fait, le poste « Emplois des activités du secteur bancaire » n'est pas mouvementé.

PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS PAR CATÉGORIE – AU 30 JUIN 2011

| | Coût amorti brut | Dépréciat° | 30 juin 11 Coût amorti net | Réévaluat° | Juste valeur |
|---|---------------------|----------------|----------------------------------|------------|-----------------|
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | | | | | |
| Actions | 20 143 | -5 509 | 14 634 | 196 | 14 830 |
| Obligations | 11 880 | -1 932 | 9 948 | 202 | 10 150 |
| Opcvm | | | | | |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | 32 023 | -7 441 | 24 582 | 398 | 24 980 |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | | | | | |
| Actions | | | | | |
| Obligations | | | | | |
| Opcvm | 23 | | 23 | 9 | 32 |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | 23 | | 23 | 9 | 32 |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | | | | | |
| Actions | | | | | |
| Obligations | | | | | |
| Opcvm | | | | | |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | | | | | |
| Dérivés | | | | | |
| Prêts | 13 681 | -1 216 | 12 465 | | 12 465 |
| Immeubles de placement | 208 358 | -78 699 | 129 659 | | 129 659 |
| TOTAL | 254 085 | -87 356 | 166 729 | 407 | 167 136 |
| Actions | 20 143 | -5 509 | 14 634 | 196 | 14 830 |
| Obligations | 11 880 | -1 932 | 9 948 | 202 | 10 150 |
| Opcvm | 23 | | 23 | 9 | 32 |
| Autres | | | | | |
| Dérivés | | | | | |
| Prêts | 13 681 | -1 216 | 12 465 | | 12 465 |
| Immeubles de placement | 208 358 | -78 699 | 129 659 | | 129 659 |
| TOTAL | 254 085 | -87 356 | 166 729 | 407 | 167 136 |

PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS PAR CATÉGORIE – AU 31 DÉCEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | Coût amorti brut | Dépréciat° | 31 déc 10 Coût amorti net | Réévaluat° | Juste valeur |
|---|---------------------|----------------|---------------------------------|---------------|-----------------|
| Actifs disponibles à la vente (AFS) | | | | | |
| Actions | 19 452 | -2 461 | 16 991 | -2 167 | 14 824 |
| Obligations | 12 148 | -2 239 | 9 909 | 119 | 10 028 |
| Opcvm | | | | | |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | 31 600 | -4 700 | 26 900 | -2 048 | 24 852 |
| Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING) | | | | | |
| Actions | | | | | |
| Obligations | | | | | |
| Opcvm | | | | | |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | | | | | |
| Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) | | | | | |
| Actions | | | | | |
| Obligations | | | | | |
| Opcvm | | | | | |
| Autres | | | | | |
| Sous-total | | | | | |
| Dérivés | | | | | |
| Prêts | 14 430 | -259 | 14 171 | | 14 171 |
| Immeubles de placement | 182 964 | -51 492 | 131 472 | | 131 472 |
| TOTAL | 228 994 | -56 451 | 172 543 | -2 048 | 170 495 |
| Actions | 19 452 | -2 461 | 16 991 | -2 167 | 14 824 |
| Obligations | 12 148 | -2 239 | 9 909 | 119 | 10 028 |
| Opcvm | | | | | |
| Autres | | | | | |
| Dérivés | | | | | |
| Prêts | 14 430 | -259 | 14 171 | | 14 171 |
| Immeubles de placement | 182 964 | -51 492 | 131 472 | | 131 472 |
| TOTAL | 228 994 | -56 451 | 172 543 | -2 048 | 170 495 |

PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITÉS – SYNTHÈSE

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|---------------------------------|----------------|----------------|
| (en milliers d'euros) | | |
| Valeur brute | 208 358 | 182 964 |
| Amortissements et dépréciations | -78 699 | -51 492 |
| Valeur nette comptable | 129 659 | 131 472 |
| Valeur de marché | 231 208 | 227 683 |
| Ecart | 101 549 | 96 211 |

PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITÉS – MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Brut | Dépréc. | Net | Brut | Dépréc. | Net |
| Ouverture | 182 964 | -51 492 | 131 472 | 205 415 | -71 742 | 133 673 |
| Augmentation | 29 473 | -17 500 | 11 973 | 2 150 | -13 807 | -11 657 |
| Diminution | -15 215 | 1 429 | -13 786 | -13 466 | 22 922 | 9 456 |
| Autres mouvements | 11 136 | -11 136 | | -11 135 | 11 135 | |
| CLOTURE | 208 358 | -78 699 | 129 659 | 182 964 | -51 492 | 131 472 |

DÉPRÉCIATIONS DES PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|---|------------------------|-----------------------|----------------|------------------------|-----------------------|----------------|
| | Placements immobiliers | Placements financiers | Total | Placements immobiliers | Placements financiers | Total |
| Ouverture | -51 492 | -4 959 | -56 451 | -71 742 | -4 736 | -76 478 |
| Dotations aux amortissements | -17 500 | | -17 500 | -13 807 | | -13 807 |
| Dépréciations | | -4 006 | -4 006 | | -564 | -564 |
| Reprises suite à cessions ou remboursements | 1 429 | | 1 429 | 22 922 | | 22 922 |
| Reprises suite à revalorisation | | 308 | 308 | | 341 | 341 |
| Autres mouvements | -11 136 | | -11 136 | 11 135 | | 11 135 |
| CLOTURE | -78 699 | -8 657 | -87 356 | -51 492 | -4 959 | -56 451 |

7.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

MOUVEMENTS – AU 30 JUIN 2011

| | 01 janv 11 | Dividendes | Variation de périmètre | Variation de la réserve de réévaluation | Autres mouvements | Quote part de résultat juin-11 | 30 juin 11 |
|-----------------------|----------------|---------------|------------------------|---|-------------------|--------------------------------|----------------|
| (en milliers d'euros) | | | | | | | |
| Groupe IMA | 23 858 | | | 1 | 100 | 404 | 24 363 |
| ALTIMA | 8 331 | | | -66 | 1 | -148 | 8 118 |
| ATLANTIS | 7 976 | | | | -164 | 11 | 7 823 |
| BPCE Assurances | 108 824 | | | -342 | 6 | 3 176 | 111 664 |
| ATLANTIS Vida | 2 834 | | | -73 | -110 | 113 | 2 764 |
| SOCRAM Banque | 59 645 | -882 | | | 198 | 3 375 | 62 336 |
| SERENA | -1 451 | | | | | -1 606 | -3 057 |
| CEMM | 143 | | -143 | | | | |
| Groupe OFI Holding | 18 334 | 1 074 | | 1 079 | 2 013 | 6 956 | 29 456 |
| OFI PEC | 75 238 | -2 709 | -72 860 | 2 708 | 4 | -2 381 | |
| TOTAL | 303 732 | -2 517 | -73 003 | 3 307 | 2 048 | 9 900 | 243 467 |

MOUVEMENTS – AU 31 DÉCEMBRE 2010

| | 01 janv 10 | Dividendes | Variation de périmètre | Variation de la réserve de réévaluation | Autres mouvements | Quote part de résultat 31 déc 10 | 31 déc 10 |
|-----------------------|----------------|---------------|------------------------|---|-------------------|----------------------------------|----------------|
| (en milliers d'euros) | | | | | | | |
| Groupe IMA | 18 445 | | | | 5 187 | 226 | 23 858 |
| ALTIMA | 8 924 | | -50 | | | -543 | 8 331 |
| ATLANTIS | 9 409 | | | -456 | -498 | -479 | 7 976 |
| BPCE Assurances | 108 232 | | | -2 729 | | 3 321 | 108 824 |
| ATLANTIS Vida | 3 036 | | | -143 | -218 | 159 | 2 834 |
| SOCRAM Banque | 58 125 | -588 | | | 2 065 | 43 | 59 645 |
| SERENA | -1 574 | | | | 1 745 | -1 622 | -1 451 |
| CEMM | 142 | | | | -5 | 6 | 143 |
| Groupe OFI Holding | 16 524 | 344 | 2 700 | 230 | 471 | -1 935 | 18 334 |
| OFI PEC | 53 719 | -872 | 18 460 | 6 972 | -266 | -2 775 | 75 238 |
| TOTAL | 274 982 | -1 116 | 21 110 | 3 874 | 8 481 | -3 599 | 303 732 |

PRINCIPALES DONNÉES CHIFFRÉES – AU 30 JUIN 2011

| | Pays | % intérêt | Total bilan | Capitaux propres | Chiffre d'affaires | Résultat net |
|-----------------------|---------|-----------|-------------|------------------|--------------------|--------------|
| (en milliers d'euros) | | | | | | |
| Groupe IMA | France | 32,18% | 276 277 | 75 763 | 29 258 | 1 198 |
| ALTIMA | France | 33,20% | 93 678 | 24 411 | 4 753 | -671 |
| ATLANTIS | Espagne | 27,19% | 85 431 | 29 336 | 17 344 | 41 |
| BPCE Assurances | France | 25,00% | 1 033 553 | 182 487 | 237 362 | 12 705 |
| ATLANTIS VIDA | Espagne | 24,50% | 100 291 | 11 965 | 13 824 | 461 |
| SOCRAM Banque | France | 33,60% | 2 037 447 | 182 386 | 59 982 | 4 167 |
| SERENA | France | 25,00% | 16 312 | -12 230 | 9 988 | -6 879 |
| CEMM | France | | NC | NC | NC | NC |
| Groupe OFI Holding | France | 65,12% | 112 167 | 43 899 | 36 110 | 13 175 |
| OFI PEC | France | | 165 853 | 112 110 | | -4 485 |

NC = non communiqué

7.6 PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS

DÉTAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | | Total |
|---|----------------|------------|---------------|--------|----------------|
| | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Provisions d'assurance vie | | | 2 174 | | 2 174 |
| Provisions pour cotisations non acquises | 69 449 | | | | 69 449 |
| Provisions pour sinistres à payer | 422 693 | 383 | 14 934 | | 438 010 |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | | | | | |
| Autres | | | 19 656 | | 19 656 |
| CONTRATS D'ASSURANCE | 492 142 | 383 | 36 764 | | 529 289 |
| Provisions techniques vie | | | | | |
| Provisions pour sinistres à payer | | | | | |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | | | | | |
| Autres | | | | | |
| CONTRATS FINANCIERS AVEC PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE | | | | | |
| Provisions techniques vie | | | | | |
| Provisions pour sinistres à payer | | | | | |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | | | | | |
| Autres | | | | | |
| CONTRATS FINANCIERS SANS PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE | | | | | |
| CONTRATS EN UNITE DE COMPTE | | | | | |
| TOTAL | 492 142 | 383 | 36 764 | | 529 289 |

DÉTAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 31 DECEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | 31 déc 10 | | | | Total |
|---|----------------|------------|---------------|--------|----------------|
| | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Provisions d'assurance vie | | | 2 203 | | 2 203 |
| Provisions pour cotisations non acquises | 882 | | | | 882 |
| Provisions pour sinistres à payer | 449 014 | 383 | 15 446 | | 464 843 |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | | | | | |
| Autres | | | 18 438 | | 18 438 |
| CONTRATS D'ASSURANCE | 449 896 | 383 | 36 087 | | 486 366 |
| Provisions techniques vie | | | | | |
| Provisions pour sinistres à payer | | | | | |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | | | | | |
| Autres | | | | | |
| CONTRATS FINANCIERS AVEC PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE | | | | | |
| Provisions techniques vie | | | | | |
| Provisions pour sinistres à payer | | | | | |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | | | | | |
| Autres | | | | | |
| CONTRATS FINANCIERS SANS PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE | | | | | |
| CONTRATS EN UNITE DE COMPTE | | | | | |
| TOTAL | 449 896 | 383 | 36 087 | | 486 366 |

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

| (en milliers d'euros) | Contrats d'assurance | Contrats financiers | | Contrats en UC | Total |
|-----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------|----------------|
| | | Avec Part. Discret. | Sans Part. Discret. | | |
| Ouverture | 486 366 | | | | 486 366 |
| Augmentation | 543 807 | | | | 543 807 |
| Diminution | -501 848 | | | | -501 848 |
| Autres mouvements | 964 | | | | 964 |
| CLOTURE | 529 289 | | | | 529 289 |

7.7 IMMEUBLES D'EXPLOITATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

RÉPARTITION PAR NATURE

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|------------------------------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| | Brut | Dépréciat° | Net | Brut | Dépréciat° | Net |
| Biens pris en crédit-bail | 42 000 | -2 254 | 39 746 | 42 000 | -1 960 | 40 040 |
| Immeubles d'exploitation | 350 236 | -92 245 | 257 991 | 331 367 | -88 146 | 243 221 |
| Autres immobilisations corporelles | 232 399 | -143 281 | 89 118 | 243 674 | -149 780 | 93 894 |
| TOTAL | 624 635 | -237 780 | 386 855 | 617 041 | -239 886 | 377 155 |

La rubrique « Biens pris en crédit-bail » concerne un immeuble situé à Paris dont la mise en exploitation est intervenue en septembre 2007.

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | | |
|------------------------------------|----------------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Autres | Total |
| Biens pris en crédit-bail | | | 39 746 | | 39 746 |
| Immeubles d'exploitation | 241 721 | 14 680 | 715 | 875 | 257 991 |
| Autres immobilisations corporelles | 77 649 | 474 | 10 538 | 457 | 89 118 |
| TOTAL | 359 116 | 15 154 | 11 253 | 1 332 | 386 855 |

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | 31 déc 10 | | | | |
|------------------------------------|----------------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Autres | Total |
| Biens pris en crédit-bail | | | 40 040 | | 40 040 |
| Immeubles d'exploitation | 229 914 | 11 793 | 715 | 799 | 243 221 |
| Autres immobilisations corporelles | 81 311 | 443 | 10 936 | 1 204 | 93 894 |
| TOTAL | 351 265 | 12 236 | 11 651 | 2 003 | 377 155 |

7.8 FRAIS D'ACQUISITION REPORTEES

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|-----------------------|----------------|------------|----------------|----------------|------------|----------------|
| | Brut | Dépréciat° | Net | Brut | Dépréciat° | Net |
| Dommages | 114 284 | | 114 284 | 89 327 | | 89 327 |
| Epargne | 100 855 | | 100 855 | 94 734 | | 94 734 |
| Santé/Prévoyance | 337 | | 337 | 652 | | 652 |
| Autres | | | | | | |
| TOTAL | 215 476 | | 215 476 | 184 713 | | 184 713 |

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | | 31 déc 10 | | | |
|-------------------------------|----------------|----------------|------------|----------------|---------------|---------------|------------|----------------|
| | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Total | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Total |
| Ouverture | 89 327 | 94 734 | 652 | 184 713 | 92 242 | 91 771 | 531 | 184 544 |
| Dotations de l'exercice | 33 292 | 19 357 | 337 | 52 986 | 8 335 | 37 875 | 652 | 46 862 |
| Amortissements de l'exercice | -6 850 | -13 236 | -652 | -20 738 | -11 250 | -24 298 | -531 | -36 079 |
| Pertes de valeurs constatées | | | | | | | | |
| Reprises de pertes de valeurs | | | | | | | | |
| Variations de périmètre | | | | | | | | |
| Autres mouvements | -1 485 | | | -1 485 | | -10 614 | | -10 614 |
| CLOTURE | 114 284 | 100 855 | 337 | 215 476 | 89 327 | 94 734 | 652 | 184 713 |

7.9 IMPOTS DIFFERES (ACTIF ET PASSIF)

DETAIL DES IMPOTS DIFFERES

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| (en milliers d'euros) | | |
| Déficits ordinaires | | |
| Mise en juste valeur des placements | | |
| Autres | | |
| Impôts différés ACTIF | | |
| Provision d'égalisation | 6 406 | 6 336 |
| Réserve de capitalisation | | |
| Mise en juste valeur des placements | 69 433 | 137 287 |
| Frais d'acquisition reportés | 67 558 | 56 690 |
| Participation aux bénéfices différée | 6 329 | -58 625 |
| Déficits ordinaires | -44 371 | -26 930 |
| Autres | 15 089 | 14 519 |
| Impôts différés PASSIF | 120 444 | 129 277 |

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au sein du périmètre d'intégration fiscale Macif. Un impôt différé net passif est comptabilisé pour 120 444 K€

MODALITÉS DE CONSTATATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS

| | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|---|-----------------------------|------------------------------|----------------------|-----------------------------|------------------------------|----------------------|
| | Impôts différés Actif (IDA) | Impôts différés Passif (IDP) | Impôts différés Nets | Impôts différés Actif (IDA) | Impôts différés Passif (IDP) | Impôts différés Nets |
| (en milliers d'euros) | | | | | | |
| Imputation sur le compte de résultat | | -6 975 | 6 975 | | -210 018 | 210 018 |
| Imputation sur la réserve de réévaluation | | 106 241 | -106 241 | | 107 893 | -107 893 |
| Imputation sur les autres réserves | | 21 178 | -21 178 | | 231 402 | -231 402 |
| TOTAL | | 120 444 | -120 444 | | 129 277 | -129 277 |

7.10 ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A LA VENTE

| | SCI Dijon 89 | SCI Ivry 90 | Total |
|--|--------------|--------------|--------------|
| (en milliers d'euros) | | | |
| Immobilier de placement (net des dépréciations) | 1 334 | 3 027 | 4 361 |
| Autres créances | | | |
| Actifs destinés à la vente | 1 334 | 3 027 | 4 361 |
| Autres dettes de financement | | | |
| Autres dettes | | | |
| Passifs des activités destinées à être cédées | | | |

Conformément à la norme IFRS 5 sur les actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les immeubles des Sci ci-dessus sont classés en «Actifs destinés à la vente». Ces deux immeubles ont fait l'objet de promesses de vente signées les 24 et 29 juin 2011.

7.11 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE**DÉTAIL PAR NATURE**

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|---|------------------|----------------|
| Disponibilités et soldes bancaires | 46 363 | 28 500 |
| Titres de transaction à moins de 3 mois | 787 582 | 286 888 |
| Opcvm monétaires | 634 359 | 192 160 |
| TOTAL | 1 468 304 | 507 548 |

DÉTAIL PAR VALORISATION – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | AFS | Trading | FVO | Prêts et créances | Coût amorti | Total |
|---|-----|----------------|----------------|----------------------|----------------|------------------|
| Disponibilités et soldes bancaires | | | | | 46 363 | 46 363 |
| Titres de transaction à moins de 3 mois | | 787 582 | | | | 787 582 |
| Opcvm monétaires | | | 634 359 | | | 634 359 |
| TOTAL | | 787 582 | 634 359 | | 46 363 | 1 468 304 |

DÉTAIL PAR VALORISATION – AU 31 DÉCEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | AFS | Trading | FVO | Prêts et créances | Coût amorti | Total |
|---|-----|----------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|
| Disponibilités et soldes bancaires | | | | | 28 500 | 28 500 |
| Titres de transaction à moins de 3 mois | | 286 888 | | | | 286 888 |
| Opcvm monétaires | | | 192 160 | | | 192 160 |
| TOTAL | | 286 888 | 192 160 | | 28 500 | 507 548 |

7.12 CAPITAUX PROPRES

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

| | Fonds d'établis. | Primes | Réserve de réévaluation | Autres Réserves | Résultats cumulés | Résultat de l'exercice | Total des capitaux propres Groupe |
|--|---------------------|--------|-------------------------------|--------------------|----------------------|------------------------------|--|
| (en milliers d'euros) | | | | | | | |
| Situation à la clôture 31 décembre 2008 | 213 952 | | 65 941 | 1 176 468 | 2 858 | 99 579 | 1 558 798 |
| Droits d'adhésion | 4 645 | | | | | | 4 645 |
| Variation de périmètre | | | 19 | -10 428 | | | -10 409 |
| Affectation du résultat N-1 | | | | 99 579 | | -99 579 | |
| Autres variations | | | 166 017 | 9 887 | -5 778 | | 170 126 |
| Résultat de l'exercice | | | | | | 13 520 | 13 520 |
| Situation à la clôture 31 décembre 2009 | 218 597 | | 231 977 | 1 275 506 | -2 920 | 13 520 | 1 736 680 |
| Droits d'adhésion | 4 406 | | | | | | 4 406 |
| Variation de périmètre | | | -268 | -13 428 | | | -13 696 |
| Affectation du résultat N-1 | | | | 13 520 | | -13 520 | |
| Autres variations | | | 7 730 | -23 627 | 23 820 | | 7 923 |
| Résultat de l'exercice | | | | | | 212 847 | 212 847 |
| Situation à la clôture 31 décembre 2010 | 223 003 | | 239 439 | 1 251 971 | 20 900 | 212 847 | 1 948 160 |
| Droits d'adhésion | 2 291 | | | | | | 2 291 |
| Variation de périmètre | | | -13 696 | -92 | | | -13 788 |
| Affectation du résultat N-1 | | | | 212 847 | | -212 847 | |
| Autres variations | | | -6 213 | 26 879 | -24 539 | | -3 873 |
| Résultat de l'exercice | | | | | | -44 502 | -44 502 |
| Situation à la clôture 30 juin 2011 | 225 294 | | 219 530 | 1 491 605 | -3 639 | -44 502 | 1 888 288 |

En application d'IFRS 4, les provisions d'égalisation destinées à couvrir les fluctuations de sinistralité sur le long terme sont éliminées. Elles s'élèvent à 22 950 K€ au 30 juin 2011 contre 23 550 K€ au 31 décembre 2010. Après prise en compte de l'impôt différé, l'impact net de l'annulation des provisions d'égalisation ressort à 16 544 K€ au 30 juin 2011 contre 17 214 K€ au 31 décembre 2010.

DÉTAIL DU FONDS D'ÉTABLISSEMENT

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|-----------------------|----------------|----------------|
| (en milliers d'euros) | | |
| MACIF | 218 065 | 215 774 |
| MACIF-MUTUALITE | 7 000 | 7 000 |
| SMIP | 229 | 229 |
| TOTAL | 225 294 | 223 003 |

DÉTAIL DES AUTRES RÉSERVES GROUPE

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|-----------------------------|------------------|------------------|
| (en milliers d'euros) | | |
| Réserve légale | | |
| Réserve de réévaluation | 219 530 | 239 439 |
| Réserves ordinaires | 884 186 | 898 114 |
| Autres réserves consolidées | 603 780 | 374 757 |
| TOTAL | 1 707 496 | 1 512 310 |

IMPACT DE LA JUSTE VALEUR SUR LES FONDIS PROPRES

| | Résultat | Réserve de réévaluation | Total |
|---|--------------|-------------------------|---------------|
| (en milliers d'euros) | | | |
| Mise en juste valeur des placements | 8 153 | -209 868 | -201 715 |
| Participation aux bénéfices différée | -5 763 | 196 865 | 191 102 |
| Impôts différés | -784 | 3 068 | 2 284 |
| Quote-part dans les résultats des entreprises associées | -578 | 3 361 | 2 783 |
| TOTAL | 1 028 | -6 574 | -5 546 |
| Part Groupe | 1 179 | -6 213 | -5 034 |
| Intérêts minoritaires | -151 | -361 | -512 |

VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION GROUPE

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|---|----------------|----------------|
| (en milliers d'euros) | | |
| Ouverture | 239 439 | 231 977 |
| Incidence des transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées | -1 388 | -12 195 |
| Réévaluation à la juste valeur par les réserves | -4 825 | 19 925 |
| Impact des variations de périmètre et autres variations | -13 696 | -268 |
| CLOTURE | 219 530 | 239 439 |

INTÉRÊTS MINORITAIRES – ANALYSE DES MOUVEMENTS

| | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|--|---------------|---------------|
| (en milliers d'euros) | | |
| Ouverture | 35 098 | 27 764 |
| Variations de périmètre | -3 190 | -648 |
| Variations de la réserve de réévaluation | -361 | -413 |
| Dividendes | -656 | -243 |
| Résultat de l'exercice | -153 | 7 461 |
| Variations des autres réserves | 281 | 1 177 |
| CLOTURE | 31 019 | 35 098 |

INTÉRÊTS MINORITAIRES – DETAIL PAR SOCIÉTÉ

| | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|-----------------------|---------------|-------------|---------------|---------------|--------------|---------------|
| | Réserves | Résultat | Total | Réserves | Résultat | Total |
| (en milliers d'euros) | | | | | | |
| FONCIERE DE LUTECE | 5 382 | -82 | 5 300 | 5 210 | 196 | 5 406 |
| MUTAVIE | 23 233 | 1 240 | 24 473 | 18 067 | 9 142 | 27 209 |
| OFI PEC | | | | 82 | -22 | 60 |
| MACIF Portugal | 36 | -490 | -454 | 2 428 | -2 845 | -417 |
| Autres sociétés | 2 521 | -821 | 1 700 | 1 850 | 990 | 2 840 |
| TOTAL | 31 172 | -153 | 31 019 | 27 637 | 7 461 | 35 098 |

7.13 DETTES DE FINANCEMENT

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | | Total |
|--|----------------|----------------|------------|--------------|----------------|
| | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Titres subordonnés à durée indéterminée | 155 785 | | | | 155 785 |
| Titres subordonnés remboursables | 2 570 | 40 977 | | | 43 547 |
| Emprunts subordonnés | | | | | |
| Dettes subordonnées | 158 355 | 40 977 | | | 199 332 |
| Titres de créances négociables | | | | | |
| Emprunts obligataires | | | | | |
| Autres dettes représentées par des titres | | | | | |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | | | | | |
| | 116 317 | 1 | | | 116 318 |
| Autres dettes de financement | | | | | |
| | 97 918 | 306 210 | 33 | 2 927 | 407 088 |
| TOTAL | 372 590 | 347 188 | 33 | 2 927 | 722 738 |

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 31 DÉCEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | 31 déc 10 | | | | Total |
|--|----------------|---------------|------------|--------------|----------------|
| | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Titres subordonnés à durée indéterminée | 152 233 | | | | 152 233 |
| Titres subordonnés remboursables | 2 570 | 40 036 | | | 42 606 |
| Emprunts subordonnés | | | | | |
| Dettes subordonnées | 154 803 | 40 036 | | | 194 839 |
| Titres de créances négociables | | | | | |
| Emprunts obligataires | | | | | |
| Autres dettes représentées par des titres | | | | | |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | | | | | |
| | 106 244 | | | | 106 244 |
| Autres dettes de financement | | | | | |
| | 2 027 | 3 267 | 33 | 4 567 | 9 894 |
| TOTAL | 263 074 | 43 303 | 33 | 4 567 | 310 977 |

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | Total | |
|--|------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans | | |
| Titres subordonnés à durée indéterminée | | 5 785 | 150 000 | 155 785 | |
| Titres subordonnés remboursables | | 3 547 | 40 000 | 43 547 | |
| Emprunts subordonnés | | | | | |
| Dettes subordonnées | | 9 332 | 40 000 | 199 332 | |
| Titres de créances négociables | | | | | |
| Emprunts obligataires | | | | | |
| Autres dettes représentées par des titres | | | | | |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | | | | | |
| | | 65 233 | 46 923 | 4 162 | 116 318 |
| Autres dettes de financement | | | | | |
| | | 403 530 | 3 558 | | 407 088 |
| TOTAL | | 478 095 | 90 481 | 154 162 | 722 738 |

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE – AU 31 DÉCEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | 31 déc 10 | | | Total |
|--|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans | |
| Titres subordonnés à durée indéterminée | 2 233 | | 150 000 | 152 233 |
| Titres subordonnés remboursables | 2 606 | 40 000 | | 42 606 |
| Emprunts subordonnés | | | | |
| Dettes subordonnées | 4 839 | 40 000 | 150 000 | 194 839 |
| Titres de créances négociables | | | | |
| Emprunts obligataires | | | | |
| Autres dettes représentées par des titres | | | | |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 8 185 | 30 586 | 67 473 | 106 244 |
| Autres dettes de financement | 6 626 | 3 268 | | 9 894 |
| TOTAL | 19 650 | 73 854 | 217 473 | 310 977 |

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE - AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | Ouverture | Emission | Variation de périmètre | Amort. | Autres Variations | Clôture |
|--|----------------|------------------|------------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Titres subordonnés à durée indéterminée | 152 233 | | | | 3 552 | 155 785 |
| Titres subordonnés remboursables | 42 606 | | | | 941 | 43 547 |
| Emprunts subordonnés | | | | | | |
| Dettes subordonnées | 194 839 | | | | 4 493 | 199 332 |
| Titres de créances négociables | | | | | | |
| Emprunts obligataires | | | | | | |
| Autres dettes représentées par des titres | | | | | | |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 106 244 | 33 692 | | -46 469 | 22 851 | 116 318 |
| Autres dettes de financement | 9 894 | 1 688 349 | | -1 291 155 | | 407 088 |
| TOTAL | 310 977 | 1 722 041 | | -1 337 624 | 27 344 | 722 738 |

JUSTE VALEUR DE LA DETTE DE FINANCEMENT

| (en milliers d'euros) | Valeur au bilan | 30 juin 11 Juste valeur | Ecart | Valeur au bilan | 31 déc 10 Juste valeur | Ecart |
|--|-----------------|----------------------------|--------------|-----------------|---------------------------|---------------|
| Dettes subordonnées | 199 332 | 205 090 | 5 758 | 194 839 | 207 122 | 12 283 |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 116 318 | 116 318 | | 106 244 | 106 244 | |
| Autres dettes de financement | 407 088 | 407 088 | | 9 894 | 9 894 | |
| TOTAL | 722 738 | 728 496 | 5 758 | 310 977 | 323 260 | 12 283 |

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIF ADOSSÉS À LA DETTE DE FINANCEMENT

| | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|--|-----------------|---------------|-------|-----------------|--------------|-------|
| | Valeur au bilan | Juste valeur | Ecart | Valeur au bilan | Juste valeur | Ecart |
| (en milliers d'euros) | | | | | | |
| Instruments dérivés passif sur... | | | | | | |
| Dettes subordonnées | 10 950 | 10 950 | | 6 534 | 6 534 | |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 34 | 34 | | 291 | 291 | |
| Autres dettes de financement | | | | | | |
| TOTAL | 10 984 | 10 984 | | 6 825 | 6 825 | |

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIF ADOSSÉS À LA DETTE DE FINANCEMENT

| | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|--|-----------------|---------------|-------|-----------------|--------------|-------|
| | Valeur au bilan | Juste valeur | Ecart | Valeur au bilan | Juste valeur | Ecart |
| (en milliers d'euros) | | | | | | |
| Instruments dérivés actif sur... | | | | | | |
| Dettes subordonnées | 12 609 | 12 609 | | 8 741 | 8 741 | |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 283 | 283 | | 74 | 74 | |
| Autres dettes de financement | | | | | | |
| TOTAL | 12 892 | 12 892 | | 8 815 | 8 815 | |

INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT AU 30 JUIN 2011

| | MACIF | MUTAVIE | SIEM | AUTRES | TOTAL |
|--------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------------------|--|----------------|
| (en milliers d'euros) | | | | | |
| Nature | Titre subordonné perpétuel | Titre subordonné remboursable | Emprunt bancaire | Emprunt bancaire | |
| Date d'émission | 20 avr 05 | 24 déc 09 | 14 déc 04 | 14 déc 09 | |
| Durée | Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juillet 2015 | 5 ans | 12 ans | 5 ans | |
| Devise | Euro | Euro | Euro | Euro | |
| Montant | 150 000 | 150 000 | 80 000 | 55 000 * (* autorisation jusqu'à 60 000) | |
| Nombre de titres | 150 000 | 150 000 (avant intragroupe) | | | |
| Nominal | 1 | 1 | | | |
| Taux nominal | Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juillet 2015 puis EURIBOR 3 mois + 200pb | 4,74% | 4,05% | Euribor 3 mois +1,5% | |
| Taux d'intérêt effectif | | 4,74% | 4,079% | 2,318% | |
| Prix de remboursement | Nominal | Nominal | | | |
| Frais d'émission | 1 709 | Néant | Néant | Néant | |
| Amortissement | | Remboursement au pair le 24 déc 2014 | Trimestrialités constantes de 528 K€ | Remboursement in fine le 14 déc 2014 | |
| Dérivés associés | 3 swaps emprunteur taux fixe et 3 swaps emprunteur taux variable de 50 000 K€ chacun | | | 2 swaps emprunteur taux fixe de 21 000 K€ chacun | |
| VALEUR AU BILAN | 155 785 | 40 977 | 41 707 | 55 000 | 429 269 |
| | | | | | 722 738 |

La colonne «Autres» rassemble les emprunts souscrits auprès des entreprises du secteur bancaire et non détaillés dans les quatre premières colonnes.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2010

(en milliers d'euros)

| | MACIF | MUTAVIE | SIEM | AUTRES | TOTAL |
|--------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------------------------|--|----------------|
| Nature | Titre subordonné perpétuel | Titre subordonné remboursable | Emprunt bancaire | Emprunt bancaire | |
| Date d'émission | 20 avr 05 | 24 déc 09 | 14 déc 04 | 14 déc 09 | |
| Durée | Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juillet 2015 | 5 ans | 12 ans | 5 ans | |
| Devise | Euro | Euro | Euro | Euro | |
| Montant | 150 000 | 150 000 | 80 000 | 40 000 * (* autorisation jusqu'à 60 000) | |
| Nombre de titres | 150 000 | 150 000 (avant intragroupe) | | | |
| Nominal | 1 | 1 | | | |
| Taux nominal | Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juillet 2015 puis EURIBOR 3 mois + 200pb | 4,74% | 4,05% | Euribor 3 mois +1,5% | |
| Taux d'intérêt effectif | | 4,74% | 4,079% | 2,318% | |
| Prix de remboursement | Nominal | Nominal | | | |
| Frais d'émission | 1 709 | Néant | Néant | Néant | |
| Amortissement | | Remboursement au pair le 24 déc 2014 | Trimestrialités constantes de 528 K€ | Remboursement in fine le 14 déc 2014 | |
| Dérivés associés | 3 swaps emprunteur taux fixe et 3 swaps emprunteur taux variable de 50 000 K€ chacun | | | 2 swaps emprunteur taux fixe de 21 000 K€ chacun | |
| VALEUR AU BILAN | 152 233 | 40 036 | 45 015 | 40 000 | 33 693 |
| | | | | | 310 977 |

La colonne «Autres» rassemble les emprunts souscrits auprès des entreprises du secteur bancaire et non détaillés dans les quatre premières colonnes.

7.14 PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE**RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2011**

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | | Total |
|--|------------------|-------------------|----------------|--------|-------------------|
| | Dommmages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Provisions d'assurance vie | | 16 091 953 | 154 242 | | 16 246 195 |
| Provisions pour cotisations non acquises | 1 893 889 | | 188 002 | | 2 081 891 |
| Provisions pour sinistres à payer | 3 695 609 | 60 481 | 110 193 | | 3 866 283 |
| Provisions pour participation aux bénéfices | 1 710 | 213 296 | 21 357 | | 236 363 |
| Autres provisions techniques | 1 100 994 | 207 | 147 701 | | 1 248 902 |
| Passifs relatifs aux contrats d'assurance | 6 692 202 | 16 365 937 | 621 495 | | 23 679 634 |
| Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC | | 146 484 | | | 146 484 |
| TOTAL | 6 692 202 | 16 512 421 | 621 495 | | 23 826 118 |

RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 31 DÉCEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | 31 déc 10 | | | | Total |
|--|------------------|-------------------|----------------|--------|-------------------|
| | Dommmages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Provisions d'assurance vie | | 15 604 664 | 116 951 | | 15 721 615 |
| Provisions pour cotisations non acquises | 746 026 | | 4 162 | | 750 188 |
| Provisions pour sinistres à payer | 3 598 840 | 52 088 | 105 260 | | 3 756 188 |
| Provisions pour participation aux bénéfices | 2 086 | 151 193 | 14 919 | | 168 198 |
| Autres provisions techniques | 1 085 664 | 86 | 144 137 | | 1 229 887 |
| Passifs relatifs aux contrats d'assurance | 5 432 616 | 15 808 031 | 385 429 | | 21 626 076 |
| Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC | | 139 417 | | | 139 417 |
| TOTAL | 5 432 616 | 15 947 448 | 385 429 | | 21 765 493 |

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|--|---------------------------|-------------------|
| | VIE - Contrats collectifs | 97 960 |
| VIE - Contrats individuels | 16 260 541 | 15 705 205 |
| DECES - Contrats collectifs | 157 464 | 120 154 |
| DECES - Contrats individuels | 31 255 | 29 101 |
| Automobile | 4 341 483 | 3 554 320 |
| Responsabilité civile | 18 479 | 18 341 |
| Dommmages aux biens | 1 041 096 | 774 930 |
| Dommmages corporels | 797 186 | 915 334 |
| Autres | 934 170 | 412 610 |
| Passifs relatifs aux contrats d'assurance | 23 679 634 | 21 626 076 |
| Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC | 146 484 | 139 417 |
| TOTAL | 23 826 118 | 21 765 493 |

RÉPARTITION DES PASSIFS TECHNIQUES NETS DE RÉASSURANCE

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|---|-------------------|----------------|-------------------|-------------------|----------------|-------------------|
| | Brut | Réass | Net | Brut | Réass | Net |
| Passifs relatifs aux contrats d'assurance | 23 679 634 | 529 289 | 23 150 345 | 21 626 076 | 486 366 | 21 139 710 |
| Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC | 146 484 | | 146 484 | 139 417 | | 139 417 |
| TOTAL | 23 826 118 | 529 289 | 23 296 829 | 21 765 493 | 486 366 | 21 279 127 |

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

| (en milliers d'euros) | Provisions assurance vie | Provisions cotisations non acquises | Provisions pour sinistres à payer | Provisions participation aux bénéfices | Autres | Total |
|--|--------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|--|------------------|-------------------|
| | Ouverture | 15 721 615 | 750 188 | 3 756 188 | 168 198 | 1 229 887 |
| Charges des provisions d'assurance | 335 954 | 1 313 482 | 118 246 | 5 725 | 17 910 | 1 791 317 |
| Entrées et sorties de portefeuille | 1 168 | | -37 | | -1 296 | -165 |
| Variations de périmètre | | | | | | |
| Intérêts techniques et participation aux résultats | 187 235 | | | | | 187 235 |
| Utilisation de la provision pour participation aux bénéfices | | | | | | |
| Autres mouvements | 223 | 18 221 | -8 114 | 62 440 | 2 401 | 75 171 |
| CLOTURE | 16 246 195 | 2 081 891 | 3 866 283 | 236 363 | 1 248 902 | 23 679 634 |

7.15 PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE
DÉTAIL DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|--|---|----------------|
| | Participation aux bénéfices différée active | 49 425 |
| Participation aux bénéfices différée passive | | 135 188 |
| TOTAL | 49 425 | 135 188 |

Le taux de participation différée sur les mises en juste valeur est égal à 95% pour tous les portefeuilles de placements dédiés à l'activité Epargne et 100% pour ceux dédiés à la gestion des indemnités de fin de carrière (IFC).

DÉTAIL DES MOUVEMENTS – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | PB* différée Active | PB* différée Passive | PB* différée Nette |
|--|---------------------|----------------------|--------------------|
| | Ouverture | | 135 188 |
| Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché | 18 376 | -135 188 | 153 564 |
| Variation des dépréciations | 5 649 | | 5 649 |
| Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture | 35 634 | | 35 634 |
| Changement des hypothèses de calcul | | | |
| Autres variations ** | -10 234 | | -10 234 |
| CLOTURE | 49 425 | | 49 425 |

* Participation aux bénéfices

** Les autres variations correspondent aux variations des opérations de surcote/décote et aux annulations des opérations de vendus/achetés.

DÉTAIL DES MOUVEMENTS – AU 31 DECEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | PB* différée Active | PB* différée Passive | PB* différée Nette |
|--|------------------------|-------------------------|-----------------------|
| Ouverture | 64 378 | 182 299 | -117 921 |
| Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché | -64 378 | 18 982 | -83 360 |
| Variation des dépréciations | | 34 689 | -34 689 |
| Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture | | -48 882 | 48 882 |
| Changement des hypothèses de calcul | | | |
| Autres variations ** | | -51 900 | 51 900 |
| CLOTURE | 0 | 135 188 | -135 188 |

* Participation aux bénéfices

** Les autres variations correspondent principalement aux annulations des opérations vendus/achetés.

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | PB* différée Active | PB* différée Passive | PB* différée Nette |
|-----------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------|
| Dommages | | | |
| Épargne | 49 425 | | 49 425 |
| Santé/Prévoyance | | | |
| Autres | | | |
| TOTAL | 49 425 | | 49 425 |

* Participation aux bénéfices

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | PB* différée Active | PB* différée Passive | PB* différée Nette |
|-----------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------|
| Dommages | | | |
| Épargne | | 135 188 | -135 188 |
| Santé/Prévoyance | | | |
| Autres | | | |
| TOTAL | | 135 188 | -135 188 |

* Participation aux bénéfices

La participation aux bénéfices différée concerne exclusivement les contrats du secteur Épargne. Elle est déterminée en appliquant le taux de participation aux bénéfices défini contractuellement pour chacun des portefeuilles aux retraitements comptables imposés par les normes IFRS (notamment la mise en juste valeur des actifs financiers). La participation aux bénéfices différée passive a été intégralement reprise au cours du 1er semestre 2011 suite à la baisse de la juste valeur des portefeuilles de placements.

Le groupe Macif a procédé à un test de recouvrabilité de la participation aux bénéfices différée active, en tenant compte de sa capacité et de son intention d'imputer les moins-values latentes aux assurés. Les hypothèses retenues pour la réalisation de ce test sont issues des plans prévisionnels en termes de souscription, d'investissement, de frais généraux et de taux de distribution aux assurés. Les plans prévisionnels sont approuvés par le Directoire de Mutavie. Ils reposent sur la projection sur une période de 10 ans des contrats futurs et existants de l'activité Épargne du groupe Macif. Le test de recouvrabilité résulte de l'analyse des cash-flow futurs issus des plans prévisionnels à la fois déterministes et stochastiques. Il démontre que l'imputation de la participation différée active sur les participations aux bénéfices futures et latentes est fortement probable.

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFÉRÉE – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | PB* différée Active | PB* différée Passive | PB* différée Nette |
|---|---------------------|----------------------|--------------------|
| Ouverture | | 135 188 | -135 188 |
| Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat | -147 440 | -135 188 | -12 252 |
| Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves | 196 865 | | 196 865 |
| Effet du changement de taux de participation aux bénéfices | | | |
| Autres mouvements | | | |
| CLOTURE | 49 425 | | 49 425 |

* Participation aux bénéfices

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFÉRÉE – AU 31 DECEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | PB* différée Active | PB* différée Passive | PB* différée Nette |
|---|---------------------|----------------------|--------------------|
| Ouverture | 64 378 | 182 299 | -117 921 |
| Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat | -64 378 | -51 304 | -13 074 |
| Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves | | 4 193 | -4 193 |
| Effet du changement de taux de participation aux bénéfices | | | |
| Autres mouvements | | | |
| CLOTURE | | 135 188 | -135 188 |

* Participation aux bénéfices

7.16 INSTRUMENTS DERIVES

REPARTITION PAR CATEGORIE

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|----------------------------|------------|-----------|
| Instruments dérivés actif | 12 892 | 8 815 |
| Instruments dérivés passif | 10 984 | 6 825 |

JUSTE VALEUR

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | 31 déc 10 | | |
|-----------------------------------|--------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| | Juste valeur | ICNE | Total | Juste valeur | ICNE | Total |
| Swap | 5 939 | 6 953 | 12 892 | 6 455 | 2 360 | 8 815 |
| Swaption | | | | | | |
| Cap/Floor | | | | | | |
| Instruments dérivés ACTIF | 5 939 | 6 953 | 12 892 | 6 455 | 2 360 | 8 815 |
| Swap | 34 | 10 950 | 10 984 | 291 | 6 534 | 6 825 |
| Swaption | | | | | | |
| Cap/Floor | | | | | | |
| Instruments dérivés PASSIF | 34 | 10 950 | 10 984 | 291 | 6 534 | 6 825 |

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

| | Ouverture | Variation Juste valeur | Clôture |
|-----------------------------------|--------------|---------------------------|---------------|
| (en milliers d'euros) | | | |
| Swap | 8 815 | 4 077 | 12 892 |
| Swaption | | | |
| Cap/Floor | | | |
| Instruments dérivés ACTIF | 8 815 | 4 077 | 12 892 |
| Swap | 6 825 | 4 159 | 10 984 |
| Swaption | | | |
| Cap/Floor | | | |
| Instruments dérivés PASSIF | 6 825 | 4 159 | 10 984 |

REPARTITION PAR ECHEANCE – AU 30 JUIN 2011

| | 30 juin 11 | | | Total |
|-----------------------------------|---------------|--------------|---------|---------------|
| | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans | |
| (en milliers d'euros) | | | | |
| Swap | 6 263 | 6 629 | | 12 892 |
| Swaption | | | | |
| Cap/Floor | | | | |
| Instruments dérivés ACTIF | 6 263 | 6 629 | | 12 892 |
| Swap | 10 950 | 34 | | 10 984 |
| Swaption | | | | |
| Cap/Floor | | | | |
| Instruments dérivés PASSIF | 10 950 | 34 | | 10 984 |

REPARTITION PAR ECHEANCE – AU 31 DECEMBRE 2010

| | 31 déc 10 | | | Total |
|-----------------------------------|--------------|--------------|---------|--------------|
| | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans | |
| (en milliers d'euros) | | | | |
| Swap | 2 701 | 6 114 | | 8 815 |
| Swaption | | | | |
| Cap/Floor | | | | |
| Instruments dérivés ACTIF | 2 701 | 6 114 | | 8 815 |
| Swap | 6 800 | 25 | | 6 825 |
| Swaption | | | | |
| Cap/Floor | | | | |
| Instruments dérivés PASSIF | 6 800 | 25 | | 6 825 |

7.17 PRIMES ACQUISES

RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | | Total |
|--|------------------|------------------|----------------|--------|------------------|
| | Domages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Primes émises | 2 599 576 | 1 135 632 | 456 172 | | 4 191 380 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -1 147 801 | | -183 840 | | -1 331 641 |
| TOTAL | 1 451 775 | 1 135 632 | 272 332 | | 2 859 739 |

RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2010

| (en milliers d'euros) | 30 juin 10 | | | | Total |
|--|------------------|------------------|----------------|--------|------------------|
| | Domages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Primes émises | 2 525 967 | 1 360 423 | 470 875 | | 4 357 265 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -1 104 229 | | -205 669 | | -1 309 898 |
| TOTAL | 1 421 738 | 1 360 423 | 265 206 | | 3 047 367 |

RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 31 DECEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | 31 déc 10 | | | | Total |
|--|------------------|------------------|----------------|--------|------------------|
| | Domages | Epargne | Santé/Prév | Autres | |
| Primes émises | 2 941 613 | 2 614 644 | 541 109 | | 6 097 366 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -11 940 | | -167 | | -12 107 |
| TOTAL | 2 929 673 | 2 614 644 | 540 942 | | 6 085 259 |

RÉPARTITION PAR MODALITÉS D'ACQUISITION

| (en milliers d'euros) | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|
| | 30 juin 11 | 30 juin 10 | 31 déc 10 |
| Affaires directes | | 4 162 320 | 4 350 927 |
| Affaires acceptées | | 29 060 | 6 338 |
| Primes émises | 4 191 380 | 4 357 265 | 6 097 366 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -1 331 641 | -1 309 898 | -12 107 |
| TOTAL | 2 859 739 | 3 047 367 | 6 085 259 |

**RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE
AU 30 JUIN 2011**

| (en milliers d'euros) | Brut | 30 juin 11 Réass. | Net |
|--|------------------|----------------------|------------------|
| Primes émises | 2 599 576 | -66 883 | 2 532 693 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -1 147 801 | | -1 147 801 |
| Activité Dommages | 1 451 775 | -66 883 | 1 384 892 |
| Primes émises | 1 135 632 | -301 | 1 135 331 |
| Activité Epargne | 1 135 632 | -301 | 1 135 331 |
| Primes émises | 456 172 | -19 062 | 437 110 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -183 840 | | -183 840 |
| Activité Santé / Prévoyance | 272 332 | -19 062 | 253 270 |
| Primes émises | 4 191 380 | -86 246 | 4 105 134 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -1 331 641 | | -1 331 641 |
| PRIMES ACQUISES | 2 859 739 | -86 246 | 2 773 493 |

**RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE
AU 30 JUIN 2010**

| (en milliers d'euros) | Brut | 30 juin 10 Réass. | Net |
|--|------------------|----------------------|------------------|
| Primes émises | 2 525 967 | -72 054 | 2 453 913 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -1 104 229 | | -1 104 229 |
| Activité Dommages | 1 421 738 | -72 054 | 1 349 684 |
| Primes émises | 1 360 423 | -349 | 1 360 074 |
| Activité Epargne | 1 360 423 | -349 | 1 360 074 |
| Primes émises | 470 875 | -12 588 | 458 287 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -205 669 | | -205 669 |
| Activité Santé / Prévoyance | 265 206 | -12 588 | 252 618 |
| Primes émises | 4 357 265 | -84 991 | 4 272 274 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -1 309 898 | | -1 309 898 |
| PRIMES ACQUISES | 3 047 367 | -84 991 | 2 962 376 |

**RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE
AU 31 DECEMBRE 2010**

| (en milliers d'euros) | 31 déc 10 | | |
|--|------------------|-----------------|------------------|
| | Brut | Réass. | Net |
| Primes émises | 2 941 613 | -132 518 | 2 809 095 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -11 940 | | -11 940 |
| Activité Dommages | 2 929 673 | -132 518 | 2 797 155 |
| Primes émises | 2 614 644 | -640 | 2 614 004 |
| Activité Epargne | 2 614 644 | -640 | 2 614 004 |
| Primes émises | 541 109 | -36 622 | 504 487 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -167 | | -167 |
| Activité Santé / Prévoyance | 540 942 | -36 622 | 504 320 |
| Primes émises | 6 097 366 | -169 780 | 5 927 586 |
| Variation de la provision pour primes non acquises | -12 107 | | -12 107 |
| PRIMES ACQUISES | 6 085 259 | -169 780 | 5 915 479 |

7.18 CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS
AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | |
|---|------------------|------------------|--------------------|------------------|
| | Dommages | Epargne | Santé / Prévoyance | Total |
| Charges de sinistres | 1 211 984 | 831 159 | 198 876 | 2 242 019 |
| Variation des provisions sinistres à payer | 96 715 | 7 685 | 7 386 | 111 786 |
| Variation des provisions d'assurance vie | | 298 278 | 3 217 | 301 495 |
| Variation des provisions en UC | | 7 068 | | 7 068 |
| Variation des provisions pour participation aux bénéfices | -376 | 66 009 | 6 438 | 72 071 |
| Variation des autres provisions techniques | 13 118 | 187 466 | 4 107 | 204 691 |
| Variation des provisions techniques | 109 457 | 566 506 | 21 148 | 697 111 |
| Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée | | 12 252 | | 12 252 |
| Charges brutes des prestations des contrats | 1 321 441 | 1 409 917 | 220 024 | 2 951 382 |
| Paiements reçus des réassureurs | 66 883 | 301 | 19 062 | 86 246 |
| Variation des provisions techniques cédées | -18 972 | -173 | -16 690 | -35 835 |
| Réassurance | 47 911 | 128 | 2 372 | 50 411 |
| CHARGES NETTES DES PRESTATIONS DES CONTRATS | 1 369 352 | 1 410 045 | 222 396 | 3 001 793 |

AU 30 JUIN 2010

| | 30 juin 10 | | | Total |
|---|------------------|------------------|-----------------------|------------------|
| | Domages | Epargne | Santé / Prévoyance | |
| (en milliers d'euros) | | | | |
| Charges de sinistres | 1 243 990 | 688 249 | 192 856 | 2 125 095 |
| Variation des provisions sinistres à payer | 70 955 | 9 101 | 7 886 | 87 942 |
| Variation des provisions d'assurance vie | | 665 019 | 2 117 | 667 136 |
| Variation des provisions en UC | | -14 095 | | -14 095 |
| Variation des provisions pour participation aux bénéfices | -1 598 | 64 292 | | 62 694 |
| Variation des autres provisions techniques | 55 899 | 199 593 | 6 430 | 261 922 |
| Variation des provisions techniques | 125 256 | 923 910 | 16 433 | 1 065 599 |
| Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée | | -32 865 | | -32 865 |
| Charges brutes des prestations des contrats | 1 369 246 | 1 579 294 | 209 289 | 3 157 829 |
| Paiements reçus des réassureurs | 72 054 | 349 | 12 588 | 84 991 |
| Variation des provisions techniques cédées | -104 984 | -777 | -9 708 | -115 469 |
| Réassurance | -32 930 | -428 | 2 880 | -30 478 |
| CHARGES NETTES DES PRESTATIONS DES CONTRATS | 1 336 316 | 1 578 866 | 212 169 | 3 127 351 |

AU 31 DECEMBRE 2010

| | 31 déc 10 | | | Total |
|---|------------------|------------------|-----------------------|------------------|
| | Domages | Epargne | Santé / Prévoyance | |
| (en milliers d'euros) | | | | |
| Charges de sinistres | 2 437 580 | 1 510 462 | 378 906 | 4 326 948 |
| Variation des provisions sinistres à payer | 45 658 | 11 658 | 5 923 | 63 239 |
| Variation des provisions d'assurance vie | | 1 095 329 | 8 651 | 1 103 980 |
| Variation des provisions en UC | | -1 543 | | -1 543 |
| Variation des provisions pour participation aux bénéfices | -804 | 49 312 | 12 291 | 60 799 |
| Variation des autres provisions techniques | 98 163 | 463 097 | 8 708 | 569 968 |
| Variation des provisions techniques | 143 017 | 1 617 853 | 35 573 | 1 796 443 |
| Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée | | 13 074 | | 13 074 |
| Charges brutes des prestations des contrats | 2 580 597 | 3 141 389 | 414 479 | 6 136 465 |
| Paiements reçus des réassureurs | 132 518 | 640 | 36 622 | 169 780 |
| Variation des provisions techniques cédées | -134 585 | -801 | -34 134 | -169 520 |
| Réassurance | -2 067 | -161 | 2 488 | 260 |
| CHARGES NETTES DES PRESTATIONS DES CONTRATS | 2 578 530 | 3 141 228 | 416 967 | 6 136 725 |

7.19 CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE

AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | | | Total |
|--------------------------------------|----------------|-------------|-----------------------|----------------|
| | Domages | Epargne | Santé / Prévoyance | |
| Produits des cessions en réassurance | -66 883 | -301 | -19 062 | -86 246 |
| Charges des cessions en réassurance | 18 972 | 173 | 16 690 | 35 835 |
| TOTAL | -47 911 | -128 | -2 372 | -50 411 |

Au 30 juin 2011, le solde net des cessions en réassurance ressort à -50 411 K€

AU 30 JUIN 2010

| (en milliers d'euros) | 30 juin 10 | | | Total |
|--------------------------------------|---------------|------------|-----------------------|---------------|
| | Domages | Epargne | Santé / Prévoyance | |
| Produits des cessions en réassurance | -72 054 | -349 | -12 588 | -84 991 |
| Charges des cessions en réassurance | 104 984 | 777 | 9 708 | 115 469 |
| TOTAL | 32 930 | 428 | -2 880 | 30 478 |

Au 30 juin 2010, le solde net des cessions en réassurance s'élève à 30 478 K€

AU 31 DECEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | 31 déc 10 | | | Total |
|--------------------------------------|--------------|------------|-----------------------|-------------|
| | Domages | Epargne | Santé / Prévoyance | |
| Produits des cessions en réassurance | -132 518 | -640 | -36 622 | -169 780 |
| Charges des cessions en réassurance | 134 585 | 801 | 34 134 | 169 520 |
| TOTAL | 2 067 | 161 | -2 488 | -260 |

Au 31 décembre 2010, le solde net des cessions en réassurance s'établit à -260 K€

7.20 IMPOTS SUR LES RESULTATS**DÉTAIL DE LA CHARGE D'IMPÔT**

| (en milliers d'euros) | 30 juin 11 | 30 juin 10 | 31 déc 10 |
|-----------------------|--------------|---------------|----------------|
| Impôt exigible | 1 335 | 900 | -35 421 |
| Impôts différés | 6 975 | 18 255 | 210 018 |
| TOTAL | 8 310 | 19 155 | 174 597 |

8. Comptes sectoriels

Le groupe Macif est organisé autour de quatre segments opérationnels :

- Dommages :** Ce segment rassemble une large gamme de contrats, couvrant les risques de dommages aux biens et aux personnes, destinés aux particuliers et aux professionnels. Les principaux contrats sont les contrats auto et habitation.
- Epargne :** Ce segment correspond aux activités d'assurance vie du groupe Macif. Il regroupe les contrats d'épargne en euros et ceux en unités de comptes (UC) gérés par Mutavie.
- Santé & Prévoyance :** Ce segment inclut les activités d'assurance en santé et prévoyance individuelle et collective. Les contrats s'adressent aux particuliers, professionnels indépendants, entreprises et groupements. Ces activités sont exercées par des entités mutualistes régies par le livre II du Code de la mutualité et adhérentes à la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF).
- Autres :** Ce segment comprend essentiellement les activités de gestion d'actifs et de placements immobiliers. Il inclut également l'activité bancaire créée au cours de l'exercice 2009.

8.1 AU 30 JUIN 2011**Actif**

| (en milliers d'euros) | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Autres | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|------------------|-----------------|-------------------|
| Ecarts d'acquisition | | 18 428 | | 715 | 19 143 |
| Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 91 695 | 12 | 4 962 | 159 | 96 828 |
| ACTIFS INCORPORELS | 91 695 | 18 440 | 4 962 | 874 | 115 971 |
| Immobilier de placement | 51 735 | 299 180 | 18 113 | | 369 028 |
| Immobilier de placement en UC | | | | | |
| Placements financiers | 4 923 614 | 17 015 178 | 591 535 | -337 077 | 22 193 250 |
| Placements financiers en UC | | 146 546 | | | 146 546 |
| Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés | 12 892 | | | | 12 892 |
| PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE | 4 988 241 | 17 460 904 | 609 648 | -337 077 | 22 721 716 |
| EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES | 432 | | | 166 704 | 167 136 |
| INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES | 151 968 | 2 764 | | 88 735 | 243 467 |
| PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS | 492 142 | 383 | 36 764 | | 529 289 |
| Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles | 359 116 | 15 154 | 11 253 | 1 332 | 386 855 |
| Frais d'acquisitions reportés | 114 284 | 100 855 | 337 | | 215 476 |
| Participation aux bénéfices différée active | | 49 425 | | | 49 425 |
| Actifs d'impôts différés | | | | | |
| Créances nées des opérations d'assurance | 1 437 634 | 10 021 | 227 524 | | 1 675 179 |
| Créances nées des opérations de réassurance | 1 332 | | 7 723 | | 9 055 |
| Créances d'impôt exigible | 17 794 | | | | 17 794 |
| Autres créances | 167 154 | -14 553 | 22 010 | 8 727 | 183 338 |
| AUTRES ACTIFS | 2 097 314 | 160 902 | 268 847 | 10 059 | 2 537 122 |
| ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES | | 4 361 | | | 4 361 |
| TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 549 218 | 788 278 | 81 417 | 49 391 | 1 468 304 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 8 371 010 | 18 436 032 | 1 001 638 | -21 314 | 27 787 366 |
| INTER-SECTORIEL | -1 275 148 | -368 522 | -14 839 | -4 473 | -1 662 982 |
| TOTAL DE L'ACTIF RETRAITE INTER-SECTORIEL | 9 646 158 | 18 804 554 | 1 016 477 | -16 841 | 29 450 348 |

Passif

| (en milliers d'euros) | Domages | Epargne | Santé/Prév | Autres | TOTAL |
|---|------------------|-------------------|------------------|-----------------|-------------------|
| Capital social ou fonds équivalents | 218 065 | | 7 229 | | 225 294 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | | | | | |
| Réserve de réévaluation | 164 151 | 34 244 | 21 117 | 18 | 219 530 |
| Autres réserves | 868 493 | 455 144 | 204 075 | -36 107 | 1 491 605 |
| Résultats cumulés | 196 | | -3 835 | | -3 639 |
| Résultat net consolidé | -70 398 | 20 083 | 3 569 | 2 244 | -44 502 |
| CAPITAUX PROPRES GROUPE | 1 180 507 | 509 471 | 232 155 | -33 845 | 1 888 288 |
| Intérêts minoritaires | -404 | 24 499 | | 6 924 | 31 019 |
| CAPITAUX PROPRES TOTAUX | 1 180 103 | 533 970 | 232 155 | -26 921 | 1 919 307 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 57 567 | 72 542 | 9 829 | 7 236 | 147 174 |
| Dettes subordonnées | 158 355 | 40 977 | | | 199 332 |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 116 317 | 1 | | | 116 318 |
| Autres dettes de financement | 97 918 | 306 210 | 33 | 2 927 | 407 088 |
| DETTES DE FINANCEMENT | 372 590 | 347 188 | 33 | 2 927 | 722 738 |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i> | 6 692 202 | 16 365 937 | 621 495 | | 23 679 634 |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i> | | 146 484 | | | 146 484 |
| Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance | 6 692 202 | 16 512 421 | 621 495 | | 23 826 118 |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i> | | 237 155 | | | 237 155 |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i> | | | | | |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i> | | | | | |
| Passifs techniques relatifs à des contrats financiers | | 237 155 | | | 237 155 |
| Instruments dérivés séparés sur contrats | | | | | |
| Participation aux bénéfices différée passive | | | | | |
| PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS | 6 692 202 | 16 749 576 | 621 495 | | 24 063 273 |
| RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE | | | | | |
| PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES | 135 932 | -3 545 | | -11 943 | 120 444 |
| DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES | 245 368 | 419 561 | 9 228 | -337 077 | 337 080 |
| Dettes d'exploitation représentées par des titres | | | | | |
| Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire | 21 480 | 12 093 | 1 659 | 17 | 35 249 |
| Instruments dérivés passifs | 10 984 | | | | 10 984 |
| Dettes nées des opérations d'assurance | 23 211 | 19 152 | 18 319 | | 60 682 |
| Dettes nées des opérations de réassurance | 50 291 | 843 | 30 002 | | 81 136 |
| Dettes d'impôts exigibles | | | | | |
| Autres dettes | 163 457 | 52 131 | 52 229 | 21 482 | 289 299 |
| AUTRES PASSIFS | 269 423 | 84 219 | 102 209 | 21 499 | 477 350 |
| PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES | | | | | |
| TOTAL DU PASSIF | 8 953 185 | 18 203 511 | 974 949 | -344 279 | 27 787 366 |
| INTER-SECTORIEL | -692 973 | -601 043 | -41 528 | -327 438 | -1 662 982 |
| TOTAL PASSIF RETRAITE INTER-SECTORIEL | 9 646 158 | 18 804 554 | 1 016 477 | -16 841 | 29 450 348 |

Compte de résultat

| (en milliers d'euros) | Dommmages | Epargne | Santé/Prév | Autres | TOTAL |
|---|------------------|------------------|----------------|---------------|------------------|
| <i>Primes émises</i> | 2 599 576 | 1 135 632 | 456 172 | | 4 191 380 |
| <i>Variation des primes non acquises</i> | -1 147 801 | | -183 840 | | -1 331 641 |
| PRIMES ACQUISES | 1 451 775 | 1 135 632 | 272 332 | | 2 859 739 |
| Produit net bancaire, net du coût du risque | | | | | |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | 1 315 | | | 12 968 | 14 283 |
| Autres produits d'exploitation (nets des charges) | -63 817 | -4 008 | -23 336 | 142 | -91 019 |
| <i>Produits des placements</i> | 87 087 | 320 578 | 11 585 | 1 109 | 420 359 |
| <i>Charges des placements</i> | -5 998 | -9 229 | -823 | -3 045 | -19 095 |
| <i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i> | 27 144 | 53 721 | 415 | 355 | 81 635 |
| <i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i> | 1 680 | 6 350 | 114 | 9 | 8 153 |
| <i>Variation des dépréciations sur placements</i> | -5 130 | -26 825 | -124 | | -32 079 |
| PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES | 104 783 | 344 595 | 11 167 | -1 572 | 458 973 |
| Charges des prestations des contrats | -1 321 441 | -1 409 917 | -220 024 | | -2 951 382 |
| <i>Produits des cessions en réassurance</i> | -66 883 | -301 | -19 062 | | -86 246 |
| <i>Charges des cessions en réassurance</i> | 18 972 | 173 | 16 690 | | 35 835 |
| CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE | -47 911 | -128 | -2 372 | | -50 411 |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | |
| Charges des autres activités | 959 | | | -15 000 | -14 041 |
| Frais d'acquisition des contrats | -141 207 | -15 336 | -18 679 | | -175 222 |
| Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés | | | | | |
| Frais d'administration | -37 415 | -12 528 | -13 603 | | -63 546 |
| Autres produits et charges opérationnels courants | 527 | -733 | -260 | | -466 |
| RESULTAT OPERATIONNEL COURANT | -52 432 | 37 577 | 5 225 | -3 462 | -13 092 |
| Autres produits et charges opérationnels | -36 855 | -432 | 375 | -1 230 | -38 142 |
| RESULTAT OPERATIONNEL | -89 287 | 37 145 | 5 600 | -4 692 | -51 234 |
| Charge de financement | -7 111 | -3 328 | -908 | -284 | -11 631 |
| Quote-part dans les résultats des entreprises associées | 3 443 | 113 | | 6 344 | 9 900 |
| Impôts sur les résultats | 20 677 | -12 594 | -1 123 | 1 350 | 8 310 |
| Résultat sur abandon d'activité après impôt | | | | | |
| RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE | -72 278 | 21 336 | 3 569 | 2 718 | -44 655 |
| Intérêts minoritaires | -1 880 | 1 253 | | 474 | -153 |
| RESULTAT NET - PART DU GROUPE | -70 398 | 20 083 | 3 569 | 2 244 | -44 502 |

Au 30 juin 2011, les opérations inter-sectorielles ont été imputées sur les lignes concernées alors qu'elles ressortent sur la ligne inter-sectoriel dans les comptes de résultat 30 juin 2010 et 31 décembre 2010.

État du résultat global

(en milliers d'euros)

| | Domages | Epargne | Santé&Prév | Autres | TOTAL |
|---|----------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| RESULTAT NET - PART DU GROUPE | -70 398 | 20 083 | 3 569 | 2 244 | -44 502 |
| Ecart de conversion | | | | | |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | 6 733 | -202 525 | -6 254 | 1 580 | -200 466 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | | | | |
| Réévaluation des immobilisations | | | | | |
| Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies | | | | | |
| Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence | -408 | -73 | | -10 018 | -10 499 |
| "Comptabilité reflet" brute d'impôt différé | | 189 049 | | | 189 049 |
| Impôts | -2 696 | 4 652 | | -29 | 1 927 |
| TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES GROUPE | 3 629 | -8 897 | -6 254 | -8 467 | -19 989 |
| RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE | -66 769 | 11 186 | -2 685 | -6 223 | -64 491 |
| Résultat global - Part des minoritaires | -1 948 | 887 | | 547 | -514 |
| RESULTAT GLOBAL | -68 717 | 12 073 | -2 685 | -5 676 | -65 005 |

8.2 AU 31 DECEMBRE 2010**Actif**

| (en milliers d'euros) | Domages | Epargne | Santé/Prév | Autres | TOTAL |
|--|------------------|-------------------|----------------|----------------|-------------------|
| Ecarts d'acquisition | | 18 428 | | 715 | 19 143 |
| Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 91 687 | 2 | 2 134 | 180 | 94 003 |
| ACTIFS INCORPORELS | 91 687 | 18 430 | 2 134 | 895 | 113 146 |
| Immobilier de placement | 49 729 | 255 270 | 18 102 | | 323 101 |
| Immobilier de placement en UC | | | | | |
| Placements financiers | 4 691 814 | 16 659 992 | 588 945 | 2 | 21 940 753 |
| Placements financiers en UC | | 139 417 | | | 139 417 |
| Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés | 8 815 | | | | 8 815 |
| PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE | 4 750 358 | 17 054 679 | 607 047 | 2 | 22 412 086 |
| EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES | 432 | | | 170 063 | 170 495 |
| INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES | 148 989 | 2 834 | | 151 909 | 303 732 |
| PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS | 449 896 | 383 | 36 087 | | 486 366 |
| Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles | 351 265 | 12 236 | 11 651 | 2 003 | 377 155 |
| Frais d'acquisitions reportés | 89 327 | 94 734 | 652 | | 184 713 |
| Participation aux bénéfices différée active | | | | | |
| Actifs d'impôts différés | | | | | |
| Créances nées des opérations d'assurance | 524 299 | 640 | 29 101 | | 554 040 |
| Créances nées des opérations de réassurance | 98 984 | | 5 781 | | 104 765 |
| Créances d'impôt exigible | 17 774 | | | | 17 774 |
| Autres créances | 140 677 | 17 144 | 6 627 | 37 818 | 202 266 |
| AUTRES ACTIFS | 1 222 326 | 124 754 | 53 812 | 39 821 | 1 440 713 |
| ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES | | 5 137 | | | 5 137 |
| TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 194 105 | 222 274 | 47 453 | 43 716 | 507 548 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 6 857 793 | 17 428 491 | 746 533 | 406 406 | 25 439 223 |
| INTER-SECTORIEL | -182 200 | -1 315 | -2 100 | -2 743 | -188 358 |
| TOTAL DE L'ACTIF RETRAITE INTER-SECTORIEL | 7 039 993 | 17 429 806 | 748 633 | 409 149 | 25 627 581 |

Passif

(en milliers d'euros)

| | Dommages | Epargne | Santé/Prév | Autres | TOTAL |
|---|------------------|-------------------|----------------|----------------|-------------------|
| Capital social ou fonds équivalents | 215 774 | | 7 229 | | 223 003 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | | | | | |
| Réserve de réévaluation | 172 244 | 31 345 | 27 371 | 8 479 | 239 439 |
| Autres réserves | 403 993 | 345 507 | 211 131 | 291 340 | 1 251 971 |
| Résultats cumulés | 8 032 | | -3 572 | 16 440 | 20 900 |
| Résultat net consolidé | 24 369 | 184 845 | -7 068 | 10 701 | 212 847 |
| CAPITAUX PROPRES GROUPE | 824 412 | 561 697 | 235 091 | 326 960 | 1 948 160 |
| Intérêts minoritaires | 1 021 | 26 958 | | 7 119 | 35 098 |
| CAPITAUX PROPRES TOTAUX | 825 433 | 588 655 | 235 091 | 334 079 | 1 983 258 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 35 829 | 72 427 | 10 053 | 7 245 | 125 554 |
| Dettes subordonnées | 154 803 | 40 036 | | | 194 839 |
| Dettes de financement représentées par des titres | | | | | |
| Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 106 244 | | | | 106 244 |
| Autres dettes de financement | 2 027 | 3 267 | 33 | 4 567 | 9 894 |
| DETTES DE FINANCEMENT | 263 074 | 43 303 | 33 | 4 567 | 310 977 |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i> | 5 432 616 | 15 808 031 | 385 429 | | 21 626 076 |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i> | | 139 417 | | | 139 417 |
| Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance | 5 432 616 | 15 947 448 | 385 429 | | 21 765 493 |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i> | | 236 679 | | | 236 679 |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i> | | | | | |
| <i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i> | | | | | |
| Passifs techniques relatifs à des contrats financiers | | 236 679 | | | 236 679 |
| Instruments dérivés séparés sur contrats | | | | | |
| Participation aux bénéfices différée passive | | 135 188 | | | 135 188 |
| PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS | 5 432 616 | 16 319 315 | 385 429 | | 22 137 360 |
| RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE | | | | | |
| PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES | 142 666 | -5 637 | | -7 752 | 129 277 |
| DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES | 92 704 | 156 074 | 2 919 | 2 | 251 699 |
| Dettes d'exploitation représentées par des titres | | | | | |
| Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire | 49 509 | 7 597 | 1 407 | 3 | 58 516 |
| Instruments dérivés passifs | 6 825 | | | | 6 825 |
| Dettes nées des opérations d'assurance | 35 780 | 10 780 | 11 029 | | 57 589 |
| Dettes nées des opérations de réassurance | 21 822 | 481 | 28 115 | | 50 418 |
| Dettes d'impôts exigibles | -16 800 | 13 453 | 2 063 | 3 347 | 2 063 |
| Autres dettes | 189 039 | 64 387 | 37 835 | 34 426 | 325 687 |
| AUTRES PASSIFS | 286 175 | 96 698 | 80 449 | 37 776 | 501 098 |
| PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES | | | | | |
| TOTAL DU PASSIF | 7 078 497 | 17 270 835 | 713 974 | 375 917 | 25 439 223 |
| INTER-SECTORIEL | 38 504 | -158 971 | -34 659 | -33 232 | -188 358 |
| TOTAL PASSIF RETRAITE INTER-SECTORIEL | 7 039 993 | 17 429 806 | 748 633 | 409 149 | 25 627 581 |

Compte de résultat

| (en milliers d'euros) | Domages | Epargne | Santé/Prév | Autres | TOTAL |
|---|------------------|------------------|----------------|---------------|------------------|
| <i>Primes émises</i> | 2 941 613 | 2 614 644 | 541 109 | | 6 097 366 |
| <i>Variation des primes non acquises</i> | -11 940 | | -167 | | -12 107 |
| PRIMES ACQUISES | 2 929 673 | 2 614 644 | 540 942 | | 6 085 259 |
| Produit net bancaire, net du coût du risque | | | | | |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | 2 534 | | | 26 915 | 29 449 |
| Autres produits d'exploitation (nets des charges) | -66 337 | -7 035 | -63 377 | 1 036 | -135 713 |
| <i>Produits des placements</i> | 153 670 | 580 290 | 22 598 | 9 973 | 766 531 |
| <i>Charges des placements</i> | -652 | -9 466 | -2 091 | -7 897 | -20 106 |
| <i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i> | 18 370 | 65 583 | 2 204 | 621 | 86 778 |
| <i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i> | 13 945 | 27 581 | 37 | 5 | 41 568 |
| <i>Variation des dépréciations sur placements</i> | -5 152 | -6 467 | -621 | -4 009 | -16 249 |
| PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES | 180 181 | 657 521 | 22 127 | -1 307 | 858 522 |
| Charges des prestations des contrats | -2 580 597 | -3 141 389 | -414 479 | | -6 136 465 |
| <i>Produits des cessions en réassurance</i> | -132 518 | -640 | -36 622 | | -169 780 |
| <i>Charges des cessions en réassurance</i> | 134 585 | 801 | 34 134 | | 169 520 |
| CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE | 2 067 | 161 | -2 488 | | -260 |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | |
| Charges des autres activités | -27 615 | | | -21 787 | -49 402 |
| Frais d'acquisition des contrats | -379 093 | -39 440 | -41 440 | | -459 973 |
| Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés | | | | | |
| Frais d'administration | -60 422 | -21 032 | -33 538 | | -114 992 |
| Autres produits et charges opérationnels courants | 206 | -1 508 | 1 919 | | 617 |
| RESULTAT OPERATIONNEL COURANT | 597 | 61 922 | 9 666 | 4 857 | 77 042 |
| Autres produits et charges opérationnels | -20 300 | -1 036 | -12 295 | 24 736 | -8 895 |
| RESULTAT OPERATIONNEL | -19 703 | 60 886 | -2 629 | 29 593 | 68 147 |
| Charge de financement | -14 659 | -1 910 | -2 268 | | -18 837 |
| Quote-part dans les résultats des entreprises associées | 2 525 | 159 | | -6 283 | -3 599 |
| Impôts sur les résultats | 53 332 | 134 899 | -2 171 | -11 463 | 174 597 |
| Résultat sur abandon d'activité après impôt | | | | | |
| RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE | 21 495 | 194 034 | -7 068 | 11 847 | 220 308 |
| Intérêts minoritaires | -2 874 | 9 189 | | 1 146 | 7 461 |
| RESULTAT NET - PART DU GROUPE | 24 369 | 184 845 | -7 068 | 10 701 | 212 847 |
| INTER-SECTORIEL | 38 058 | -21 688 | -22 360 | 5 990 | |
| RESULTAT NET - PART DU GROUPE RETRAITE INTER-SECTORIEL | 62 427 | 163 157 | -29 428 | 16 691 | 212 847 |

État du résultat global

(en milliers d'euros)

| | Dommages | Epargne | Santé&Prév | Autres | TOTAL |
|---|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| RESULTAT NET - PART DU GROUPE | 62 427 | 163 157 | -29 428 | 16 691 | 212 847 |
| Ecarts de conversion | 6 768 | -747 | 3 548 | -1 065 | 8 504 |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | | | | | |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | | | | |
| Réévaluation des immobilisations | | | | | |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies | | | | | |
| Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence | -3 231 | -143 | | 7 564 | 4 190 |
| "Comptabilité reflet" brute d'impôt différé | | -4 001 | | | -4 001 |
| Impôts | -2 962 | 1 632 | | 367 | -963 |
| TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES GROUPE | 575 | -3 259 | 3 548 | 6 866 | 7 730 |
| RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE | 63 002 | 159 898 | -25 880 | 23 557 | 220 577 |
| Résultat global - Part des minoritaires | -3 120 | 9 040 | | 1 128 | 7 048 |
| RESULTAT GLOBAL | 59 882 | 168 938 | -25 880 | 24 685 | 227 625 |

8.3 AU 30 JUIN 2010**Compte de résultat**

| (en milliers d'euros) | Domages | Epargne | Santé - Prévoyance | Autres | Total | Opérations inter- sectorielles | 30 juin 10 |
|---|------------------|------------------|-----------------------|---------------|------------------|-----------------------------------|------------------|
| <i>Primes émises</i> | 2 525 967 | 1 363 270 | 472 943 | | 4 362 180 | -4 915 | 4 357 265 |
| <i>Variation des primes non acquises</i> | -1 104 229 | | -205 669 | | -1 309 898 | | -1 309 898 |
| PRIMES ACQUISES | 1 421 738 | 1 363 270 | 267 274 | | 3 052 282 | -4 915 | 3 047 367 |
| Produit net bancaire, net du coût du risque | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | 1 676 | | | 16 538 | 18 214 | -3 736 | 14 478 |
| Autres produits d'exploitation (nets des charges) | -29 277 | -4 297 | -29 526 | 134 | -62 966 | -23 027 | -85 993 |
| <i>Produits des placements</i> | 92 578 | 292 652 | 10 372 | 9 587 | 405 189 | -3 290 | 401 899 |
| <i>Charges des placements</i> | -2 840 | -19 628 | -1 118 | -4 490 | -28 076 | 2 740 | -25 336 |
| <i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i> | -13 314 | 29 245 | 216 | 395 | 16 542 | | 16 542 |
| <i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i> | -7 140 | -5 340 | 20 | 6 | -12 454 | | -12 454 |
| <i>Variation des dépréciations sur placements</i> | 3 802 | -19 962 | -627 | -2 122 | -18 909 | -573 | -19 482 |
| PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES | 73 086 | 276 967 | 8 863 | 3 376 | 362 292 | -1 123 | 361 169 |
| Charges des prestations des contrats | -1 370 154 | -1 579 294 | -211 103 | | -3 160 551 | 2 722 | -3 157 829 |
| <i>Produits des cessions en réassurance</i> | -73 959 | -512 | -12 588 | | -87 059 | 2 068 | -84 991 |
| <i>Charges des cessions en réassurance</i> | 106 553 | 862 | 9 708 | | 117 123 | -1 654 | 115 469 |
| CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE | 32 594 | 350 | -2 880 | | 30 064 | 414 | 30 478 |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | | | |
| Charges des autres activités | -8 985 | | | -12 382 | -21 367 | 573 | -20 794 |
| Frais d'acquisition des contrats | -170 816 | -12 462 | -21 239 | | -204 517 | 21 848 | -182 669 |
| Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés | | | | | | | |
| Frais d'administration | -31 881 | -10 865 | -15 364 | | -58 110 | 2 958 | -55 152 |
| Autres produits et charges opérationnels courants | -20 | -592 | -389 | | -1 001 | | -1 001 |
| RESULTAT OPERATIONNEL COURANT | -82 039 | 33 077 | -4 364 | 7 666 | -45 660 | -4 286 | -49 946 |
| Autres produits et charges opérationnels | -938 | -1 974 | -10 404 | 23 488 | 10 172 | | 10 172 |
| RESULTAT OPERATIONNEL | -82 977 | 31 103 | -14 768 | 31 154 | -35 488 | -4 286 | -39 774 |
| Charge de financement | -9 214 | -3 526 | -269 | -94 | -13 103 | 4 286 | -8 817 |
| Quote-part dans les résultats des entreprises associées | 1 023 | 104 | | -1 426 | -299 | | -299 |
| Impôts sur les résultats | 54 469 | -29 464 | -1 038 | -4 812 | 19 155 | | 19 155 |
| Résultat sur abandon d'activité après impôt | | | | | | | |
| RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE | -36 699 | -1 783 | -16 075 | 24 822 | -29 735 | | -29 735 |
| Intérêts minoritaires | -3 141 | -91 | | 93 | -3 139 | | -3 139 |
| RESULTAT NET - PART DU GROUPE | -33 558 | -1 692 | -16 075 | 24 729 | -26 596 | | -26 596 |

État du résultat global

(en milliers d'euros)

| | Dommages | Epargne | Santé - Prévoyance | Autres | Total | Opérations inter- sectorielles | 30 juin 10 |
|---|----------------|---------------|-----------------------|---------------|----------------|-----------------------------------|----------------|
| RESULTAT NET - PART DU GROUPE | -33 558 | -1 692 | -16 075 | 24 729 | -26 596 | | -26 596 |
| Ecart de conversion | | | | | | | |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | 23 168 | 235 824 | 12 313 | -833 | 270 472 | | 270 472 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | | | | | | |
| Réévaluation des immobilisations | | | | | | | |
| Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies | | | | | | | |
| Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence | -2 222 | -59 | | 3 464 | 1 183 | | 1 183 |
| * Comptabilité reflet* brute d'impôt différé | | -219 711 | | | -219 711 | | -219 711 |
| Impôts | -7 978 | -5 548 | | 287 | -13 239 | | -13 239 |
| TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES GROUPE | 12 968 | 10 506 | 12 313 | 2 918 | 38 705 | | 38 705 |
| RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE | -20 590 | 8 814 | -3 762 | 27 647 | 12 109 | | 12 109 |
| Résultat global - Part des minoritaires | -3 141 | 464 | | 93 | -2 584 | | -2 584 |
| RESULTAT GLOBAL | -23 731 | 9 278 | -3 762 | 27 740 | 9 525 | | 9 525 |

9. Autres informations

9.1 ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS

| (en milliers d'euros) | Principales caractéristiques | 30 juin 11 | 31 déc 10 |
|--|--|----------------|----------------|
| Engagements hors bilan DONNES | | 748 260 | 614 990 |
| Engagements liés au périmètre du Groupe consolidé : | | 197 | 3 826 |
| | Engagements d'achats de titres | 154 | 3 784 |
| | Engagement donné sur prêt | 43 | 42 |
| Engagements liés au financement du Groupe consolidé : | | 253 713 | 81 887 |
| | Garanties à première demande | 24 000 | 24 000 |
| | Garanties de liquidité | 14 000 | 14 000 |
| | Cautions sur emprunts | 8 775 | 8 775 |
| | Engagement d'achat sur TCN (Titres de Créances Négociables) | 30 000 | |
| | Engagement d'achat d'obligations | 122 367 | |
| | Nantissements | 1 | 520 |
| | Autres engagements liés au financement | 54 570 | 34 592 |
| Engagements liés aux activités opérationnelles : | | 494 350 | 529 277 |
| | Garantie sur prix de cessions immobilières | 25 000 | 25 000 |
| | Contre-garanties données | 223 | 286 |
| | Engagement donné au SFG (Système Fédéral de Garantie) | 2 949 | 16 621 |
| | Engagements sur FCPR | 240 434 | 201 201 |
| | Engagements sur financement de travaux | 110 280 | 139 453 |
| | Engagements sur fonds immobiliers | 64 473 | 80 063 |
| | Autres engagements à caractère financier | 1 405 | 2 613 |
| | Autres engagements à caractère immobilier | | 23 370 |
| | Autres engagements | 49 586 | 40 670 |
| Engagements hors bilan RECUS | | 419 859 | 398 321 |
| Engagements liés au périmètre du Groupe consolidé : | | 2 195 | 2 512 |
| | Engagement de rachat d'actions | 2 195 | 2 512 |
| Engagements liés au financement du Groupe consolidé : | | 32 296 | 7 481 |
| | Clause de retour à meilleure fortune | 2 062 | 2 062 |
| | Promesse de garantie COFACE | 4 016 | 4 016 |
| | Engagement de mise en pension de titres | 19 978 | |
| | Engagement de vente de parts d'OPCVM | 5 761 | |
| | Nantissements de titres pour garanties de prêts | 479 | 1 403 |
| Engagements liés aux activités opérationnelles : | | 385 368 | 388 328 |
| | Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires | 369 064 | 369 763 |
| | Couverture de réassurance | | 357 |
| | Cautions solidaires | 6 714 | 10 071 |
| | Cautions bancaires | 1 021 | 729 |
| | Autres cautions | 7 233 | 5 913 |
| | Autres engagements reçus contractuels | 1 336 | 1 495 |

9.2 INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN PAR METHODE DE GESTION

AU 30 JUIN 2011

| (en milliers d'euros) | | Ventilation par catégorie d'instrument | | | | | | | |
|-----------------------|---|--|-------------------|----------------|------------------|-------------------|-------------------|----------------|-------------------|
| | | Valeur au bilan | Juste valeur | Trading | FVO | AFS | Prêts et créances | Coût amorti | TOTAL |
| Notes | | | | | | | | | |
| | Immobilier de placement | 369 028 | 369 028 | | | | | 369 028 | 369 028 |
| 7.2 | Placements financiers | 22 193 250 | 22 193 250 | 58 102 | 1 412 596 | 20 593 182 | 129 370 | | 22 193 250 |
| 7.3 | Placements financiers en UC | 146 546 | 146 546 | | 146 546 | | | | 146 546 |
| 7.16 | Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés | 12 892 | 12 892 | 12 892 | | | | | 12 892 |
| | Placements des activités d'assurance | 22 721 716 | 22 721 716 | 70 994 | 1 559 142 | 20 593 182 | 129 370 | 369 028 | 22 721 716 |
| 7.4 | Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités | 167 136 | 167 136 | 32 | | 24 980 | 12 465 | 129 659 | 167 136 |
| 7.5 | Investissements dans les entreprises associées | 243 467 | 243 467 | -457 | | 1 196 | | 242 728 | 243 467 |
| 7.11 | Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 468 304 | 1 468 304 | 787 582 | 634 359 | | | 46 363 | 1 468 304 |
| | ACTIFS FINANCIERS | 24 600 623 | 24 600 623 | 858 151 | 2 193 501 | 20 619 358 | 141 835 | 787 778 | 24 600 623 |
| | Dettes subordonnées | 199 332 | 205 090 | | | | | 205 090 | 205 090 |
| | Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 116 318 | 116 318 | | | | | 116 318 | 116 318 |
| | Autres dettes de financement | 407 088 | 407 088 | | | | | 407 088 | 407 088 |
| 7.13 | Dettes de financement | 722 738 | 728 496 | | | | | 728 496 | 728 496 |
| | Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés | 337 080 | 337 080 | | 337 080 | | | | 337 080 |
| | Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire | 35 249 | 35 249 | | | | | 35 249 | 35 249 |
| 7.16 | Instruments dérivés passif | 10 984 | 10 984 | 10 984 | | | | | 10 984 |
| | PASSIFS FINANCIERS | 1 106 051 | 1 111 809 | 10 984 | 337 080 | | | 763 745 | 1 111 809 |

AU 31 DECEMBRE 2010

| (en milliers d'euros) | | Ventilation par catégorie d'instrument | | | | | | | |
|-----------------------|---|--|-------------------|----------------|------------------|-------------------|-------------------|----------------|-------------------|
| | | Valeur au bilan | Juste valeur | Trading | FVO | AFS | Prêts et créances | Coût amorti | TOTAL |
| Notes | | | | | | | | | |
| | Immobilier de placement | 323 101 | 323 101 | | | | | 323 101 | 323 101 |
| 7.2 | Placements financiers | 21 940 753 | 21 940 753 | | 1 305 775 | 20 507 713 | 127 265 | | 21 940 753 |
| 7.3 | Placements financiers en UC | 139 417 | 139 417 | | 139 417 | | | | 139 417 |
| 7.16 | Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés | 8 815 | 8 815 | 8 815 | | | | | 8 815 |
| | Placements des activités d'assurance | 22 412 086 | 22 412 086 | 8 815 | 1 445 192 | 20 507 713 | 127 265 | 323 101 | 22 412 086 |
| 7.4 | Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités | 170 495 | 170 495 | | | 24 852 | 14 171 | 131 472 | 170 495 |
| 7.5 | Investissements dans les entreprises associées | 303 732 | 303 732 | 604 | | 16 763 | | 286 365 | 303 732 |
| 7.11 | Trésorerie et équivalents de trésorerie | 507 548 | 507 548 | 286 888 | 192 160 | | | 28 500 | 507 548 |
| | ACTIFS FINANCIERS | 23 393 861 | 23 393 861 | 296 307 | 1 637 352 | 20 549 328 | 141 436 | 769 438 | 23 393 861 |
| | Dettes subordonnées | 194 839 | 207 122 | | | | | 207 122 | 207 122 |
| | Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire | 106 244 | 106 244 | | | | | 106 244 | 106 244 |
| | Autres dettes de financement | 9 894 | 9 894 | | | | | 9 894 | 9 894 |
| 7.13 | Dettes de financement | 310 977 | 323 260 | | | | | 323 260 | 323 260 |
| | Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés | 251 699 | 251 699 | | 251 699 | | | | 251 699 |
| | Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire | 58 516 | 58 516 | | | | | 58 516 | 58 516 |
| 7.16 | Instruments dérivés passif | 6 825 | 6 825 | 6 825 | | | | | 6 825 |
| | PASSIFS FINANCIERS | 628 017 | 640 300 | 6 825 | 251 699 | | | 381 776 | 640 300 |

**Attestation
du responsable
du
Rapport Financier
Semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Macif et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité compris dans le présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris le 30 août 2011,

Le président du conseil d'administration

Gérard Andreck



**Rapport
des
commissaires
aux comptes**

MACIF

Société d'Assurance Mutuelle à cotisations variables

2-4 rue Pied de Fond
79037 NIORT CEDEX 9

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Comptes arrêtés au 30 juin 2011

GROUPE Y Audit
Technopole Venise Verte
Rue Euclide
79024 NIORT CEDEX 9

*Membre de la Compagnie Régionale
de POITIERS*

MAZARS
61 rue Henri Regnault
92400 COURBEVOIE

*Membre de la Compagnie Régionale
de VERSAILLES*

MACIF

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Aux délégués,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la mutuelle MACIF, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte caractérisé par une crise des finances publiques de certains pays de la zone euro et en particulier de la Grèce, dont les effets sont décrits dans l'annexe aux notes 2.1 paragraphe « *Dépréciation des titres d'emprunts grecs* » et 7.2 paragraphe « *Evolution du risque souverain* ». Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Niort et à Courbevoie, le 30 août 2011

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GROUPE Y Audit



Michel AIMÉ

MAZARS



Pascal PARANT